

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20221117-2022-323ANNEXES-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/11/2022

## Commune de Longvilliers

### Modification du PLU

## Dossier administratif



# Commune de Longvilliers

---

## Modification du PLU

### SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 1 : Lancement de la procédure

Partie 2 : Consultation des services

Partie 3 : Dossier de modification

Partie 4 : Dossier d'enquête publique

# Partie 1 - Lancement de la procédure

## 1.1 : Arrêté de lancement

## 1.2 : Certificats d'affichage

## 1.3 : Parution



Numéro de l'acte	2021-36
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

**Objet : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers**

**Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-8, R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du conseil d'Etat (ECLI:FR:CECHR:2017:400420.20170719), Art. 1 : Sont annulés les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;

Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme en raison notamment de l'évolution urbaine de la commune et de la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine et afin de prendre en compte les risques d'inondation, qui impactent l'implantation définie à l'époque sur l'OAP rue Tateville. Sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme, de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement de l'OAP de secteur ainsi que le règlement écrit ;

## ARRETE

**Article 1er :** En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Longvilliers est engagée.

**Article 2 :** Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Monsieur le maire de la commune de Longvilliers. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

**Article 3 –** Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville de Longvilliers, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

**Article 4 :** A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

**Article 5 -** Conformément à l'article L. 153-20 et L. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Longvilliers durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles R. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

### **Article 7 – Exécution du présent arrêté**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,
- Monsieur le maire de la commune de Longvilliers.

Fait à Montreuil-sur-Mer,  
Le 25 février 2021

Le Président,



Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20210225-ARRETE2021-36-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/03/2021

Montreuil-sur-Mer, le 07 mai 2021

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Arrêté du Président n° 2021-36 en date du 25 février 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers**

-----

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2021-36 du 25 février 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers du 01<sup>er</sup> mars 2021 au 02 avril 2021 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Président,  
Bruno COUSEIN



Longvilliers, le 07/05/2021

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Arrêté du Président n° 2021-36 en date du 25 février 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers**

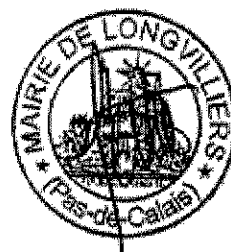
-----

Le Maire de la commune de Longvilliers,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2021-36 du 25 février 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers du 05/03/2021 au 07/05/2021 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

**Le Maire**  
**Philippe PETIT**



## ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 07/12/20  
modifiant l'arrêté du 21/12/12 :  
Tarif 2021 : 5,14€ HT la ligne/colonne

Le Journal de  
**Montreuil Les Échos Le Réveil**  
du Touquet de Berck

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 395 euros
- SAS : 197 euros
- SASU : 141 euros
- SNC : 219 euros
- SARL : 147 euros
- SARLU - EARL - EURL : 124 euros
- Société civile (excepté SCI) : 221 euros
- SCI : 189 euros

1505781300VD



Société d'Avocats au Barreau d'Arras  
41 rue Roger Salengro 62000 ARRAS  
Tél. 03 21 71 77 77

## SERVICAR

Société par actions simplifiée  
au capital de 250.000 €  
Siège social : 18, Rue du Calvaire  
62112 GOUY-SOUS-BELLONNE  
408 630 754 RCS ARRAS



Société d'Avocats au Barreau d'Arras  
41 rue Roger Salengro 62000 ARRAS  
Tél. 03 21 71 77 77

## GROUPE CARRÉ

SAS au capital de 15.000.000 €  
Siège social : 18, rue du Calvaire  
62112 GOUY-SOUS-BELLONNE  
423 435 544 RCS ARRAS

## AVIS DE MODIFICATIONS

Suivant décision en date du 9 Avril 2021, l'associée unique a décidé de nommer en qualité de nouveau Directeur Général, pour une durée illimitée à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2021, Monsieur Maximilien CARRÉ, demeurant 16 rue Saint Jacques – 59000 LILLE.

## AVIS DE TRANSFORMATION

G.A.E.C. FERME DES ALOUETTES - Groupement Agricole d'Exploitation en Commun - Société civile - Siège social : 1, Chemin des Dix huit 62144 HAUTE AVESNES - SIREN 444 301 766 RCS ARRAS - Aux termes d'un acte du 01/04/2021, les associés du G.A.E.C. FERME DES ALOUETTES ont décidé de transformer à compter du 01/04/2021, leur société en une exploitation agricole à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Exploitation agricole à responsabilité limitée ; - Dénomination : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée FERME DES ALOUETTES ; - Siège social : HAUTE AVESNES (62144), 1, Chemin des Dix huit ; - Objet : Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural ; - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce. - Capital : 540 000 euros ; - Gérance : Monsieur VALET David, demeurant à HAUTE AVESNES (62144), 7, rue des Hayettes, pour une durée indéterminée. Les statuts contiennent les clauses d'agrément de cession des parts. La société est immatriculée au greffe du tribunal de commerce et des sociétés d'ARRAS. Pour avis, La gérance.

1512373700

## AVIS AU PUBLIC

## COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTEUILLOIS

Le public est informé que le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé de retirer par arrêtés :  
- n° 2021-38 en date du 15/03/2021, l'arrêté 2019-73 en date du 24 /10/2019, engageant la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer.  
- n° 2021-39 en date du 15/03/2021, l'arrêté 2019-74 en date du 24 /10/2019, engageant la procédure de modification du PLU de la commune Merlimont.  
Et d'engager, par arrêtés :  
- n° 2021-35 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Frencq.  
- n° 2021-36 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers.  
- n° 2021-37 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Maresville.  
- n° 2021-33 en date du 25/02/2021 la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp.  
- n° 2021-34 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de l'ex CCOS.  
- n° 2021-40 en date du 15/03/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont.  
Les arrêtés sont consultables au siège de la CA2BM ainsi que dans les mairies concernées. Les arrêtés sont également consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme).  
Les modalités de concertation du public seront définies par arrêté du Président (arrêté portant organisation de l'enquête publique).

1512148700

Commune d'Etaples-sur-mer  
AVIS PUBLIC À LA CONCURRENCE

Organisme qui passe le marché : Commune d'Etaples/mer – Hôtel de Ville – Place du Général de Gaulle – BP 119 – 62630 ETAPLES/MER – Tél. : 03 21 89 62 40 – Contact : marchespublicsetaples@gmail.com

**Objet du marché :** Accord-cadre pour la fourniture de matériel informatique et numérique pour les écoles élémentaires de la Ville d'Etaples/mer.  
**Allotissement :** Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer l'accord-cadre initial car les prestations faisant l'objet de la présente consultation constituent un ensemble indissociable qui ne permet pas l'allotissement.

**Nomenclature CPV :** 30200000 : matériel et fournitures informatiques  
**Procédure :** La consultation est passée par une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique. Conformément à l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

**Négociation :** Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres conformément à l'article R. 2123-5. Les modalités de négociation sont précisées dans le règlement de consultation.

**Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution :** L'accord-cadre peut subir des modifications dans les conditions stipulées par le Code de la Commande Publique. Ces modifications seront formalisées par un avenant.

**Réalisation de prestations similaires :** En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent accord-cadre, en accord avec le Titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

**Durée de l'accord-cadre :** 48 mois à compter de sa notification en prenant en compte la durée de garantie des équipements proposés et la durée du contrat de maintenance des appareils.

**Variations :** Les variations sont autorisées. Les exigences minimales à respecter sont celles de l'offre de base et définies dans le CCTP.

**Critères d'attribution :** fixés dans le règlement de consultation.

**Retrait du dossier de consultation des entreprises :**  
<https://www.lavenirdelartois.e-marchespublics.com/>

**Date limite de réception des offres :** Lundi 31 mai 2021 à 11 heures.

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Autres renseignements :** Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : C21.005

**Remise des offres :** ATTENTION : AUCUNE OFFRE PAPIER NE PEUT ETRE TRANSMISE. Les plis sont à déposer sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.lavenirdelartois.e-marchespublics.com/>

**Pour tous renseignements :** les questions sont à transmettre via le profil d'acheteur <https://www.lavenirdelartois.e-marchespublics.com/>

Groupe Nord  
**Littoral**  
Des journaux proches de vous

**Créez une SCI**  
en toute sérénité  
avec nos formalistes

**Isabelle 06 20 68 28 92**  
[isabelle.derisbourg@nordlittoral.fr](mailto:isabelle.derisbourg@nordlittoral.fr)  
**Sylvie 06 13 98 48 90**  
[sylvie.montuy@nordlittoral.fr](mailto:sylvie.montuy@nordlittoral.fr)

La Semaine Le Réveil Les Échos Montreuil Le Phare Flandres  
L'Avenir L'Avenir L'Avenir L'Avenir L'Indicateur L'Écho

1506247700VD

## Légale express

VOTRE NOUVEAU SITE D'ANNONCES LÉGALES

entrepreneurs.legales.info

LES +

Votre annonce  
légale en  
quelques clics  
seulement

✚ FACILE  
✚ RAPIDE  
✚ PRATIQUE

ATTESTATION  
DISPONIBLE DE SUITE  
CONSEILLÈRES  
À VOTRE DISPOSITION

Amélie au 06 20 68 28 92  
et Sylvie au 06 13 98 48 90

Le Réveil Les Échos Montreuil La Voix SA  
L'Avenir L'Avenir L'Avenir L'Avenir L'Écho L'Indicateur

Publiez vos marchés sur  
[www.lesechosdutouquet.fr](http://www.lesechosdutouquet.fr)  
[www.lejournaldemontreuil.fr](http://www.lejournaldemontreuil.fr)  
[www.lereveildeberck.fr](http://www.lereveildeberck.fr)  
rubrique "Marchés publics"

PROFESSIONNELS rejoignez  
les 776 531 entreprises enregistrées

ACHETEURS dématérialisez  
pour 85€ HT

Plus de  
**492 850**  
visites  
par mois !

Votre conseillère Sylvie  
au 06 13 98 48 90  
[sylvie.montuy@nordlittoral.fr](mailto:sylvie.montuy@nordlittoral.fr)

© Freepik

1508716500VD

Le Journal de  
**Montreuil Les Échos**  
du Touquet de Berck

Le Réveil

Habilités à recevoir les annonces judiciaires  
et légales pour tout le département  
du Pas-de-Calais  
Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution  
Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA  
Le Journal de Montreuil créé en 1831  
CPPAP 1225 C 89216  
Le Réveil de Berck créé en 1880  
CPPAP 1225 C 89217  
Les Échos du Touquet créé en 1957  
CPPAP 0922 C 79931  
Edités par la Société Nouvelle Nord Littoral  
S.A. au capital de 193.936 euros



**Président**  
Marien Bonieux

**Directeur général et directeur  
de la publication**  
David Guévert

**Rédacteur en chef**  
Philippe Hénon

**Premier rédacteur en chef adjoint**  
Mathieu Vergoin (03 21 90 06 61)

**Rédacteur en chef adjoint**  
Gauthier Byhet

**Rédaction**  
[redaction@lesechosdutouquet.fr](mailto:redaction@lesechosdutouquet.fr)  
[courrier@lereveildeberck.fr](mailto:courrier@lereveildeberck.fr)

**Publicité**  
[dparisi@lavenirdelartois.fr](mailto:dparisi@lavenirdelartois.fr)  
03.21.01.66.00

**Publicité extra-locale**  
PHR Nord - GIE FN.H.  
03.21.01.66.00 - 07.82.45.21.68  
[sbasset@presseflamande.fr](mailto:sbasset@presseflamande.fr)

**Annonces légales - Nécrologie**  
Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90  
[sylvie.montuy@nordlittoral.fr](mailto:sylvie.montuy@nordlittoral.fr)  
[entrepreneurs.legales.info](http://entrepreneurs.legales.info)

**Petites annonces**  
11, rue Simoneau  
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex  
Tél. 03.21.87.88.87 - Fax. 03.21.87.82.97

**Abonnement - Service clients**  
03.66.89.04.14  
Groupe Nord Littoral  
CS 10549 - 59023 Lille Cedex  
[serviceclientshebdo@nordlittoral.fr](mailto:serviceclientshebdo@nordlittoral.fr)

**Imprimerie**  
Presse Flamande, 5, rue du Milieu  
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression  
de ses journaux  
le groupe Rossel

La Voix opte pour des matériaux respectueux  
de l'environnement et une gestion durable de  
ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le  
recyclage du papier.

**Provenance du papier :** France.  
Taux moyen de fibres recyclées autour de 80%.  
La fabrication de ce journal a généré l'émission  
de 81 g de CO2 par exemplaire.

Tous les papiers utilisés sont  
certifiés PEFC (fibres issues  
de forêts gérées durablement).  
Ce journal peut être recyclé :  
pensez au tri.



## Partie 2 - Consultation des services

2.1 : Courriers envoyés

2.2 : Tableau récapitulatif

2.3 : Accusés de réception

2.4 : Avis

Montreuil-sur-Mer, le 24 février 2022

Monsieur le Maire,

**Pôle Aménagement  
du**

**Territoire**

Mme Isabelle BAILLET  
Directrice Générale  
Adjointe

**Référence :** Direction  
de l'aménagement  
urbain du territoire  
BC/JCA/IB/SQ/MC  
2022-263

**Objet :**

Notification dossier  
modification PLU  
Longvilliers : PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Suite à votre demande concernant la modification de votre document d'urbanisme et conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de votre commune.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/itmHo4ST2XwAyaG>

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de la mise à disposition du public du projet de modification, prévue en avril 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier. (sauf mesures de prolongation introduites par le gouvernement).

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Président en charge de  
la planification urbaine

Montreuil-sur-Mer, le 24 février 2022

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement  
du**

**Territoire**

Mme Isabelle BAILLET  
Directrice Générale  
Adjointe

**Référence :** Direction  
de l'aménagement  
urbain du territoire  
BC/JCA/IB/SQ/MC  
2022-263

**Objet :**

Notification dossier  
modification PLU  
Longvilliers PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification de PLU de la commune de Longvilliers.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/tZisiQmZSHKqoyT>

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de l'enquête publique, prévue en avril 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de  
la planification urbaine

DREAL Hauts de France  
Service IDDEE/AE  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 24 février 2022

**Pôle Aménagement  
du  
Territoire**

Mme Isabelle BAILLET  
Directrice Générale  
Adjointe

**Référence :** Direction  
de l'aménagement  
urbain du territoire  
BC/JCA/IB/SQ/MC  
2022-263

**Objet :**  
Notification dossier  
modification PLU  
Longvilliers

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour examen au cas par cas, conformément aux dispositions mentionnées à l'article L.104-06 du code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLU de Longvilliers.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision relative à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Président en charge de  
la planification urbaine

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
Préfecture du Pas-de-Calais Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
DREAL Nord-Pas-de-Calais 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Date d'envoi : 03/03/22 par mail Avis : non soumis à EE en date du 05/05/22
Chambre de Commerce et D'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard Alliés BP 199 62104 Calais Cedex	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
Chambre des métiers et de l'Artisanat Monsieur le Président 9 rue Mont Joie ZAC Mont Joie 62280 Saint Martin Boulogne	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62051 Saint Laurent Blangy Cedex	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réservé reçu le 7 avril 2022
Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville sur Mer	Date d'envoi : 04/03/22 Reçu le : 07/03/22 Avis réputé favorable
Parc Naturel Marin Chemin de la Warm 62360 Saint-Etienne-au-Mont	Date d'envoi : 15/03/22 Reçu le : 16/03/22 Avis réputé favorable

Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 07/03/22</b> <b>sans observation en date du 04/04/22</b>
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 07/03/22</b> <b>Sans avis en date du 29 mars 2022 reçu le 04/04/22</b>
Conseil Régional AOT 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 07/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>
SNCF Direction Immobilière territoriale Nord Pôle Synthèse Innovation Urbanisme Immeuble Perspective – 7 <sup>ème</sup> étage 449 avenue Willy Brandt 59777 EURALILLE	<b>Date d'envoi : 10/03/22</b> <b>Reçu le : 11/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>
ONF 24 rue Henri Loyer BP 46 59000 Lille	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 07/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>
Centre national de la propriété foncière 47 rue de Chaillot 75016 Paris	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 07/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>
Syndicat mixte du Montreuillois A l'attention de Céline Delenclos BP 82 62170 Montreuil-sur-Mer	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 10/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>
Mairie 28 rue de Tateville 62630 Longvilliers	<b>Date d'envoi : 04/03/22</b> <b>Reçu le : 05/03/22</b> <b>Avis réputé favorable</b>

En provenance de : ~~DDTM~~  
~~JCO achille / Jean Quichet~~  
~~ESPEL Avril 2022~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9161 2**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**09 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
09 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
1113 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~Place Notuel Nacen~~  
~~Chamonix de France~~  
~~62350 STE Marie du Mont~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9181 0**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**17 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
17 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
16 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~DDTM~~  
~~JCO achille / Jean Quichet~~  
~~ESPEL Avril 2022~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9172 8**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**09 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
09 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
1113 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~DDTM~~  
~~JCO achille / Jean Quichet~~  
~~ESPEL Avril 2022~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9173 5**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**09 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
09 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
1113 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~DDTM~~  
~~JCO achille / Jean Quichet~~  
~~ESPEL Avril 2022~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9180 3**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**11 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
11 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
1113 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~DDTM~~  
~~JCO achille / Jean Quichet~~  
~~ESPEL Avril 2022~~ **CA2BM**

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 2C 162 693 9165 0**

LA POSTE  
SGR2 V26 MSR 2A 20-1065903 04-21

FRAB

Présenté / Avisé le : / /  
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

**11 MAR. 2022**

**CA2BM - Arrivé le :  
11 MAR. 2022**

Service Planification Urbaine  
1113 Place Gambetta  
68170 Pontreuil / Nerz

**RETOUR À L'ÉMETTEUR**

En provenance de : ~~Chambre des Métiers et de l'Artisanat~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9163 6

CA2BM - Arrivé le : 08 MAR. 2022

Présenté / Avisé le :  
Distribué le : 02/03/22

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

Chambre de métiers et de l'artisanat  
Tél : 03 21 99 91 91  
coulon@chma-hautsdefrance.fr  
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE  
9 Rue du Montjoie - ZAC du Montjoie  
Hauts-de-France

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de : ~~Conseil Régional~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9162 9

CA2BM - Arrivé le : 09 MAR. 2022

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

Region Hauts-de-France  
Courrier en file

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de : ~~DDAE~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9169 8

CA2BM - Arrivé le : 08 MAR. 2022

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS  
07 MARS 2022  
ARRIVEE

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de : ~~Conseil Régional de l'Orne~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9164 3

CA2BM - Arrivé le : 08 MAR. 2022

Présenté / Avisé le : 07/03/22  
Distribué le : 07/03/22

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de : ~~Préfet~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9171 1

CA2BM - Arrivé le : 08 MAR. 2022

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS  
07 MARS 2022  
ARRIVEE

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de : ~~Chambre de Commerce et d'Industrie~~

LA POSTE  
Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 9174 2

CA2BM - Arrivé le : 08 MAR. 2022

Présenté / Avisé le : 7/13/22  
Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

Service Planification  
1113 Place Gambetta  
62170 Montreuil/NER

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

En provenance de :

Présenté / Avisé le : 5/3/22

Distribué le : 07 MAR 2022

Je soussigné(e) déclare être :

☐ Le destinataire

☒ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

La Poste atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

La Poste agrément n° CB03

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 9167 4

FRAB

62170 Pontreuil / Reik

En provenance de :

Présenté / Avisé le : 7/3/22

Distribué le : 08 MAR 2022

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

La Poste atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

La Poste agrément n° CB03

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 9168 1

FRAB

62170 Pontreuil / Reik

En provenance de :

Présenté / Avisé le : 7/3/22

Distribué le : 08 MAR 2022

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

La Poste atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

La Poste agrément n° CB03

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 9170 4

FRAB

62170 Pontreuil / Reik

En provenance de :

Présenté / Avisé le : 7/3/22

Distribué le : 08 MAR 2022

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

La Poste atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

La Poste agrément n° CB03

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 9175 9

FRAB

62170 Pontreuil / Reik

Fichier
Message
Aide
Rechercher des outils adaptés

Ignorer

Courrier indésirable

Supprimer

Archiver

Répondre

Répondre à tous

Transférer

Plus

Réunion

Plus

Déplacer

Actions

Règles

Envoyer à OneNote

Déplacer

Actions

Marquer comme non lu

Indicateurs

Classer

Assurer un suivi

Traduire

Rechercher

Associés

Sélectionner

Modification

Lecture à voix haute

Immersion

Zoom

Zoom



mar. 15/03/2022 10:55

robot-garance.csac@developpement-durable.gouv.fr

Dossier complet Modification du PLU de Longvilliers (62)

À

accueil@ca2bm.fr; m.ciesiolka@ca2bm.fr

Cc

ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr; frederic.crescence@developpement-durable.gouv.fr

Objet : 6102\_Modification du PLU de Longvilliers (62)

Bonjour,

Vous m'avez transmis le dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet cité en objet.

Après examen, votre dossier est déclaré complet à compter du 03/03/2022.

La décision motivée de dispense ou de soumission à évaluation environnementale sera prise dans un délai de 2 mois à compter de la date de complétude, soit le 03/05/2022.

L'absence de réponse au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Cordialement,

Le pôle autorité environnementale de la DREAL Hauts-de-France

Secrétariat du pôle du site d'Amiens : 03 22 82 92 30

Secrétariat du pôle du site de Lille : 03 20 40 53 69

ou envoyer un mail sur la boîte [ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr).

MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE  
HAUTS-DE-FRANCE  
DU CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Présidente  
de la mission régionale  
d'autorité environnementale  
Hauts-de-France

à

Courriel : [ac-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ac-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr)

Monsieur le Président  
Communauté d'agglomération des  
Deux Baies en Montreuillois  
11-13 place Gambetta  
62170 Montreuil-sur-Mer

[\(accueil@ca2bm.fr\)](mailto:accueil@ca2bm.fr)  
[\(m.ciesiolka@ca2bm.fr\)](mailto:m.ciesiolka@ca2bm.fr)

Lille, le 3 mai 2022

Objet : Décision après examen au cas par cas pour la modification du PLU de  
Longvilliers (62)

N° d'enregistrement Garance : 2022-6102

Monsieur le Président,

Vous avez déposé une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une  
évaluation environnementale pour le projet de document cité en objet.

J'ai l'honneur de vous transmettre la décision de la mission régionale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée

La Présidente  
de la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France,



Patricia Corrèze-Lénée

Copies :Préfecture du Pas-de-Calais  
DREAL Hauts-de-France



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France, après examen au  
cas par cas,  
sur la modification du plan local d'urbanisme de  
Longvilliers (62)**

n°GARANCE 2022-6102

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 3 mai 2022, en présence de Patricia Corrèze-Lénée, Valérie Morel, Philippe Ducrocq et Pierre Noualhaguet,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée par la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, le 3 mars 2022 relative à la modification du plan local d'urbanisme de Longvilliers (62) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 15 mars 2022 ;

Considérant que la modification consiste principalement à réduire sensiblement le périmètre du secteur 1 AU situé en bordure du cours d'eau « la Dordonne », pour une meilleure prise en compte des risques d'inondation, les terrains concernés étant classés en zone N ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme de Longvilliers, présentée par la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-32 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 3 mai 2022,

Pour la Mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France  
Sa présidente



Patricia CORRÈZE-LÉNÉE

#### Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale  
DREAL Hauts-de-France  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

**SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL**  
Tél. 03 21 60 48 60

N/Réf. CD/AB/IM N° 22.279

O: I. Baillet  
X: pdt / D. Bee  
**CA2BM - Arrivé le :**  
**- 7 AVR. 2022**

2022 - 1323

**CA2BM**

**11/13 PLACE GAMBETTA**

**62170 MONTREUIL-SUR-MER**

St-LAURENT-BLANGY, le 04 Avril 2022

**Siège administratif**

56 avenue Roger Salengro  
BP 80039  
62051 Saint Laurent Blangy cedex

SIRET 130 013 543 00025

Tél. : 03 21 60 57 57  
Email : [contact@npdc.chambagri.fr](mailto:contact@npdc.chambagri.fr)

**Objet :**

**Modification PLU Longvilliers PPA**

Monsieur le Président,

Consultée sur le dossier ci-dessus référencé, la Chambre d'Agriculture formule les observations suivantes :

- Notre Etablissement note que le projet de modification du PLU de Longvilliers porte sur :

- \* une adaptation des Orientations d'Aménagement et de Programmation
- \* le règlement écrit de la zone 1 Au
- \* du plan de zonage

- La Chambre d'Agriculture note que le terrain objet de la présente modification est classé en zone 1 Au au Plu opposable de Longvilliers en date du 07/12/2007

- Bien que le projet conduise à la diminution de la taille de la zone et donc à une consommation foncière moindre, notre Etablissement s'interroge quant au choix de l'urbanisation projetée, à savoir une extension linéaire en sortie de village. La Chambre d'Agriculture tient à rappeler que les lois actuelles (Elan, Climat-Résilience...) préconisent une densification urbaine en centre bourg et interdisent les extensions linéaires. L'objectif recherché est de diminuer un peu plus l'artificialisation des sols et atteindre la « zéro artificialisation nette » des sols d'ici 2050.

- S'agissant du classement des terrains enclavés entre la future zone et le cours d'eau « la Dordonne », la Chambre d'Agriculture tient à préciser qu'un zonage agricole n'est pas incompatible avec la protection paysagère du site, ou des terrains sujets parfois à inondation. D'ailleurs, notre Etablissement constate que les terrains sont actuellement exploités. Aussi nous demandons que le zonage « N » soit le strict reflet des massifs et des terrains non exploités existants sur la commune. Notre Etablissement sollicite donc un reclassement des terrains en zone agricole « A ».

**Siège social**  
299 boulevard de Leeds  
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Etablissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 130 013 543 00033  
APE 9411Z



- En ce qui concerne les zones de non-traitement, l'arrêté du 27/12/2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation, vient poser des règles de distance de sécurité pour l'application de ces produits.

En particulier l'arrêté vise « les zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contigües à ces bâtiments et aux lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière », selon l'article L 253-8 du Code Rural. La mise en œuvre de cet arrêté impacte l'exercice de l'activité (modalités différentes sur cette distance) et génère une perte de revenu pour l'exploitant.

Afin d'éviter une consommation foncière induite, et limiter l'impact sur l'activité agricole, notre Etablissement demande que l'OAP intègre les ZNT dans son principe d'aménagement. Nous précisons d'ores et déjà une évolution future de la réglementation. Aussi la distance pourra être adaptée en fonction de l'évolution de la réglementation.

- Finalement, la Chambre d'Agriculture précise également qu'un PLUi est en cours d'élaboration sur la Communauté d'Agglomération des deux baies en Montreuillois, les droits à construire seront vraisemblablement modifiés.

Pour l'ensemble de ces raisons, notre Etablissement émet un **avis réservé à la modification susvisée**.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**Le Président,**

**Christian DURLIN**



**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de  
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS Cedex 9

**Dossier suivi par : Fanny FAIVRE-PICON**  
Gestionnaire de dossiers – Développement territorial  
[faivre.picon.fanny@pasdecals.fr](mailto:faivre.picon.fanny@pasdecals.fr) - 03 21 21 91 58

O: J. Bailliet  
X: Pdt / D. Bee / B. Lelou  
CA2BM - Arrivé le :  
12 AVR. 2022  
2022-1377

Monsieur Bruno COUSEIN  
Président de la Communauté d'Agglomération  
des 2 Baies en Montreuillois  
11-13 place Gambetta  
62170 MONTREUIL-SUR-MER

*Vos réf: Votre courrier du 24 février 2022*

*Nos réf: DDAE/SDT/U – AC/LCT/FFP – AF\_20220307\_76334*

*Objet: Avis du Département – Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longvilliers – Modification*

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé, pour avis, les documents concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Longvilliers.

Pour permettre l'adaptation d'une opération d'aménagement au risque d'inondation, la procédure vise à :

- réduire le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) et adapter le plan de zonage en conséquence ;
- modifier le règlement écrit pour rendre opposables des mesures de gestion du risque.

Après examen, je vous informe que ce projet n'appelle pas de remarque de la part du Département.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le  
04/04/2022  
Pour le Président du Conseil  
départemental,



Signé électroniquement par  
Jean-Luc DEHUYSSER  
DGA Directeur du pôle aménagement et  
développement territorial



**Pas-de-Calais**  
Le Département

**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de  
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS Cedex 9

**Dossier suivi par : Fanny FAIVRE-PICON**  
Gestionnaire de dossiers – Développement territorial  
[faivre.picon.fanny@pasdecalais.fr](mailto:faivre.picon.fanny@pasdecalais.fr) - 03 21 21 91 58

O: J. Bailliet  
X: Pdt D. Bee / B. Lelen

CA2BM - Arrivé le :

12 AVR. 2022

2022-1377

Monsieur Bruno COUSEIN  
Président de la Communauté d'Agglomération  
des 2 Baies en Montreuillois  
11-13 place Gambetta  
62170 MONTREUIL-SUR-MER

*Vos réf: Votre courrier du 24 février 2022*

*Nos réf: DDAE/SDT/U – AC/LCT/FFP – AF\_20220307\_76334*

*Objet: Avis du Département – Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longvilliers – Modification*

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé, pour avis, les documents concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Longvilliers.

Pour permettre l'adaptation d'une opération d'aménagement au risque d'inondation, la procédure vise à :

- réduire le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) et adapter le plan de zonage en conséquence ;
- modifier le règlement écrit pour rendre opposables des mesures de gestion du risque.

Après examen, je vous informe que ce projet n'appelle pas de remarque de la part du Département.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le  
04/04/2022  
Pour le Président du Conseil  
départemental,

Signé électroniquement par  
Jean-Luc DEHUYSSER  
DGA Directeur du pôle aménagement et  
développement territorial

Vu  
→ Isabelle Bailliet



Direction  
Agence Hauts de France 2040

Service aménagement régional

CA2BM - Arrivé le :

- 4 AVR. 2022

O: I. Ballet  
X: pdt

2022-2240

Réf : AHDF-2022-007464  
Dossier suivi par : Stéphanie DEPREZ  
Tél : 03 74 27 15 32  
Mail : stephanie.deprez@hautsdefrance.fr

Monsieur Bruno COUSEIN  
Président  
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en  
Montreuillois  
13 Place Gambetta  
62170 MONTREUIL SUR MER

Amiens, le **29 MARS 2022**

Objet : modification de PLU de la commune de Longvilliers

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier daté du 24 février 2022, reçu le 07 mars 2022, concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LONGVILLIERS.

Les PLU sont des instruments opérant pour la gestion de l'espace et le développement équilibré des territoires. C'est pourquoi la Région porte un intérêt à ce document stratégique.

Le SRADDET Hauts-de-France a été adopté le 30 juin dernier et approuvé par le Préfet le 4 août 2020. Il est intégralement téléchargeable sur <https://2040.hautsdefrance.fr/download/sraddet-adopte-en-2020/>.

Au titre de l'article L 4251-3 du CGCT et selon la hiérarchie des normes, le SRADDET s'impose au Schéma de cohérence territorial et à défaut au PLU. La Région a décidé de concentrer son accompagnement sur les Schémas de cohérence territoriaux et c'est donc à travers le SCoT de votre territoire (qui intègre votre commune et le périmètre de votre PLU) que le SRADDET s'appliquera.

C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir excuser l'absence des services régionaux au cours de la procédure citée en objet.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée

Par délégation du Président du Conseil régional,

**Sébastien ALA VOINE**  
Directeur

N.B. : Cet accusé de réception ne tient pas lieu d'avis de la Région sur le projet



151, avenue du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais  
Tél. (0)3 74 27 00 00 – fax (0)3 74 27 00 05 - hautsdefrance.fr

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi 78,17 du 6 janvier 1978 modifiée, le droit d'accès et de rectification des informations vous concernant s'exerce auprès du Correspondant Informatique et Libertés de la Région Hauts-de-France

## Partie 3 - Dossier de modification

### 3.1 : Résumé non technique

### 3.2 : Notice de présentation soumise à enquête publique

## **Résumé non technique - Modification de droit commun du PLU de Longvilliers**

La Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) a été créée par arrêté préfectoral en date du 31 août 2016. La CA2BM étant compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire, c'est au Président de l'agglomération de conduire les procédures de modification des PLU(i), des documents d'urbanisme en tenant lieu et des cartes communales.

La présente procédure consiste en une modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longvilliers engagée par arrêté du Président n°2021-36 en date du 25 février 2021 afin d'adapter certains points réglementaires (détaillés ci-dessous) en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine.

### ***Objectifs de la modification***

- 1) L'enjeu de la procédure de modification engagée est d'assurer la sécurité des personnes et des biens pour l'aménagement de la future zone d'urbanisation 1AU par la prise en compte des risques liés aux inondations. Le projet d'aménagement est donc revu en conséquence et adapté au nouveau périmètre de la zone et aux enjeux qui y sont présents.
- 2) L'évolution de l'orientation d'aménagement et de programmation sur la zone 1AU génère des ajustements au règlement écrit de la zone en question, l'objectif étant d'adapter le projet évolué aux enjeux en place.
- 3) Dans le cadre de la procédure de modification de droit commun portant sur le secteur d'OAP, la réduction du périmètre de cette dernière impacte le plan de zonage. La nouvelle délimitation est, par répercussion, retranscrite au plan de zonage afin d'être rendue effective et avoir une valeur opposable.

### ***Consultation des services***

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification comportant entre autres, la notice de présentation exposant les projets de modifications, le règlement écrit actuellement opposable et celui envisagé, a été notifié aux personnes publiques associées, à la MRAE ainsi qu'à la commune, pour avis, avant la tenue de l'enquête publique. Les retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables et l'autorité environnementale a rendu un avis de non soumission à évaluation environnementale.

### ***Enquête publique***

L'ensemble des pièces administratives et réglementaires précédemment citées ainsi que les avis des personnes publiques associées figurent au dossier soumis à enquête. Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 (clôture de l'enquête) soit pendant 33 jours consécutifs :

- par courriel ([commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr)), l'anonymat n'étant pas possible dans ce mode de consignation des observations, via l'onglet du site de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public) ou via le lien sur l'onglet urbanisme / <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> ;
- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courrier postal à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur – CA2BM – 11/13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront les jours et heures suivants :

- Lundi 27 juin 2022 de 09h00 à 12h00
- Mercredi 06 juillet 2022 de 09h00 à 12h00
- Mardi 19 juillet de 15h00 à 18h00
- Vendredi 29 juillet 2022 de 14h00 à 17h00

### ***Suite de l'enquête publique***

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Modification de droit commun  
du Plan Local d'Urbanisme de LONGVILLIERS



Notice explicative



## SOMMAIRE

<b>1<sup>ERE</sup> PARTIE : CONTEXTE DE L'ETUDE .....</b>	<b>4</b>
I.    CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	4
II.   CONTEXTE TERRITORIAL .....	6
<b>2<sup>EME</sup> PARTIE : PRESENTATION DU PROJET .....</b>	<b>8</b>
I.    L'ENJEU DE L'EVOLUTION DU PLU .....	8
II.   LE PROJET DE MODIFICATION DU PLU .....	10
<b>3<sup>EME</sup> PARTIE : MODIFICATION DES PIECES DU PLU .....</b>	<b>21</b>
I.    MODIFICATION DES OAP .....	21
II.   MODIFICATION DU REGLEMENT ECRIT .....	24
III.  MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE .....	31

### I. Cadre législatif et réglementaire

#### A) **Le champ d'application de la procédure de modification**

La modification d'un plan local d'urbanisme est requise lorsque, conformément à l'article L153-36 du code de l'urbanisme, « (...) *L'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* »

Cette procédure intervient sous réserve des cas où une révision, générale ou allégée, s'impose, en application des articles L153-31 et L153-34 du code de l'urbanisme.

Le code de l'urbanisme distingue 2 procédures de modification du document d'urbanisme, à savoir la modification de droit commun (articles L153-41 à L153-44) et la modification simplifiée (articles L153-45 à L153-48)

La modification de droit commun, tel que le prévoit l'article L153-41 du code de l'urbanisme, intervient lorsque le projet a pour effet de :

- Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- Soit appliquer l'article L131-9 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire prendre en compte les nouvelles obligations applicables en matière d'habitat, lorsque le document tient lieu de programme local de l'habitat.

La modification simplifiée correspond aux évolutions du document d'urbanisme qui interviennent dans les autres cas que ceux précités : majoration inférieure à 20% des possibilités de construire dans une zone, majoration inférieure à 50% des règles de densité en faveur des règles de densité en faveur des logements sociaux, majoration inférieure à 30% des règles de densité en faveur des logements à haute performance énergétique, rectification d'une erreur matérielle.

En l'espèce, l'évolution du document d'urbanisme concerne l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de la zone 1AU existante :

- Réduction du périmètre de la zone 1AU (déclassement de la partie arrière de la zone 1AU en zone naturelle N)
- Adaptation du projet au nouveau périmètre d'aménagement en conséquence (diminution du nombre de logement)
- Adaptation des principes d'aménagement afin de prendre en compte le risque d'inondation

Cette évolution nécessaire portée sur l'OAP de la commune de Longvilliers génère donc une évolution du plan local d'urbanisme communal qui entre dans le régime de la modification de droit commun. En effet, le périmètre de la zone 1AU est impacté par une diminution de sa surface, reclassant la partie concernée en zone naturelle (N). Le projet d'aménagement est réadapté en fonction de la forme de la zone et de la prise en compte du risque d'inondation à proximité.

Ces modifications entrent dans le champ de l'article L153-41 du code et la procédure de modification de droit commun s'avère être la procédure la plus adaptée.

## **B) La mise en œuvre de la procédure**

Le code de l'urbanisme précise les modalités de mise en œuvre de la procédure susmentionnée.

Article L153-37 du code de l'urbanisme :

*« La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification ».*

Article L153-40 du code de l'urbanisme :

*« Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification. »*

Article L153-43 du code de l'urbanisme :

*« A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal. »*

L'approbation de la modification du PLU intervient par délibération motivée du conseil communautaire, conformément à l'article L153-44.

Le dossier de modification de droit commun comprend :

- une notice explicative de la procédure (cf art R151-5 du CU)
- les pièces du PLU modifiées : dans le cadre de la modification du PLU, cela concerne le règlement graphique, le règlement écrit et les OAP
- le compte rendu de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées

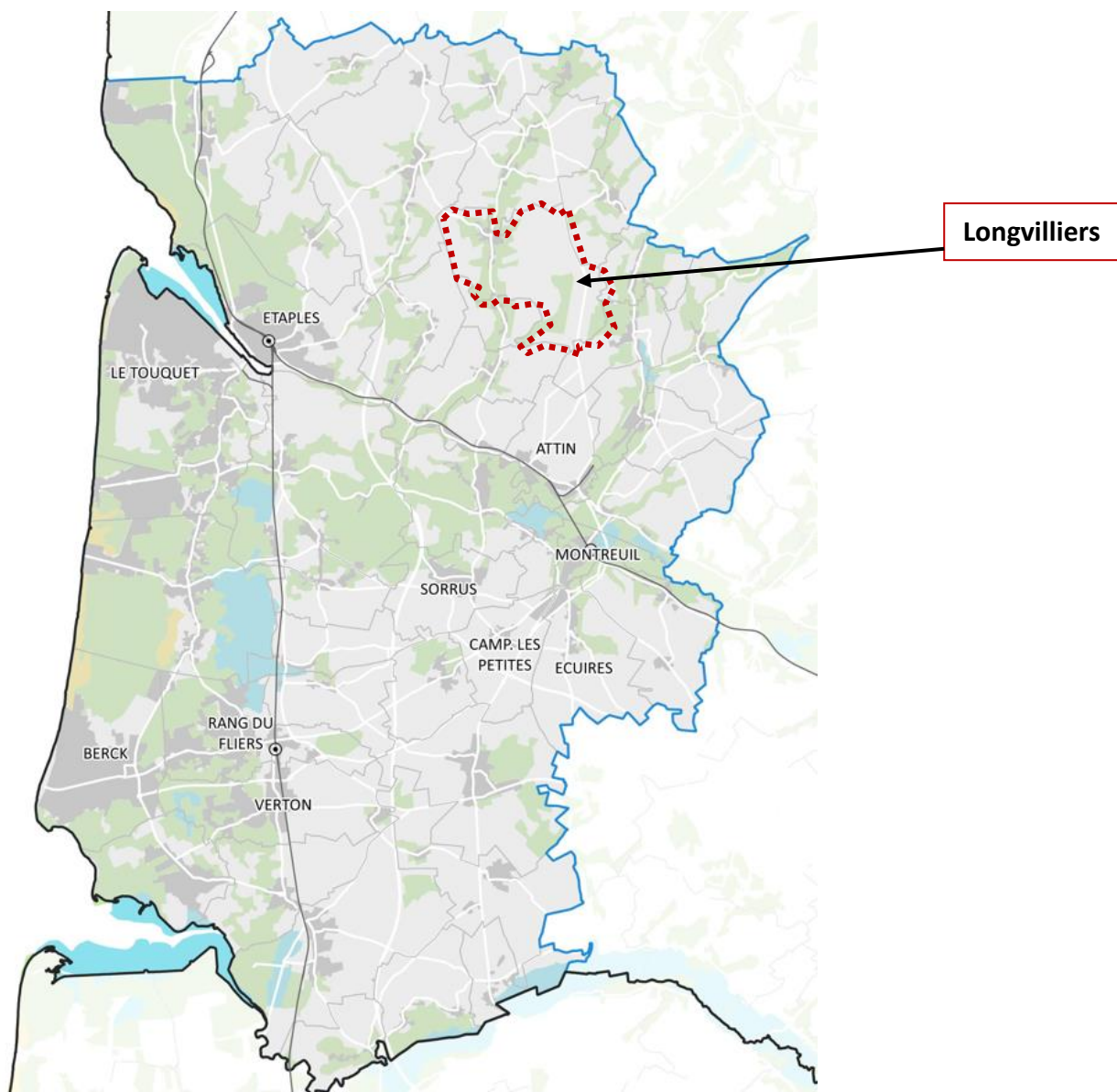
## II. Contexte territorial

### A) **La commune dans l'intercommunalité**

La commune de Longvilliers appartient à la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM), laquelle se compose de 46 communes pour un total de 66 119 habitants (sources INSEE 2018). La communauté d'agglomération a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle est issue de la fusion des 3 communautés de communes suivantes : Opale Sud, Mer et Terres d'Opale (dont la commune de Longvilliers est issue) et du Montreuillois.

La CA2BM est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale de Pays Maritime et Rural du Montreuillois.

Le territoire communautaire représente environ 409 km<sup>2</sup> pour une densité de population d'environ 162 habitants au km<sup>2</sup>, ce qui en fait un territoire globalement rural, bien qu'il existe une dualité urbaine en façade maritime, densément peuplée, et un arrière-pays rural à l'identité agricole prononcée. Le territoire bénéficie d'une attractivité économique et d'emplois importante par le biais notamment de son rayonnement touristique, des activités du secteur tertiaire, du secteur de la santé et de l'enseignement.



La commune de Longvilliers est de très faible taille, avec une population recensée en 2018 (données INSEE) de 250 habitants pour une densité de population moyenne inférieure à 23 habitants au km<sup>2</sup>. Elle représente donc assurément une commune très rurale de l'arrière littoral de l'agglomération.

Le territoire est faiblement occupé par les espaces urbanisés, la grande majorité utilisée à des fins agricoles et notamment en culture. Il existe quelques espaces naturels, en l'occurrence des espaces boisés.

Le territoire est couvert par un plan local d'urbanisme (PLU) communal, lequel a été approuvé le 7/12/2007.

Il faut relever que la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois a entrepris une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, intégrant un volet Habitat, sur son périmètre intercommunal ; la délibération a été prescrite par le conseil communautaire en date du 6/4/2017. La commune de Longvilliers est concernée par la procédure en cours et sera couverte à termes par un document intercommunal.

Actuellement la procédure d'élaboration en est à la phase de définition du projet de territoire. Le bilan du diagnostic et les enjeux ayant pu être dégagés, il s'agit d'imaginer le territoire pour les 10 à 15 années à venir, en prenant en compte une diversité de thématiques toutes autant importantes les unes que les autres. Cette réflexion se fait de manière différenciée à l'échelon intercommunal, à l'échelle des bassins de vie, selon l'entité paysagère.

Dans le cadre actuel, chaque document d'urbanisme opposable peut ainsi évoluer afin de permettre l'adaptation de certaines de ses pièces, permettre la réalisation de certains projets. Au demeurant, l'évolution des documents d'urbanisme en vigueur se doit de suivre une logique de prise en considération des enjeux dégagés au projet intercommunal. Afin d'apparaître cohérent avec le droit actuel et le projet intercommunal à venir, il s'agit de d'ores et déjà illustrer l'intention de ne pas aller dans le sens contraire des objectifs recherchés.

Sans impact sur le projet d'évolution du document d'urbanisme, mais pris en compte au futur PLUi-H, sont notamment considérés :

- Les objectifs de croissance de population et de production logements : ces évolutions génèreront des opérations à inclure dans les « coups partis » (productions réalisées) à déduire des droits à construire calculés à échéance
- La thématique du foncier : en corrélation avec la production de logements, l'éventuelle consommation foncière générée par le projet pourra impacter les droits en termes de foncier et donc à construire. Aussi, le foncier s'analyse, selon le projet et son enjeu, en fonction des impacts potentiels, localisation.

## **B) SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois en révision**

Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois couvre l'intégralité du territoire de la CA2BM, ainsi que l'intercommunalité voisine en partie. Longvilliers est intégrée au périmètre de celui-ci, et donc concernée par les dispositions du SCoT. Celui-ci avait été approuvé en 2014, un bilan à 6 ans a été mené afin d'évaluer l'atteinte ou non des objectifs du SCoT. A l'issue du bilan et suite à l'extension du périmètre des intercommunalités membres, il a été décidé de prescrire la révision complète du SCoT.

La procédure de PLUi-H engagée se superpose sur la même période de temps que celle de la révision du SCoT, ce qui permet a priori au PLUi-H d'effectuer un travail plus fin et plus concret. Ce qui sera traduit aux pièces règlementaires en fin de procédure sera retranscrit a posteriori au SCoT révisé. Les procédures menées en concomitance sont donc complémentaires.

### I. L'enjeu de l'évolution du PLU

#### A) **Objectif de la procédure**

La volonté de faire évoluer le document d'urbanisme de la commune de Longvilliers résulte de la nécessité d'adapter les principes d'aménagement de la zone à urbaniser future au contexte dans lequel elle s'inscrit. Particulièrement, cette modification intervient afin de prendre en compte des enjeux liés à un risque d'inondation, lequel concerne en partie la zone actuellement opposable.

L'objectif est donc de revoir ce secteur d'aménagement prévu à l'entrée Sud de la zone urbanisée de la commune, initialement déterminée à l'élaboration du PLU en 2007, de sorte à prendre en compte les risques par la mise en œuvre de dispositifs de précaution ainsi que de moyens de prévention, conformément à la Charte de l'Environnement. Par le déploiement de ces moyens amenant l'évolution du secteur à aménager, la volonté est de préserver la zone à aménager dans ses parties les plus adaptées.

L'enjeu de la procédure de modification engagée est d'assurer la sécurité des personnes et des biens pour l'aménagement de la future zone d'urbanisation 1AU par la prise en compte des risques liés aux inondations. Le projet d'aménagement est donc revu en conséquence et adapté au nouveau périmètre de la zone et aux enjeux qui y sont présents.

Les évolutions portées se justifient pour :

- L'assurance de la sécurité des personnes et des biens dans le cadre de la prise en compte des risques. Le projet évolue tenant compte des enjeux contextuels existants, précisément au niveau des risques.
- L'ajustement du périmètre de la zone d'aménagement en application du principe de précaution, favorisant la protection contre les risques et valorisant l'opération dans les espaces les plus adaptés.
- Un projet d'aménagement qualitatif, dont les principes et les règles sont réadaptées (aspect des constructions, traitement paysager)

#### B) **Objet de l'étude**

Cette procédure de modification de droit commun se répercute sur différentes pièces du document de PLU communal, lesquelles doivent obligatoirement évoluer pour admettre l'opposabilité de la modification en objet. Il s'agit en l'occurrence :

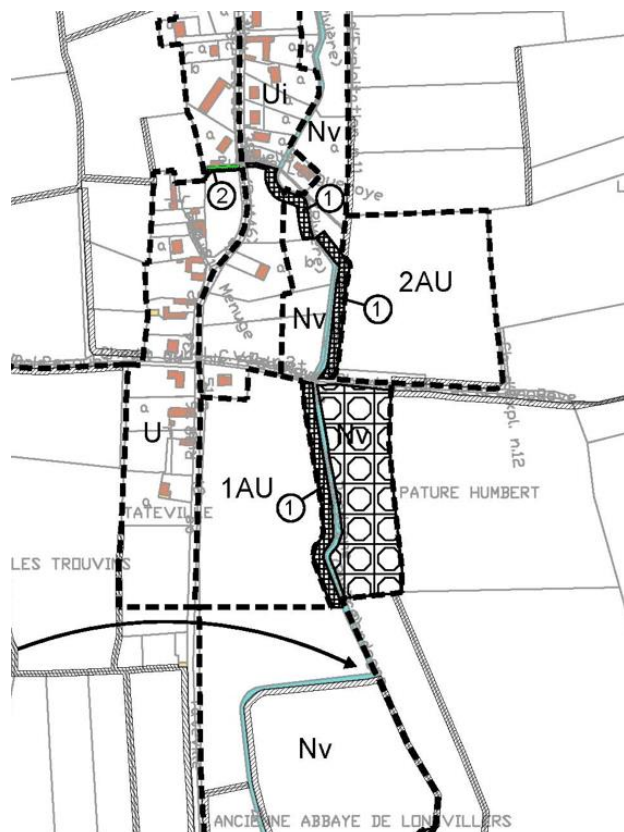
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation : l'OAP évolue quant à son périmètre qui est revu, un point important sur le contexte lié aux enjeux des risques et la mise en œuvre des mesures qui permettent d'en tenir compte dans la future opération. En outre des précisions pourront être apportées (enveloppe logement ou densité logements/Ha, intégration paysagère, ...)

- Le règlement écrit : Des ajustements sont notamment portés en cohérence avec la modification de l'OAP sur la zone 1AU. Ces ajustements permettront de rendre opposable certaines mesures à strictement respecter (prise en compte des risques, intégration paysagère, aspect des constructions...)
- Plan de zonage : La modification du périmètre de l'OAP engendre de fait une modification du plan de zonage. Le périmètre de la zone 1AU est réduit, afin de rendre effectif et opposable ce nouveau périmètre, le plan de zonage est ajusté en cohérence avec la modification que connaît le projet d'aménagement.

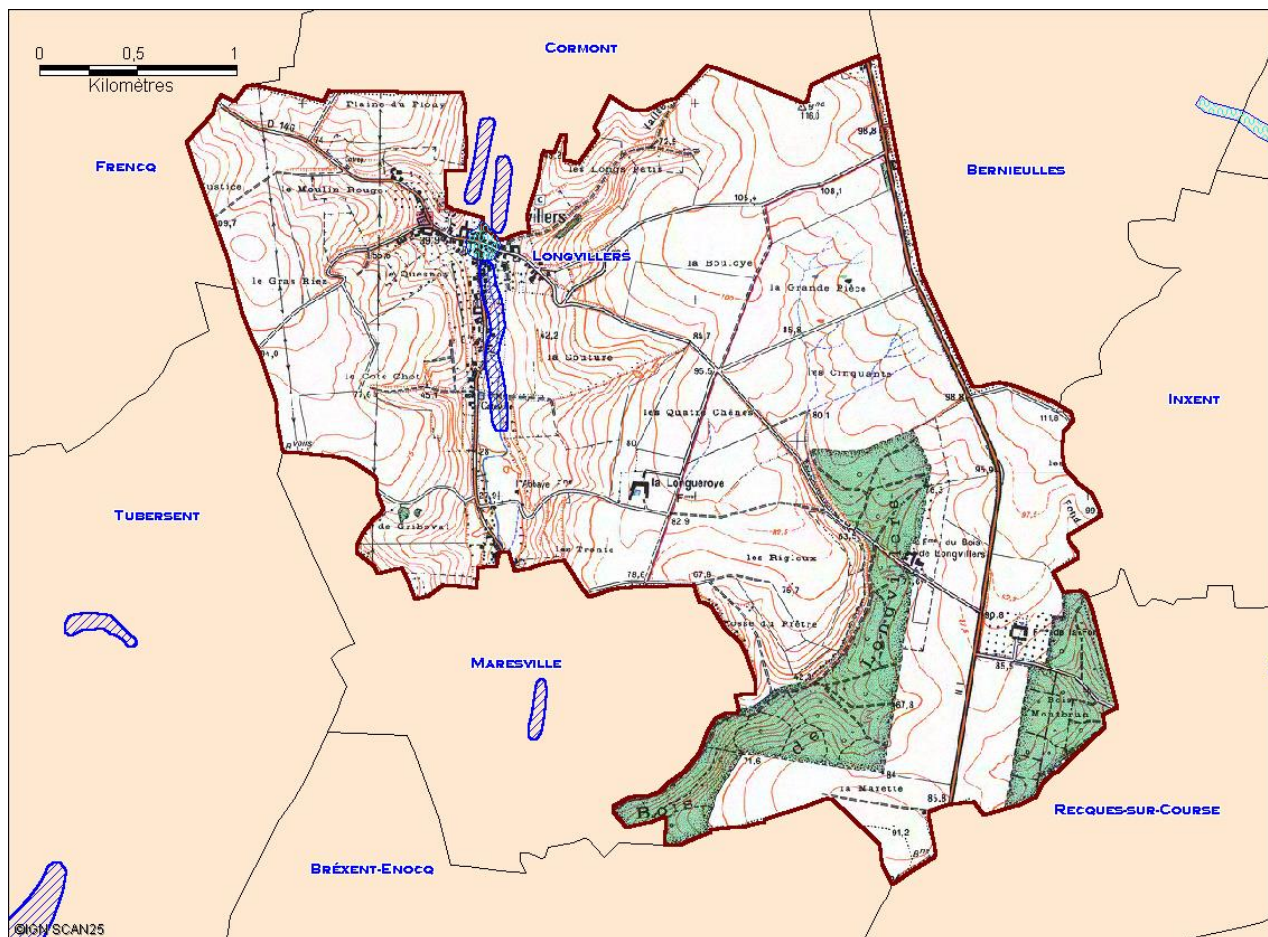
## II. Le projet de modification du PLU

## A) L'aménagement

Le secteur d'aménagement futur est principalement repensé dans le cadre de la prise en compte des risques d'inondation liés au ruissellement des eaux pluviales. Le site actuel, par sa localisation, est exposé au risque mentionné, notamment du fait de la présence de la Dordonne, cours d'eau bordant le site 1AU immédiatement sur sa frange Est.



L'évolution de la situation des risques en présence, et plus particulièrement du risque évoqué, est la raison de cette évolution de l'opération d'aménagement. A l'époque de l'élaboration du PLU, les zones inondables identifiées sur la commune se déterminaient de la manière ci-dessous.



L'étendue des zones inondables était très limitée, d'ailleurs ces dernières n'apparaissent pas n'impacter que peu la zone à urbaniser, laquelle mettait en œuvre des moyens de précaution.

Ces zones inondables sont évaluées plus importantes, les zones inondées constatées traversent la « cuvette » de la commune, aux abords du cours d'eau (tenant compte de la topographie). Ainsi des axes de ruissellement se dégagent perpendiculairement vis-à-vis des axes de circulation qui desservent la commune, et particulièrement la zone urbanisée (rue de Frencq, rue de Recques...).

L'atlas des zones inondables (AZI) ne relève pas de zone de la sorte sur la commune au regard des données issues du diagnostic des Risques, réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H de la CA2BM.



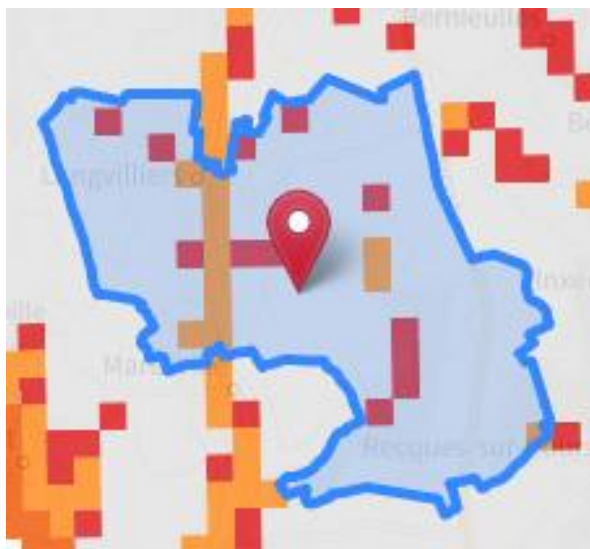
Atlas des zones inondables



Données concernant le ruissellement



Eu égard à l'état des risques présents sur le territoire, les données Etat permettent d'observer des secteurs sensibles à l'aléa de remontées de nappes, précisément aux abords de la Dordogne. La topographie du territoire engrange des secteurs plus étendus exposés à l'aléa.



Cartographies extraites de GéoRisques : « Zones sensibles aux remontées de nappes » et « Enveloppes approchées des inondations potentielles cours d'eau et submersion marine de plus d'un hectare ».

Le niveau de fiabilité de l'aléa sur le territoire est en majorité « Fort » pour ce qui concerne les zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe, soit le niveau maximum. Concernant les zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, le niveau de fiabilité est moyen ; ces risques sont situés à l'écart du cours d'eau de la Dordogne.

Il faut d'ailleurs noter qu'en matière de risque inondation, la commune de Longvilliers a vu la réalisation d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI), le PAPI de la Canche pour aléa Inondation, lequel a été signé le 27/07/2015.

#### Programmes d'actions

Nom du PAPI	Aléa	Date de labellisation	Date de signature	Date de fin de réalisation
62DREAL20200002 - PAPI Canche	Inondation	06/11/2014	27/07/2015	

En outre, un plan de prévention des risques naturels a été prescrit à l'échelle de la commune, le PPR de Longvilliers pour l'aléa par ruissellement et coulée de boue ainsi qu'inondation. Ce PPR, bien que prescrit le 30/10/2001, n'a jamais été approuvé jusqu'à maintenant. Il n'a donc pas de valeur opposable : ni règlement graphique, ni règlement écrit.

#### Arrêtés

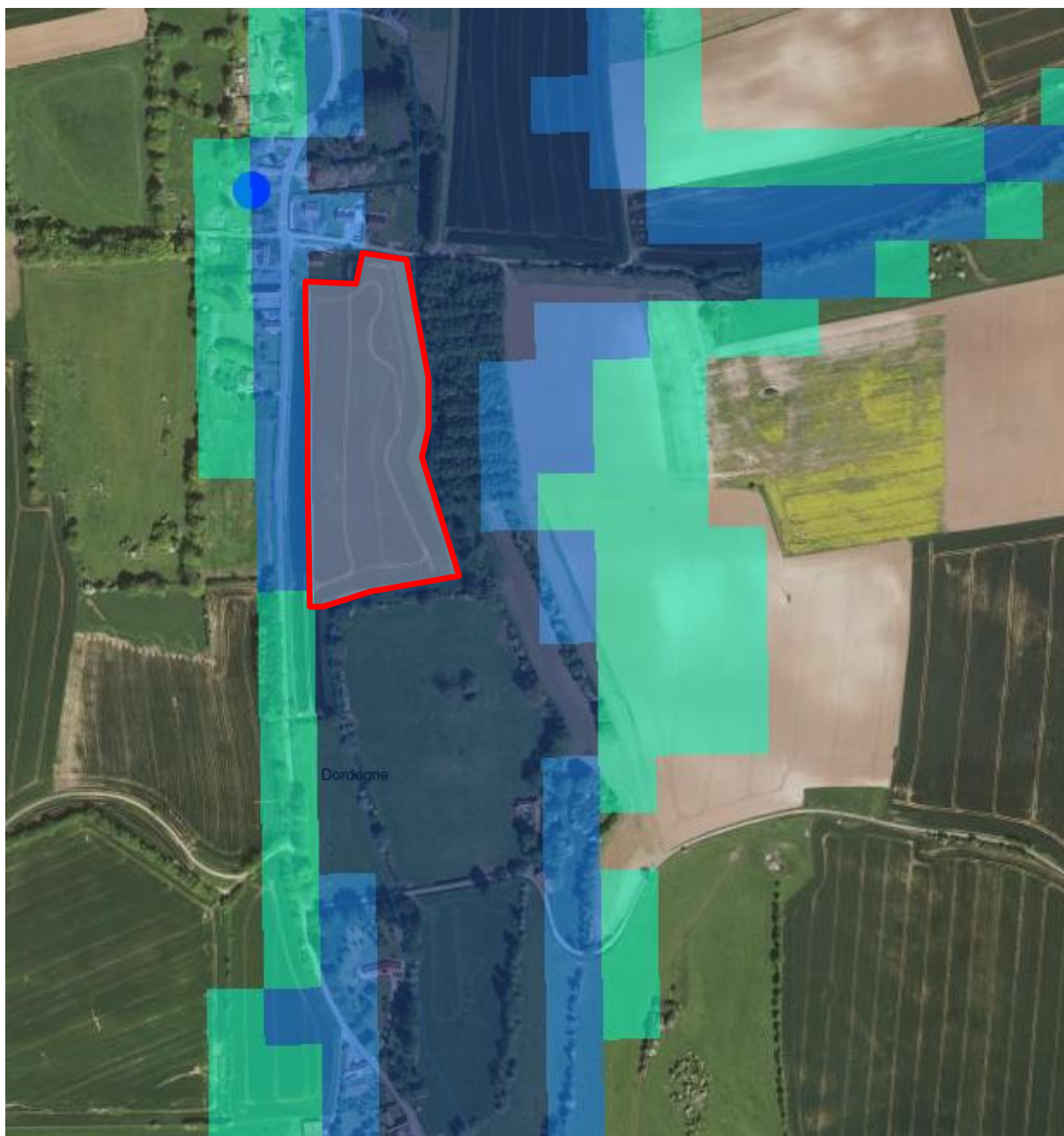
PPRN	Aléa	Prescrit le	Approuvé le
62DDTM20010175 - PPR - Longvilliers	Par ruissellement et coulée de boue Inondation	30/10/2001	

Dans le cadre des enjeux environnementaux liés à la thématique eau, des zones à dominante humide du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau Artois-Picardie traversent le territoire en sa partie centrale, suivant le cours de la Dordogne, et donc la topographie du territoire. Les zones à dominante humide couvrent notamment l'entièreté du site d'aménagement futur, ce qui dénote un certain intérêt dans le secteur en question et peut caractériser, sous réserve d'études spécifiques, le caractère humide des terrains.



*Zones à dominante humide du SDAGE Artois-Picardie*

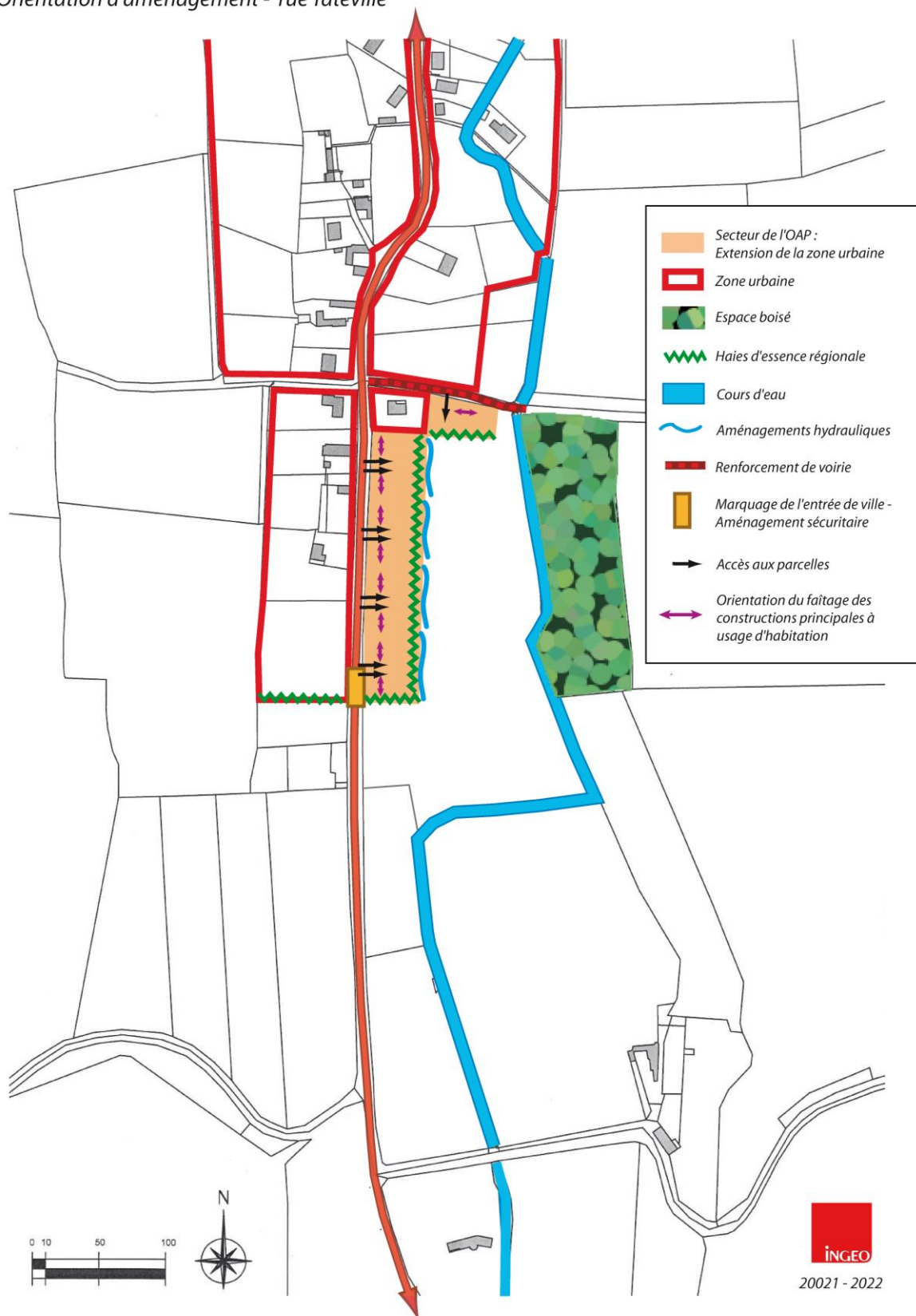
Les milieux potentiellement humides sur la commune apparaissent comme étant de très forte probabilité aux abords du cours d'eau de la Dordogne. Ces fortes probabilités renforcent l'éligibilité du secteur à l'exposition à un risque d'inondation par ruissellement d'eau pluviale considérant la topographie de la commune, ainsi qu'au débordement du cours d'eau à proximité immédiate.



*Milieux potentiellement humides*

Le nouvel aménagement doit apporter des garanties suffisantes en termes de sécurité pour les personnes et les biens. Le périmètre de la zone est donc adapté afin d'éviter les risques au titre du principe de précaution. Au surplus, des dispositifs sont intégrés à l'aménagement futur au titre du principe de précaution.

#### Orientation d'aménagement - rue Tateville



Les modifications apportées à l'opération d'aménagement sont principalement :

- La réduction du secteur de l'OAP : le périmètre est révisé pour être cantonné au front à rue. En « éliminant » la possibilité de se prolonger sur les franges arrières, une marge de sécurité est maintenue avec le cours d'eau. Ainsi les anciens terrains intégrés en zone 1AU sont reclassés en zone naturelle N, laquelle n'admet aucune construction. L'absence d'artificialisation des sols à proximité du cours d'eau ne sera que bénéfique aux terrains qui pourront assurer un rôle de barrière naturelle en cas de ruissellement.
- Adapter le dispositif de prévention : des dispositions interviendront en complément pour assurer la prise en compte du potentiel risque. La réhausse des constructions par rapport au niveau de la route est notamment cadré (+0,2m)  
Le traitement paysager limite de zone ainsi que les aménagements hydrauliques permettront de garantir la sécurité de la population et des biens.

L'opération d'aménagement initialement réfléchie demeure, dans ses autres aspects, préservée en tant qu'elle constitue un quartier en renforcement du bourg, en entrée de village. La volonté est de poursuivre un aménagement qualitatif de la porte d'entrée Sud, intégré à la trame bâtie et démarquant clairement la partie urbanisée des secteurs naturels et entités paysagères. Cette opération d'aménagement garde comme objectif de conforter l'habitat du village, en proposant de l'habitat résidentiel cohérent avec le cadre préexistant.

D'ailleurs, le règlement de la zone 1AU est ajusté de manière mineure quant aux dispositions relatives aux toitures, de manière à harmoniser l'habitat et la cohérence du bâti nouveau avec l'existant, pour créer une réelle entrée de ville. Aussi le traitement paysager vise un objectif d'intégration paysagère et priorise le végétal, afin d'assurer la transition entité bâtie et entité naturelle.

La modification de cet aménagement vient donc purement et simplement réduire les éventuels impacts négatifs qui peuvent exister, en plus de prévoir des dispositifs de précaution.

## B) Faisabilité de la procédure

### ❖ Compatibilité avec le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le PADD du projet communal, approuvé en 2007, déterminait 4 axes :

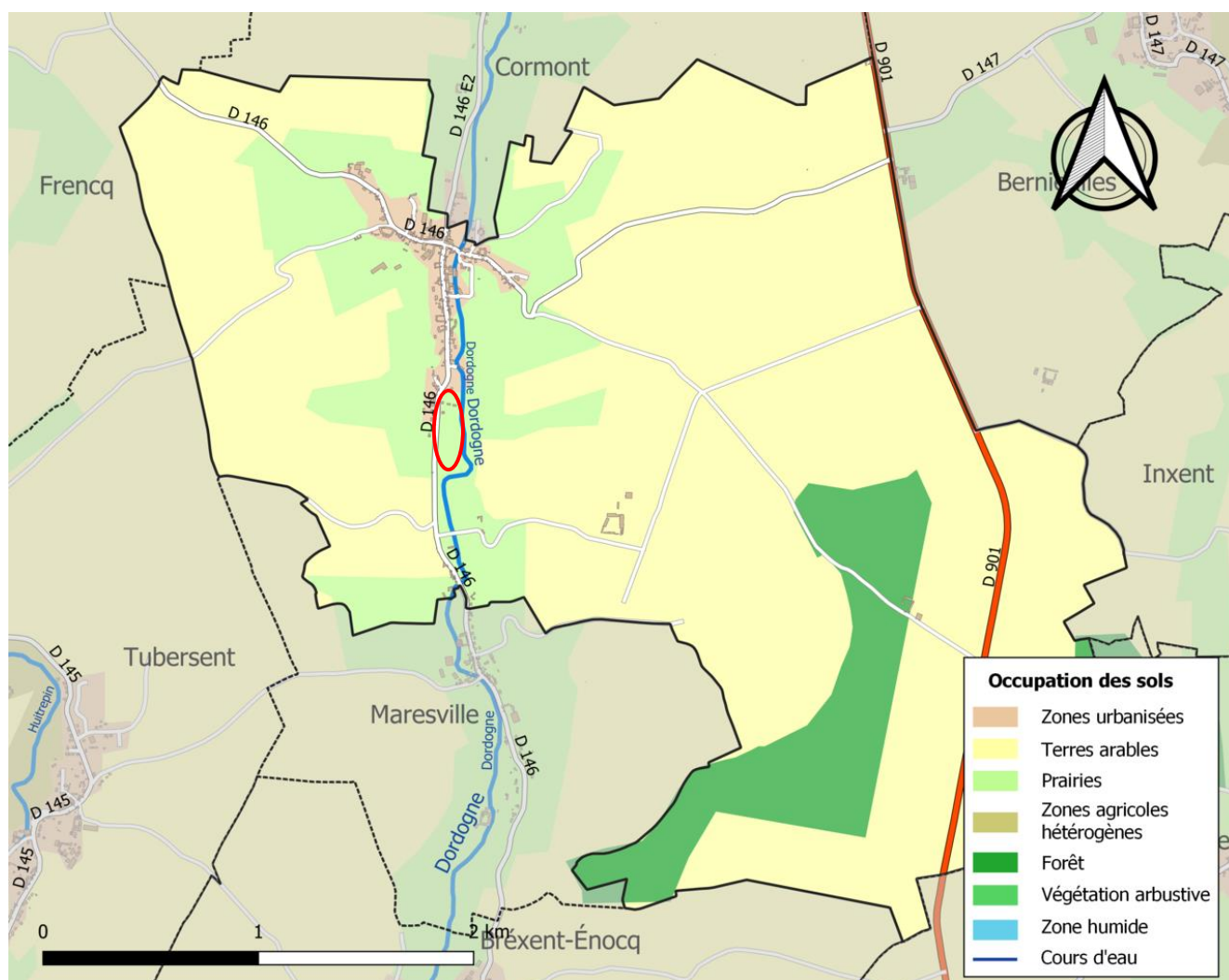
- *Préserver une architecture remarquable et identitaire du Boulonnais*
- *Assurer un développement mesuré et cohérent du village*
- *Maintenir des paysages variés et de qualité*
- *Prendre en compte l'environnement et l'activité agricole*

Le projet de modification est cohérent avec le projet de territoire établi dans le sens où initialement, les axes « *Assurer un développement mesuré et cohérent du village* », « *Des paysages variés et de qualité* » et « *Prendre en compte l'environnement et l'activité agricole* » prévoient plusieurs orientations et actions incluses à l'aménagement, notamment :

- « S'appuyer sur la Dordonne pour en faire un axe central de la commune » : comme indiqué, le développement souhaité doit à long termes permettre l'urbanisation des 2 versants de la Dordonne. Si cela sera révisé au PLUi, il n'en reste pas moins que la Dordonne est un axe central de la commune est que l'enjeu est de favoriser les perceptions depuis les espaces publics. En l'espèce, en préservant des espaces non bâtis à ses abords immédiats.
- « Renforcer le centre et maintenir la coupure dans l'urbanisation » : La localisation de la zone de développement concernée, zone 1AU, bien que diminuée et formant désormais davantage une opération en linéaire en sortie Sud de la zone urbanisée, se situe au même emplacement désigné et notamment à proximité des équipements publics communaux (250m de la mairie, école maternelle et salle des associations).
- « Définir des orientations d'aménagement assurant un développement cohérent » : la zone 1AU voit son schéma de principe modifié en conséquence, et par répercussion les dispositions réglementaires qui doivent nécessairement évoluer. Une OAP demeure donc sur ce secteur.
- « Favoriser les opérations d'ensemble intégrées au tissu existant » : l'opération souhaitée s'imbrique dans le tissu urbanisé existant et en continuité de la partie urbanisée. Le périmètre a simplement été réduit. Il s'agit d'une opération d'ensemble.
- « Renforcer l'interface entre la Dordonne et les espaces urbanisés » : Cette action est davantage valorisée par le biais d'un espace de transition reclassé en zone agricole, anciennement zone 1AU. La réduction de la zone 1AU dans sa profondeur permet de prendre en compte les risques et, en outre, valoriser les aspects paysagers.
- « Eviter la banalisation de l'entrée du village » : l'opération étant située rue de Tateville, l'enjeu est de proposer de la cohérence dans l'urbanisation future du secteur, qui plus est en entrée de ville. Les orientations des façades et les toitures notamment font sont cadrées afin de valoriser l'entrée Sud du village.
- « Limiter les risques d'inondation et préserver les axes de ruissellement » : l'évolution de l'OAP intervient afin d'assurer plus de sécurité aux personnes et aux biens eu égard à l'aléa inondation, étant donné la proximité de la Dordonne.

## ❖ Entités paysagères et agricoles

Le territoire est très majoritairement occupé par des terres agricoles cultivées. Les pourtours de la zone urbaine sont davantage en prairie. Les entités paysagères sont peu nombreuses : des réseaux de haies, des boisements, espaces en prairie ... ils sont assez dispersés et notamment aux abords de la zone urbaine. L'objectif de la modification étant de diminuer la superficie de la zone 1AU au profit de terres agricoles A, l'impact est nul sur l'ensemble de ces espaces naturels, agricoles et ensembles paysagers, voire même positif.





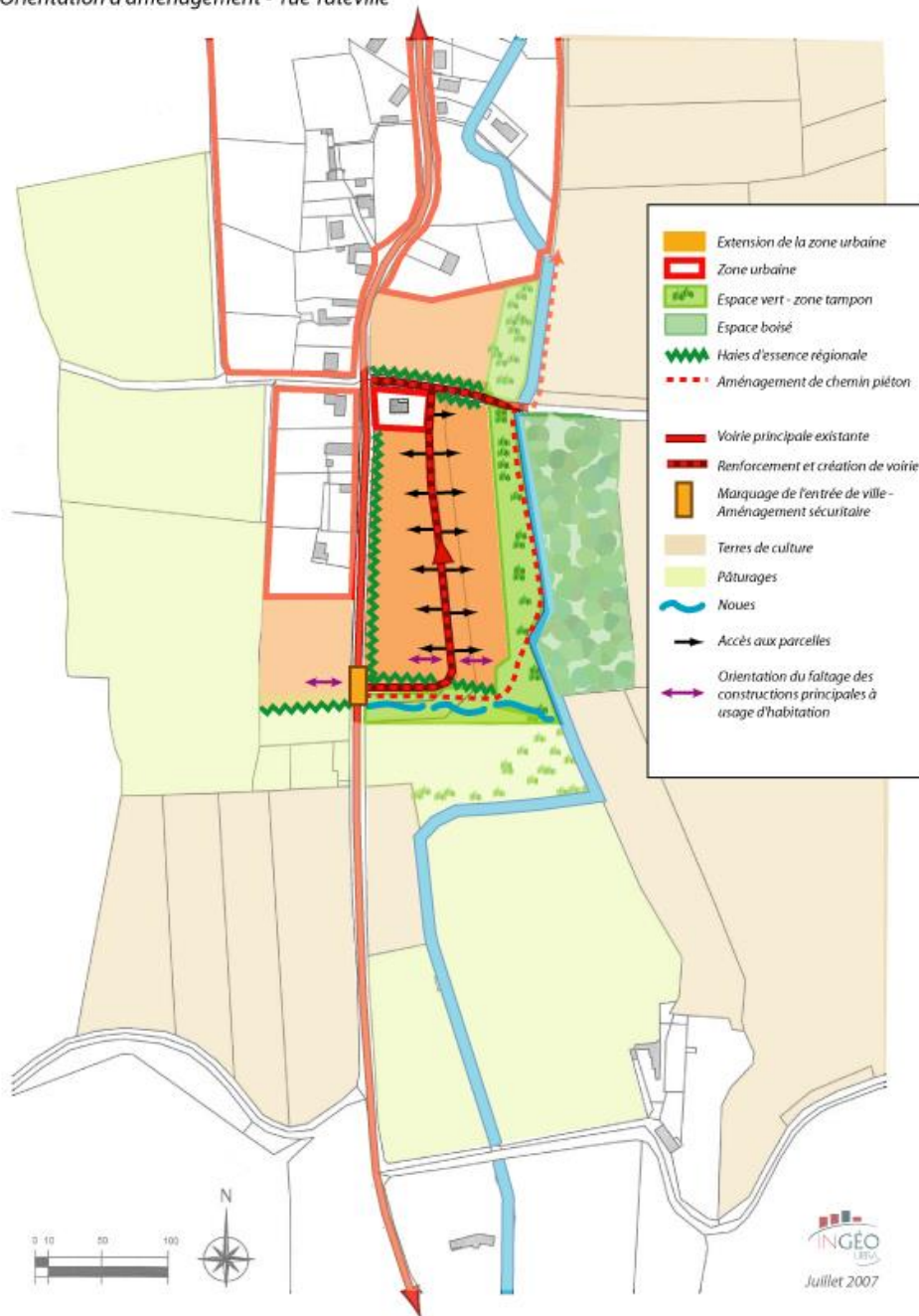
Le terrain concerné par le projet en question est actuellement une terre cultivée, le registre parcellaire graphique 2020 (RPG) fait état d'une culture de blé tendre d'hiver sur le terrain en question. Tel que relevé, le classement 1AU va être réduit au profit d'une zone N, naturelle, laquelle apparaît tout à fait appropriée. L'impact du projet est donc nul, voire même tout à fait positif.

## 3<sup>EME</sup> PARTIE : MODIFICATION DES PIECES DU PLU

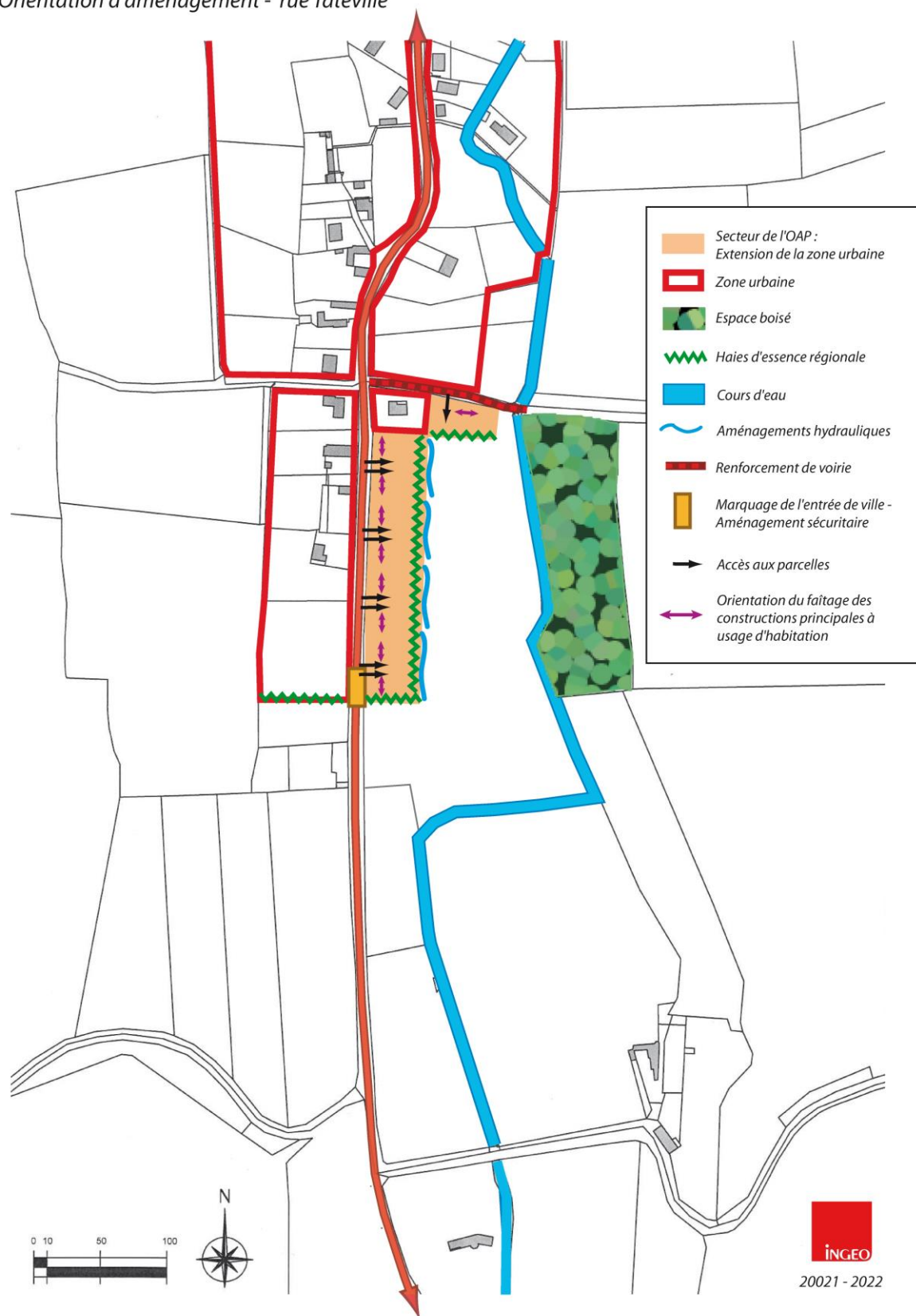
### I. Modification des OAP

OAP initiale au PLU approuvé en 2007

*Orientation d'aménagement - rue Tateville*



Orientation d'aménagement - rue Tateville



#### ❖ Aménagements prévus

- Opération d'aménagement en extension de la zone urbaine, en continuité du tissu urbanisé
- Orientations des faîtages des constructions principales d'habitation devront être parallèles à la rue de Tateville et impasse de la Couture, afin de respecter la cohérence du cadre bâti préexistant le long de chacune de ces voies
- Construction prévue allée de la Couture
- Desserte des parcelles depuis la rue de Tateville avec 1 accès pour 2 parcelles
- Renforcement et création de voirie allée de la Couture
- Marquage de l'entrée de ville Sud de Longvilliers, aménagement sécuritaire (véhicules et piétons)
- Ajustement des dispositions de la zone 1AU : cadrage relatif aux toitures, insertion paysagère

#### ❖ Evolution des principes du projet

- Réduction du périmètre de la zone 1AU au bénéfice d'un reclassement en zone naturelle sur les arrières, à proximité du cours d'eau de la Dordonne, en cohérence avec les secteurs classés naturels sur le Sud du territoire
- Prise en compte des risques d'inondation par la mise en œuvre de dispositifs de prévention et de précaution en frange arrière de zone 1AU : aménagements hydrauliques (noues), remblais...
- Ajustement des dispositions de la zone 1AU : cadrage relatif aux toitures, insertion paysagère

## II. Modification du règlement écrit

L'évolution de l'orientation d'aménagement et de programmation sur la zone 1AU génère des ajustements au règlement écrit de la zone en question, l'objectif étant d'adapter le projet évolué aux enjeux en place.

<u>Avant modification</u>	<u>Après modification</u>
<b><u>CHAPITRE 1 – Dispositions applicables aux zones 1AU</u></b>  Cette zone est destinée à être ouvertes à l'urbanisation. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de cette zone sont suffisants pour desservir les constructions à implanter. Le secteur classé en zone 1AU fait l'objet d'une orientation particulière d'aménagement opposable.  <b><u>SECTION 1 -NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS</u></b>  <b>ARTICLE 1AU1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES</b>  Tous les modes d'occupation et d'utilisation des sols autres que ceux définis à l'article 2.  <b>ARTICLE 1AU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</b>  Seules les constructions ci-après seront réalisables au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone :  1- Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes sous réserve que les constructions ne contrarient pas l'aménagement ultérieur de la zone ; 2- Les groupes de garages uniquement s'ils ne comptent pas plus de deux unités ; 3- Les constructions à usage de commerce, de bureau, de service ou d'hébergement hôtelier de type gîte rural ou chambre d'hôte sous réserve des conditions cumulatives ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• que le projet ne contrariera pas l'aménagement ultérieur de la zone ;</li><li>• que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter dans toute la mesure du possible les nuisances éventuelles.</li></ul> 4- Les bâtiments et installations liés aux services et équipements publics, d'intérêt collectif et ceux nécessaires à la desserte par les réseaux.	<b><u>CHAPITRE 1 – Dispositions applicables aux zones 1AU</u></b>  Cette zone est destinée à être ouvertes à l'urbanisation. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de cette zone sont suffisants pour desservir les constructions à implanter. Le secteur classé en zone 1AU fait l'objet d'une orientation particulière d'aménagement opposable.  <b><u>SECTION 1 -NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS</u></b>  <b>ARTICLE 1AU1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES</b>  Tous les modes d'occupation et d'utilisation des sols autres que ceux définis à l'article 2.  <b>ARTICLE 1AU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</b>  Seules les constructions ci-après seront réalisables au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone :  1- Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes sous réserve que les constructions ne contrarient pas l'aménagement ultérieur de la zone ; 2- Les groupes de garages uniquement s'ils ne comptent pas plus de deux unités ; 3- Les constructions à usage de commerce, de bureau, de service ou d'hébergement hôtelier de type gîte rural ou chambre d'hôte sous réserve des conditions cumulatives ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• que le projet ne contrariera pas l'aménagement ultérieur de la zone ;</li><li>• que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter dans toute la mesure du possible les nuisances éventuelles.</li></ul> 4- Les bâtiments et installations liés aux services et équipements publics, d'intérêt collectif et ceux nécessaires à la desserte par les réseaux.

5- Les exhaussements et affouillements des sols uniquement s'ils sont indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés ;

Par ailleurs, la construction de sous-sol et de caves est interdite.

Les constructions principales devront avoir leur premier plancher 0,50 mètres au minimum et 1 mètre au maximum au-dessus du niveau du sol naturel avant aménagement.

## SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

### **ARTICLE 1AU3 - CONDITIONS DE DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLICI**

#### Accès

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou destinée à être rétrocédée au domaine public, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins, éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès d'au moins 4m à une voie de desserte.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel qu'il soit adapté au mode d'occupation des sols envisagé et qu'il ne nuise pas à la sécurité et à la circulation.

#### Voirie

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

En cas de création de nouvelles voies destinées à être rétrocédées à la commune, celles-ci devront respecter les normes fixées pour l'accès des personnes à mobilité réduite. Les caractéristiques des accès et voiries doivent être soumises à l'avis du gestionnaire de voirie.

### **ARTICLE 1AU4 - DESSERTE EN EAU, ASSAINISSEMENT ET ELECTRICITE**

#### Desserte en eau

Toute construction ou installation nouvelle qui de par sa destination nécessite une utilisation d'eau potable doit être desservie par un réseau collectif de distribution d'eau potable sous pression de caractéristiques suffisantes.

#### Eaux pluviales

1.Lorsque le réseau public d'évacuation des eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

5- Les exhaussements et affouillements des sols uniquement s'ils sont indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés ;

Par ailleurs, la construction de sous-sol et de caves est interdite.

**Le niveau des constructions doit être 0,20m au-dessus du niveau de la route afin de prévenir des risques d'inondation dues au ruissellement des eaux pluviales.**

## SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

### **ARTICLE 1AU3 - CONDITIONS DE DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLICI**

#### Accès

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou destinée à être rétrocédée au domaine public, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins, éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès d'au moins 4m à une voie de desserte.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel qu'il soit adapté au mode d'occupation des sols envisagé et qu'il ne nuise pas à la sécurité et à la circulation.

#### Voirie

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

En cas de création de nouvelles voies destinées à être rétrocédées à la commune, celles-ci devront respecter les normes fixées pour l'accès des personnes à mobilité réduite. Les caractéristiques des accès et voiries doivent être soumises à l'avis du gestionnaire de voirie.

### **ARTICLE 1AU4 - DESSERTE EN EAU, ASSAINISSEMENT ET ELECTRICITE**

#### Desserte en eau

Toute construction ou installation nouvelle qui de par sa destination nécessite une utilisation d'eau potable doit être desservie par un réseau collectif de distribution d'eau potable sous pression de caractéristiques suffisantes.

#### Eaux pluviales

1.Lorsque le réseau public d'évacuation des eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

<p>2.En cas d'absence de réseau, le constructeur doit réaliser les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services techniques intéressés et selon des dispositifs appropriés et proportionnés afin d'assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément aux exigences de la réglementation en vigueur. Quand la nature du sol le permet, la gestion des eaux pluviales par infiltration à la parcelle est <u>obligatoire</u>.</p> <p><u>Eaux usées</u></p> <p>1.Lorsque le réseau collectif d'assainissement existe, toute construction doit obligatoirement évacuer ses eaux ou matières usées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines, au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système séparatif).</p> <p>2.En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou dans l'attente de celui-ci, toute construction ou installation devra diriger ses eaux usées vers un dispositif d'assainissement non collectif, en adéquation avec la nature du sol, conforme à la réglementation et qui devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la collectivité locale avant sa mise en place. Ces dispositifs non collectifs devront être conçus de manière à être branchés ultérieurement sur le réseau d'assainissement public dès sa réalisation lorsque le schéma d'assainissement retenu prévoit la desserte de la zone par le réseau public.</p> <p><u>Eaux résiduaires liées aux activités</u></p> <p>Sans préjudice de la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux usées liées aux activités autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement est soumise aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur et doit faire l'objet d'une convention avec le service gestionnaire du réseau d'assainissement. L'évacuation des eaux résiduaires au réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, peut être subordonnée à un prétraitement approprié.</p> <p><u>Distribution électrique et de téléphonie</u></p> <p>En cas d'opération d'aménagement, les réseaux de téléphonie et d'électricité doivent être enfouis sauf lorsque les contraintes techniques empêchent l'enfouissement des réseaux.</p> <p><b>ARTICLE 1AU5 - SUPERFICIE DES TERRAINS</b></p> <p>En l'absence de réseau d'assainissement collectif ou dans l'attente d'implantation de celui-ci, le permis de construire ne pourra être délivré que sur un terrain d'une superficie suffisante pour assurer l'assainissement des constructions présente sur la parcelle après avis des services gestionnaires.</p>	<p>2.En cas d'absence de réseau, le constructeur doit réaliser les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services techniques intéressés et selon des dispositifs appropriés et proportionnés afin d'assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément aux exigences de la réglementation en vigueur. Quand la nature du sol le permet, la gestion des eaux pluviales par infiltration à la parcelle est <u>obligatoire</u>.</p> <p><u>Eaux usées</u></p> <p>1.Lorsque le réseau collectif d'assainissement existe, toute construction doit obligatoirement évacuer ses eaux ou matières usées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines, au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système séparatif).</p> <p>2.En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou dans l'attente de celui-ci, toute construction ou installation devra diriger ses eaux usées vers un dispositif d'assainissement non collectif, en adéquation avec la nature du sol, conforme à la réglementation et qui devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la collectivité locale avant sa mise en place. Ces dispositifs non collectifs devront être conçus de manière à être branchés ultérieurement sur le réseau d'assainissement public dès sa réalisation lorsque le schéma d'assainissement retenu prévoit la desserte de la zone par le réseau public.</p> <p><u>Eaux résiduaires liées aux activités</u></p> <p>Sans préjudice de la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux usées liées aux activités autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement est soumise aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur et doit faire l'objet d'une convention avec le service gestionnaire du réseau d'assainissement. L'évacuation des eaux résiduaires au réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, peut être subordonnée à un prétraitement approprié.</p> <p><u>Distribution électrique et de téléphonie</u></p> <p>En cas d'opération d'aménagement, les réseaux de téléphonie et d'électricité doivent être enfouis sauf lorsque les contraintes techniques empêchent l'enfouissement des réseaux.</p> <p><b>ARTICLE 1AU5 - SUPERFICIE DES TERRAINS</b></p> <p><b>Non réglementé</b></p> <p><b>ARTICLE 1AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES</b></p> <p><u>1.Par rapport aux voies de desserte :</u></p> <p>Les constructions doivent être implantées avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies publiques ou privées.</p>
---	---

## **ARTICLE 1AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES**

### 1. Par rapport aux voies de desserte :

Les constructions doivent être implantées avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies publiques ou privées.

Toutefois, l'implantation des constructions à la limite d'emprise des voies publiques ou privées est autorisée lorsqu'il s'agit du pignon de la construction.

Les constructions à usage d'habitation ne pourront s'implanter que dans une bande de 30 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise des voies publiques ou privées.

### 2. Par rapport à la Dordogne :

Aucune construction ne peut être implantée à moins de 10m de la berge des cours d'eau. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif.

## **ARTICLE 1AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

Le principe général est qu'en front à rue l'implantation des constructions sur limites séparatives est possible mais non obligatoire.

### Implantation sur limites séparatives

1. En front à rue, dans une bande maximum de 20 mètres de profondeur mesurée à partir la limite d'emprise des voies de desserte, les constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives.

2. Au-delà de cette bande de 20 mètres de profondeur, les constructions ne peuvent être implantées le long des limites séparatives que lorsqu'il s'agit de bâtiments dont la hauteur n'excède pas 3m au droit de la limite séparative.

### Implantation avec marges d'isolement

Les dispositions ci-dessous sont d'application cumulative :

1. Marge d'isolement relative :

Sur toute la longueur des limites séparatives, la marge d'isolement de tout bâtiment qui ne serait pas édifié sur ces limites doit être telle que la différence de niveau entre tout point de la construction projetée et le point bas le plus proche de la limite séparative n'excède pas deux fois la distance comptée horizontalement entre ces deux points ( $H \leq 2L$ ).

2. Marge d'isolement absolue :

La marge d'isolement des constructions à usage d'habitation et de leurs annexes qui ne seraient pas édifiées sur limite séparative conformément au I ci-dessus, ne peut être inférieure à 4 mètres dans le cas d'un mur percé de baies ; à 3 mètres dans le cas d'un mur aveugle. La marge d'isolement des autres constructions qui ne seraient pas édifiées sur limites séparatives ne peut être inférieure à 4 mètres.

Les constructions à usage d'habitation ne pourront s'implanter que dans une bande de 30 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise des voies publiques ou privées.

### 2. Par rapport à la Dordogne :

Aucune construction ne peut être implantée à moins de 10m de la berge des cours d'eau. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif.

## **ARTICLE 1AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

Le principe général est qu'en front à rue l'implantation des constructions sur limites séparatives est possible mais non obligatoire.

### Implantation sur limites séparatives

1. En front à rue, dans une bande maximum de 20 mètres de profondeur mesurée à partir la limite d'emprise des voies de desserte, les constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives.

2. Au-delà de cette bande de 20 mètres de profondeur, les constructions ne peuvent être implantées le long des limites séparatives que lorsqu'il s'agit de bâtiments dont la hauteur n'excède pas 3m au droit de la limite séparative.

### Implantation avec marges d'isolement

Les dispositions ci-dessous sont d'application cumulative :

1. Marge d'isolement relative :

Sur toute la longueur des limites séparatives, la marge d'isolement de tout bâtiment qui ne serait pas édifié sur ces limites doit être telle que la différence de niveau entre tout point de la construction projetée et le point bas le plus proche de la limite séparative n'excède pas deux fois la distance comptée horizontalement entre ces deux points ( $H \leq 2L$ ).

2. Marge d'isolement absolue :

La marge d'isolement des constructions à usage d'habitation et de leurs annexes qui ne seraient pas édifiées sur limite séparative conformément au I ci-dessus, ne peut être inférieure à 4 mètres dans le cas d'un mur percé de baies ; à 3 mètres dans le cas d'un mur aveugle. La marge d'isolement des autres constructions qui ne seraient pas édifiées sur limites séparatives ne peut être inférieure à 4 mètres.

## **ARTICLE 1AU8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes ainsi que le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

Cette distance doit être au minimum de 3 mètres entre deux constructions à usage d'habitation.

#### **ARTICLE 1AU8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes ainsi que le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

Cette distance doit être au minimum de 3 mètres entre deux constructions à usage d'habitation.

#### **ARTICLE 1AU9 - EMPRISE AU SOL**

Le coefficient d'emprise au sol défini par le rapport entre la projection au sol des surfaces bâties et la superficie totale de l'unité foncière ne peut dépasser 0,50.

#### **ARTICLE 1AU10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

##### 1. Construction à usage d'habitation :

La hauteur d'une construction à usage principal d'habitation mesurée au-dessus du niveau du sol après aménagement ne peut dépasser 3,5 mètres mesurés à l'égout de toiture. Ces constructions ne peuvent comporter que deux niveaux, le second niveau devant nécessairement s'inscrire dans des combles aménageables.

##### 2. Pour les autres constructions :

La hauteur de ces constructions ne peut dépasser 8 mètres mesurés au faîtage. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements publics et constructions d'intérêt collectif.

#### **ARTICLE 1AU11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

Pour toute construction, le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

##### Sont interdits :

- l'emploi à nu, en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit ;
- les constructions en bois dont l'aspect extérieur évoque les chalets savoyards ou les chalets « type nordique » ;

##### Par ailleurs :

- les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades ;
- Les murs et toitures des bâtiments annexes et des ajouts doivent être traités en harmonie avec ceux de la construction principale ;

#### **ARTICLE 1AU9 - EMPRISE AU SOL**

**Non réglementé**

#### **ARTICLE 1AU10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

**Le niveau des constructions doit être 0,20m au-dessus du niveau de la route afin de prévenir des risques d'inondation dues au ruissellement des eaux pluviales.**

##### 1. Construction à usage d'habitation :

La hauteur d'une construction à usage principal d'habitation mesurée au-dessus du niveau du sol après aménagement ne peut dépasser 3,5 mètres mesurés à l'égout de toiture. Ces constructions ne peuvent comporter que deux niveaux, le second niveau devant nécessairement s'inscrire dans des combles aménageables.

##### 2. Pour les autres constructions :

La hauteur de ces constructions ne peut dépasser 8 mètres mesurés au faîtage. Cette disposition ne s'applique pas aux équipements publics et constructions d'intérêt collectif.

#### **ARTICLE 1AU11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

Pour toute construction, le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

##### Sont interdits :

- l'emploi à nu, en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit ;
- les constructions en bois dont l'aspect extérieur évoque les chalets savoyards ou les chalets « type nordique » ;

##### Par ailleurs :

- les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades ;
- Les murs et toitures des bâtiments annexes et des ajouts doivent être traités en harmonie avec ceux de la construction principale ;
- Les enduits des constructions principales seront nécessairement de teinte blanche.

En cas de réalisation de soubassements, ceux-ci seront nécessairement de teinte sombre ;

- Les citernes de gaz liquéfié ou à mazout ainsi que les installations similaires doivent être masquées par des écrans de verdure et être placées en des lieux où elles sont peu visibles depuis les voies publiques ;

- Les vérandas réalisées en verre ne seront autorisées que dans la mesure où elles ne sont pas directement visibles depuis la

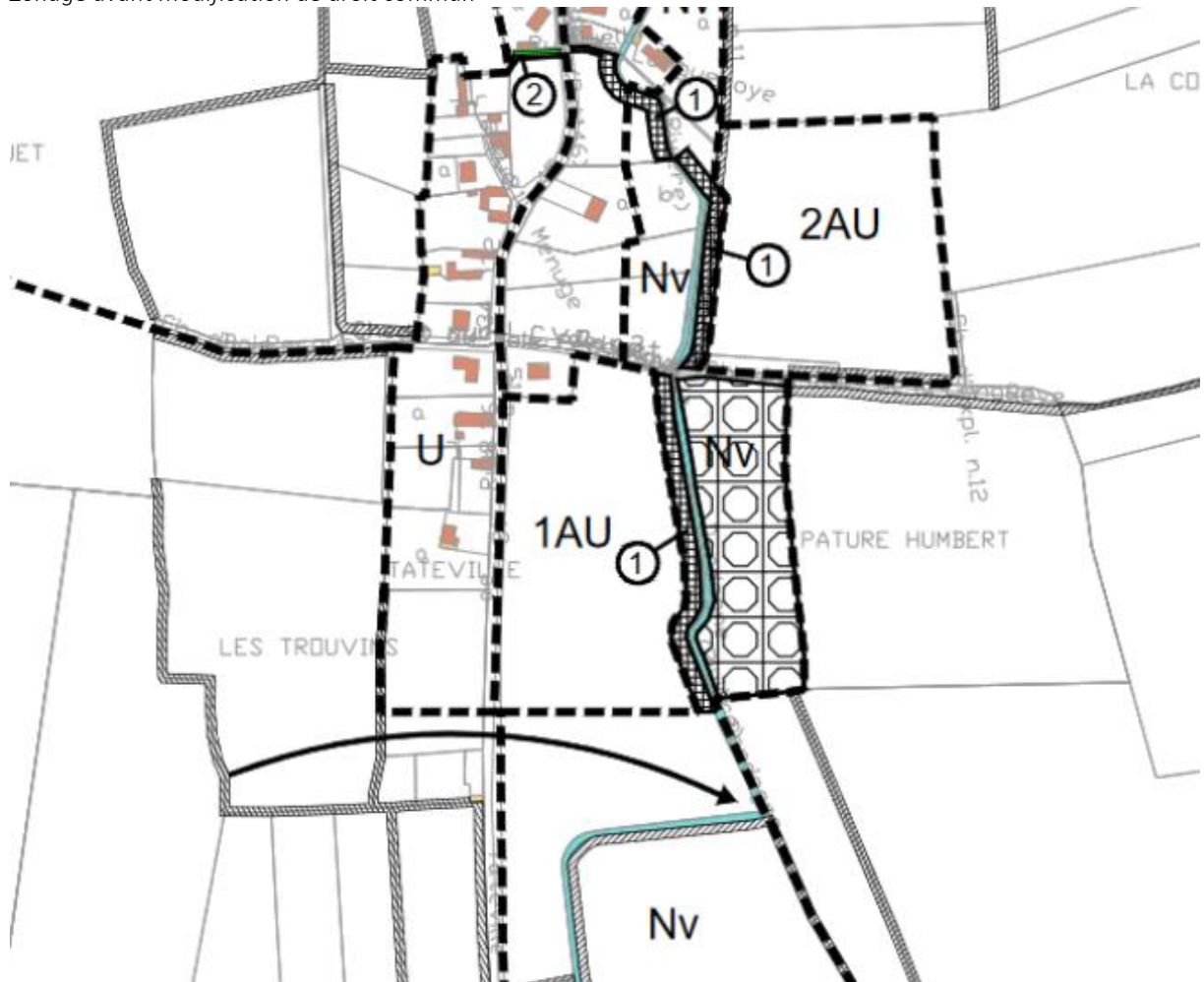
<p>-Les enduits des constructions principales seront nécessairement de teinte blanche. En cas de réalisation de soubassements, ceux-ci seront nécessairement de teinte sombre ;</p> <p>-Les citernes de gaz liquéfié ou à mazout ainsi que les installations similaires doivent être masquées par des écrans de verdure et être placées en des lieux où elles sont peu visibles depuis les voies publiques ;</p> <p>-Les vérandas réalisées en verre ne seront autorisées que dans la mesure où elles ne sont pas directement visibles depuis la voie de desserte.</p> <p>-Les coffrets de raccordement EDF doivent être traités en harmonie avec les constructions avoisinantes dans le choix des matériaux et revêtements.</p> <p>-En cas d'aménagement de comble, seules seront autorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>*les lucarnes rampantes ou en chien couché ;</li> <li>*les lucarnes à deux pans, dites jacobines ;</li> <li>*les lucarnes à croupe, dites capucines ;</li> <li>*les lucarnes pendantes, dites meunière ou gerbière ;</li> <li>*les fenêtres de toit.</li> </ul> <p><u>Les Toitures</u></p> <p>- Pour les constructions principales à usage d'habitation : La pente principale des toitures devra être comprise entre 45 et 55° par rapport à l'horizontale. Les toitures seront constituées de matériaux de type tuiles. Ces tuiles seront nécessairement de teinte rouge et de préférence en terres cuites. Les tuiles vernissées et les tuiles canales sont interdites. L'utilisation de matériaux transparents (verres, polycarbonate...) est autorisée pour la réalisation de vérandas. Pour les constructions à usage d'habitation, les toitures terrasses sont interdites.</p> <p>L'installation de systèmes d'utilisation de l'énergie solaire en toiture (type panneaux solaires) est autorisée sous réserve de ne pas être directement visibles depuis la voie de desserte.</p> <p>- Pour les autres constructions :</p> <p>Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m<sup>2</sup> de surface hors œuvre brute.</p> <p><u>Les clôtures</u></p> <p>•Nature des clôtures : Les clôtures ne doivent en aucun cas gêner la circulation sur l'ensemble de la zone, notamment en diminuant la visibilité aux sorties d'établissements et aux carrefours. L'emploi de plaque béton brut est interdit.</p> <p>•Hauteur des clôtures En front à rue, la hauteur totale des clôtures ne peut dépasser 1,50 m de hauteur. La partie pleine de ces clôtures ne peut dépasser 0,80m. Au delà de cette hauteur, les clôtures doivent être constituées par des grilles, grillages ou autres dispositifs à claire voie comportant ou non un mur bahut.</p>	<p>voie de desserte.</p> <p>-Les coffrets de raccordement EDF doivent être traités en harmonie avec les constructions avoisinantes dans le choix des matériaux et revêtements.</p> <p>-En cas d'aménagement de comble, seules seront autorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>*les lucarnes rampantes ou en chien couché ;</li> <li>*les lucarnes à deux pans, dites jacobines ;</li> <li>*les lucarnes à croupe, dites capucines ;</li> <li>*les lucarnes pendantes, dites meunière ou gerbière ;</li> <li>*les fenêtres de toit.</li> </ul> <p><u>Les Toitures</u></p> <p>- Pour les constructions principales à usage d'habitation : <b>Les toitures devront être composées de 2 pans dont le degré de pente est situé</b> entre 45 et 55° par rapport à l'horizontale. <b>Les toitures seront constituées de tuiles en terre cuite, dans des teintes rouge/orangée.</b> L'utilisation de matériaux transparents (verres, polycarbonate...) est autorisée pour la réalisation de vérandas. Pour les constructions à usage d'habitation, les toitures terrasses sont interdites.</p> <p>L'installation de systèmes d'utilisation de l'énergie solaire en toiture (type panneaux solaires) est autorisée sous réserve de ne pas être directement visibles depuis la voie de desserte.</p> <p>- Pour les autres constructions :</p> <p>Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m<sup>2</sup> <b>d'emprise au sol.</b></p> <p><u>Les clôtures</u></p> <p>•Nature des clôtures : <b>Pour assurer l'intégration paysagère, les clôtures devront obligatoirement comporter des haies végétales composées d'essences locales, doublées ou non d'une grille, grillage ou autre dispositif à claire-voie, avec ou sans mur bahut.</b> Les clôtures ne doivent en aucun cas gêner la circulation sur l'ensemble de la zone, notamment en diminuant la visibilité aux sorties d'établissements et aux carrefours. L'emploi de plaque béton brut est interdit.</p> <p>•Hauteur des clôtures En front à rue, la hauteur totale des clôtures ne peut dépasser 1,50 m de hauteur. La partie pleine de ces clôtures ne peut dépasser 0,80m. Sur limites séparatives, les clôtures ne peuvent dépasser 2 m de hauteur.</p> <p><u>Annexes</u></p> <p>Elles seront réalisées avec des matériaux apparents en harmonie avec ceux du bâtiment principal. L'emploi de matériaux de type tôles ondulées est interdit.</p> <p><b>ARTICLE 1AU12 - AIRES DE STATIONNEMENT</b></p> <p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des</p>
---	--

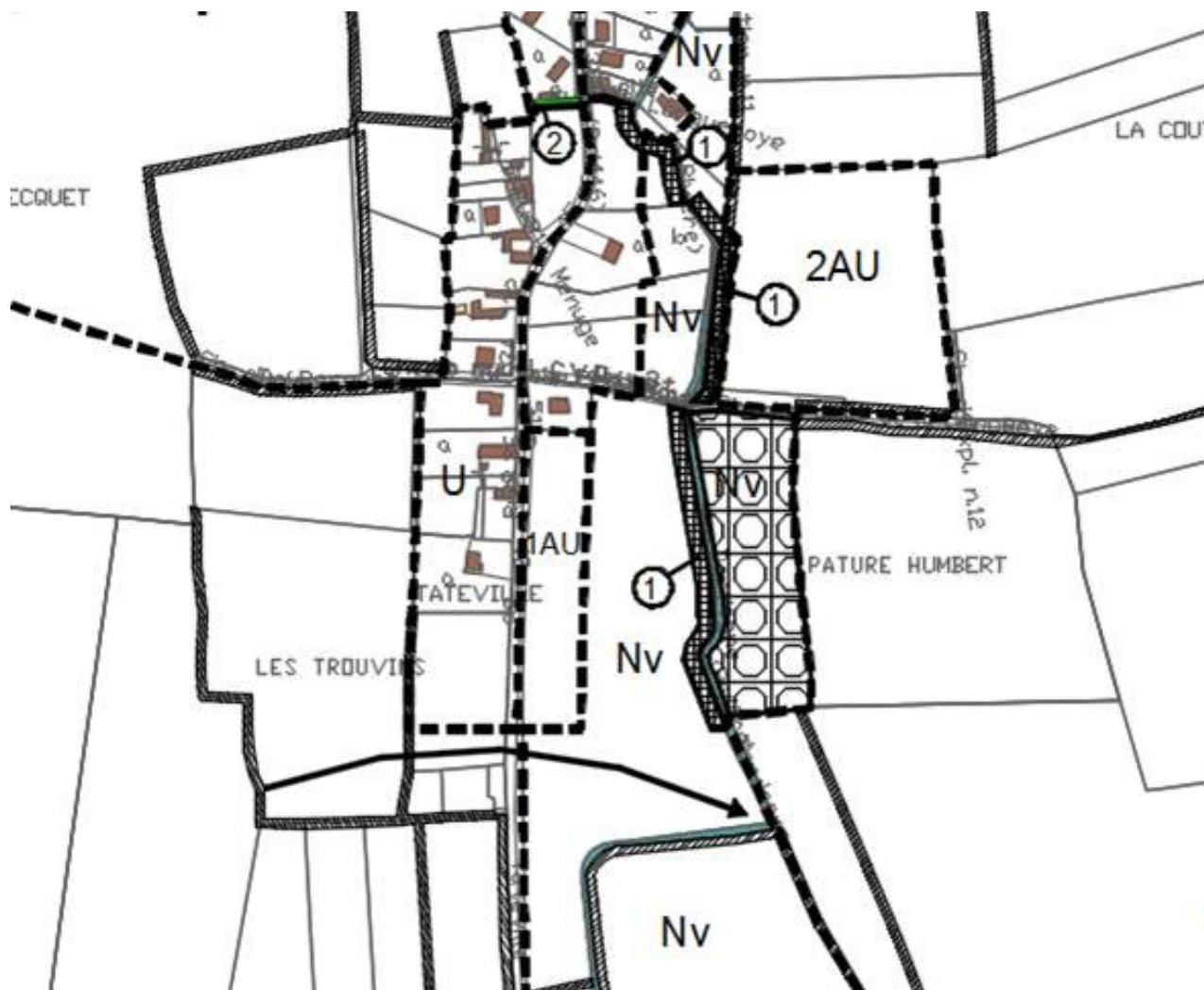
<p>Sur limites séparatives, les clôtures ne peuvent dépasser 2 m de hauteur.</p> <p><u>Annexes</u> Elles seront réalisées avec des matériaux apparents en harmonie avec ceux du bâtiment principal. L'emploi de matériaux de type tôles ondulées est interdit.</p> <p><b>ARTICLE 1AU12 - AIRES DE STATIONNEMENT</b></p> <p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.</p> <p><u>Normes applicables aux divers modes d'occupation des sols</u></p> <p><u>1.Constructions à usage d'habitation</u> Il est exigé deux places de stationnements par logement (garage compris) hormis pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat. Lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, il est exigé une place de stationnement par logement.</p> <p><u>2.Autres constructions</u> Il est exigé de réaliser des aires de stationnement et d'évolution conformes aux besoins du personnel, des visiteurs et de l'exploitation.</p> <p><b>ARTICLE 1AU13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS</b></p> <p>En cas de clôture végétale, on utilisera de préférence des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.</p> <p><u>Obligation de planter</u> 1.Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément. 2.Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes.</p> <p><u>SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DES SOLS</u></p> <p><b>ARTICLE 1AU14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS(C.O.S.)</b></p> <p>Les possibilités d'occupation des sols sont celles qui résultent de l'application des articles 3 à 13.</p>	<p>constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.</p> <p><u>Normes applicables aux divers modes d'occupation des sols</u></p> <p><u>1.Constructions à usage d'habitation</u> Il est exigé deux places de stationnements par logement (garage compris) hormis pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat. Lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, il est exigé une place de stationnement par logement.</p> <p><u>2.Autres constructions</u> Il est exigé de réaliser des aires de stationnement et d'évolution conformes aux besoins du personnel, des visiteurs et de l'exploitation.</p> <p><b>ARTICLE 1AU13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS</b></p> <p>En cas de clôture végétale, on utilisera <b>obligatoirement</b> des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.</p> <p><u>Obligation de planter</u> 1.Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément. <b>2.Un arbre de haute tige devra être planté pour 200m<sup>2</sup> d'espace de pleine terre.</b> 3.Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes.</p> <p><u>SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DES SOLS</u></p> <p><b>ARTICLE 1AU14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS(C.O.S.)</b></p> <p><b>Non réglementé</b></p>
---	--

### III. Modification du plan de zonage

Dans le cadre de la procédure de modification de droit commun portant sur le secteur d'OAP, la réduction du périmètre de cette dernière impacte le plan de zonage. La nouvelle délimitation est, par répercussion, retranscrite au plan de zonage afin d'être rendue effective et avoir une valeur opposable.

*Zonage avant modification de droit commun*





## Partie 4 - Dossier d'enquête publique

### 4.1 : Organisation de l'enquête publique

4.1.1 : Arrêté portant organisation de l'enquête publique

4.1.2 : Certificats d'affichage

4.1.3 : Photographies des affichages

4.1.4 : Parutions

### 4.2 : Procès-Verbal de synthèse

### 4.3 : Mémoire en réponse de la CA2BM

### 4.4 : Rapport d'enquête publique

### 4.5 : Conclusions et avis du commissaire enquêteur



<b>Numéro de l'acte</b>	<b>2022-16</b>
<b>Nature de l'acte</b>	<b>ARRETE</b>
<b>Matière de l'acte</b>	<b>2.1 Documents d'urbanisme</b>

**Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Longvilliers**

**Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu le SCOT approuvé par délibération du syndicat mixte du Montreuillois en date du 30 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2021-36 en date du 25 février 2021 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 03 mars 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000064/59 en date 20 mai 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Monsieur Claude MONTRASIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment d'adapter le règlement de l'OAP et des dispositions du règlement écrit ;
- Considérant que l'avis de la commune est favorable sans réserve, que la chambre d'agriculture a émis un avis réservé en date du 04 avril 2022 et que les autres retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;
- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 03 mai 2022 ;

## ARRETE

**Article 1 – Objet de l'enquête :** Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Longvilliers du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

**Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique :** Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie de Longvilliers, sur le terrain objet de la modification rue de Tateville et au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois. Les affiches seront visibles et lisibles des voies publiques, et seront conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>).

**Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur :** Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

**Article 4 – Identité de la personne responsable du projet :** Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno COUSEIN, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

**Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale :** Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

**Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement :** Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

**Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations :** Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Longvilliers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 (clôture de l'enquête).

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Longvilliers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Longvilliers, 28 rue de Tateville, 62630

Longvilliers (tel : 03.21.90.71.79) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie de Longvilliers et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication du présent arrêté.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr) du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus.

Les observations pourront également être adressées par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public). Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

**Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur :** Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Longvilliers pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 27 juin 2022 de 09h00 à 12h00**
- **Mercredi 06 juillet 2022 de 09h00 à 12h00**
- **Mardi 19 juillet de 15h00 à 18h00**
- **Vendredi 29 juillet 2022 de 14h00 à 17h00**

**Article 9 – Suites de l'enquête publique :** A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

**Article 10 – Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Article 11 – Exécution du présent arrêté :** Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le commissaire enquêteur,

- Monsieur le maire de Longvilliers,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,
- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,  
Le 03/06/2022

**Le Président,**

**Bruno COUSEIN**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220603-ARRETE2022-16-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2022

Montreuil-sur-Mer, le 14/06/2022

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Arrêté du Président n° 2022-16 en date du 03 juin 2022 portant engagement de l'organisation de l'enquête publique dans le cadre de la modification du PLU de la commune de Longvilliers**

-----

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2022-16 du 03 juin 2022 portant engagement de l'organisation de l'enquête publique dans le cadre modification du PLU de la commune de Longvilliers à partir du 07 juin 2022 **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Longvilliers, le 17 juin 2022

-----

## Certificat d'affichage

-----

**Arrêté du Président n° 2022-16 en date du 03 juin 2022 portant organisation de l'enquête publique  
de la modification du PLU de la commune de Longvilliers**

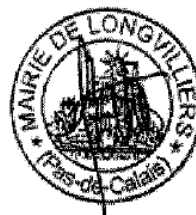
-----

Le Maire de la commune de Longvilliers,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2022-16 du 03 juin 2022 portant organisation de l'enquête publique concernant la modification du PLU de la commune de Longvilliers à partir du 07 juin 2022  
**en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Maire  
Philippe PETIT



Le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI), éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

## Organisation de l'enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Longvilliers

### Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-16 en date du 03 juin 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Longvilliers du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

### Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

### Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Longvilliers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Longvilliers, 28 rue de Taberville, 62630 Longvilliers (tel : 03.21.90.71.79) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie de Longvilliers et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

### Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documentations-publiques/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documentations-publiques/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public). Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Longvilliers les jours et heures suivants :

- Lundi 27 juin 2022 de 09h00 à 12h00
- Mercredi 06 juillet 2022 de 09h00 à 12h00
- Mardi 19 juillet 2022 de 15h00 à 18h00
- Vendredi 29 juillet 2022 de 14h00 à 17h00

### Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête toutes les observations et propositions déposées par le public seront consultables sur le site internet Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr)) et sur le registre mis à disposition au siège de l'enquête.

### Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM (11/13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer). Les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur seront présentés en conférence des maires afin de valider les amendements éventuels. Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié. Les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.







LE CARNET

Avis de décès

LILLE

Sylvie DELASSUS, Catherine MOHR, ses filles, Nicole FOURNIER, Agnès MOHR, et leurs conjoints, Ses petits-enfants, et leurs conjointes et conjoints, Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de


**Madame Hélène MOHR**  
**née Chaja Esther CETER**

survenu à Lille, le 3 juin 2022, à l'âge de 90 ans.

Ses funérailles auront lieu le mercredi 8 juin 2022, au cimetière de Lille-Sud (porte des 400 Maisons, rue de l'Asie), à 14 h 30.

Vos messages par mail à : leomohr@gmx.fr

**Pompes Funèbres Générales Lille Masséna**  
**54, Rue Masséna- 59000 LILLE 03.20.03.03.16**



SAINT-OMER-CAPELLE

« Malgré ton immense courage et ta volonté, ton combat pour la vie s'est achevé. Là où tu es, tu continueras de veiller sur nous, comme tu l'as toujours fait. »

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

**Monsieur Léon CARON**  
**Courtier Agricole**  
**Ancien Adjoint au Maire**  
**Ancien Trésorier des Anciens Combattants**  
**Vice-Président du Comité des Fêtes**  
**de Saint-Omer-Capelle**

survenu à Saint-Omer-Capelle, le lundi 6 juin 2022, à l'âge de 80 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 juin 2022, à 15 heures, en l'église de Saint-Omer-Capelle, suivie de l'inhumation au cimetière de Tilques, dans le caveau de famille. Réunion à la porte de l'église à 14 h 50. L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Notre-Dame des Ardent priez pour lui !

Dans l'attente de ses obsèques, Monsieur CARON repose à la maison funéraire 95 rue Edmond Dupont, à Audruicq, où la famille recevra de 15 heures à 19 heures.

Ni plaques, ni fleurs artificielles, s'il vous plaît.

De la part de :

Marie-Thérèse CARON-LURETTE son épouse, Franciane et Yves sa cousine et son cousin dévoués, Emilie et Geoffrey sa fille de coeur dévouée, Henri CARON †, Jules CARON † et Thérèse LEULIETTE, Marie-Paule et Edmond † HERMANT-LURETTE, Jean-Marie LURETTE et Ghislaine THYRET ses frères, beaux-frères et belles-soeurs, Ses filleuls, Ses cousins et cousines de la famille CARON-RAMBUR et LURETTE-BEAUCHAMP, et de la Somme, Ses neveux et nièces, Tous ses amis et voisins, Muriel et Emilie ses kinésithérapeutes, Nathalie et Emilie ses infirmières, Laetitia LAMBERT son médecin traitant, La pharmacie des 2 Eglises, L'association de l'ADMR d'Audruicq et Oye-Plage.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62162 Saint-Omer Capelle - 257, rue Mabilbe

**PF BRICHE-RABOTEAU - SARL JP DELROCQ et Fils**  
**62162 SAINT-OMER-CAPELLE 03.21.35.56.68**

SAINT-MARTIN-LEZ-TATINGHEM

Le Seigneur a accueilli dans sa paix et sa lumière

**Monsieur Guy BEZUT**  
**Employé de "Arc International"**

décédé à Lille, le mardi 7 juin 2022, dans sa 59e année.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 10 juin 2022, à 10 heures, en la Chapelle Sainte-Croix (La Valeur) de Longuenesse, suivies de l'incinération au crématorium de Réty. Ses cendres seront déposées au cimetière des Bruyères, dans le caveau de famille.

Réunion en la chapelle à 10 heures. L'offrande en fin de cérémonie tiendra lieu de condoléances.

De la part de : Joëlle et Patrick CHARLES-BEZUT, Georges BEZUT son parrain, Nicolas et Sophie BEZUT-LECOCQ, Cathy et Jean-Pierre COSSARD-BEZUT, Christophe BEZUT, Joë et Patricia BEZUT-RENARD, Jacob et Catherine BEZUT-RENARD, Yvan et Fabienne BEZUT-VIVIER ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,

Et toute la famille.

Prière de n'apporter ni plaques, ni fleurs artificielles.

Monsieur Guy BEZUT repose à la Maison Funéraire Audomaroise Noël Humbert-Bailleul, 1, rue Roger Salengro à Longuenesse ouverte de 9 heures à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62500 Saint-Martin-lez-Tatinghem - 84, rue de Calais.

Condoléances et témoignages sur [www.pf-humbertbailleul.fr](http://www.pf-humbertbailleul.fr)

**Pompes Funèbres Noël HUMBERT-BAILLEUL**  
**133, rue de Dunkerque - 62500 SAINT-OMER**  
**03.21.98.01.26**

LEGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

VIE JURIDIQUE DES SOCIETES

Divers

  
**Groupe ActionLogement**

**AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le

**Lundi 20 juin 2022 à 10 heures**  
**aux Jardins de la Matelote – 5 Hameau de Terlincthun**  
**à BOULOGNE SUR MER.**

Cette assemblée aura pour ordre du jour :

1. Lecture du rapport du conseil d'administration pour l'exercice clos au 31 décembre 2021
2. Lecture des rapports des commissaires aux comptes
3. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2021 – distribution de dividendes - quitus aux administrateurs – affectation du résultat
4. Constatation de la variation de capital intervenue durant l'exercice 2021
5. Approbation des conventions réglementées
6. Autorisation de contracter les emprunts nécessaires à la réalisation des programmes
7. Nomination, cooptation et/ou renouvellement de mandats d'administrateurs
8. Pouvoirs

Pour la bonne organisation et pour que l'Assemblée Générale se déroule dans de bonnes conditions, il est indispensable pour nous de connaître le nombre de personnes. Merci de nous faire part de votre présence par mail à [vsauwal@flandreopalehabitat.fr](mailto:vsauwal@flandreopalehabitat.fr). Les procurations transmises par voie électronique sur le site internet de la société peuvent valablement parvenir à celle-ci jusqu'à 15 heures, la veille de la réunion. Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites adressées au conseil et auxquelles il sera répondu lors de l'assemblée, dans les conditions prévues par la loi et les statuts de la société, et qui pourront être envoyées à l'adresse électronique suivante : [vsauwal@flandreopalehabitat.fr](mailto:vsauwal@flandreopalehabitat.fr) au plus tard le 3ème jour ouvré précédant l'assemblée générale.

Le conseil d'administration

  
**Groupe ActionLogement**

**AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le

**Lundi 20 juin 2022 à 10h00**  
**Aux Jardins de la Matelote – 80 bd Sainte Beuve**  
**62200 BOULOGNE SUR MER**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport du conseil d'administration pour l'exercice clos au 31 décembre 2021,
2. Lecture des rapports des Commissaires aux Comptes,
3. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2021, affectation du résultat ; distribution de dividendes, quitus aux mandataires,
4. Renouvellement des mandats des administrateurs et modification d'administrateurs,
5. Approbation des conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de Commerce et à l'article L. 423-10 du Code de la Construction et de l'Habitation,
6. Texte des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire
7. Pouvoirs en vue des formalités

Pour la bonne organisation et pour que l'Assemblée Générale Ordinaire se déroule dans de bonnes conditions, il est indispensable pour nous de connaître le nombre de personnes. Merci de nous faire part de votre présence par mail à [vsauwal@flandreopalehabitat.fr](mailto:vsauwal@flandreopalehabitat.fr). Les procurations transmises par voie électronique sur le site internet de la société peuvent valablement parvenir à celle-ci jusqu'à 15 heures, la veille de la réunion. Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites adressées au conseil et auxquelles il sera répondu lors de l'assemblée, dans les conditions prévues par la loi et les statuts de la société, et qui pourront être envoyées à l'adresse électronique suivante : [vsauwal@flandreopalehabitat.fr](mailto:vsauwal@flandreopalehabitat.fr) au plus tard le 4ème jour ouvré précédant l'assemblée générale.

Le conseil d'administration

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Enquêtes publiques

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**  
**DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS**  
**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Longvilliers

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-16 en date du 03 juin 2022, de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Longvilliers du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Longvilliers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Longvilliers, 28 rue de Tateville – 62630 Longvilliers (tel : 03.21.90.71.79) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie de Longvilliers et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public).

Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Longvilliers les jours et heures suivants :

- Lundi 27 juin 2022 de 09h00 à 12h00
- Mercredi 06 juillet 2022 de 09h00 à 12h00
- Mardi 19 juillet 2022 de 15h00 à 18h00
- Vendredi 29 juillet 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur). L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.



LA VOIX DU NORD

CHER ABONNÉ

Contactez votre Service Clients

Par téléphone en appelant le

**03 66 880 200**

Accès non surcoûté

Vous avez une question concernant votre abonnement ?

Par mail : [serviceclients@lavoixdunord.fr](mailto:serviceclients@lavoixdunord.fr)

Par courrier : **La Voix du Nord - Service Clients**  
**CS 10 549 - 59023 LILLE Cedex**



ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021  
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT  
pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

- tarification au caractère
- Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)
- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
- Procédures collectives
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Longvilliers

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-16 en date du 03 juin 2022, de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Longvilliers du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRASIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Longvilliers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Longvilliers, 28 rue de Taveville - 62630 Longvilliers (tel : 03.21.90.71.79) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie de Longvilliers et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public: [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public).

Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme:

<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr) ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Longvilliers les jours et heures suivants :

- Lundi 27 juin 2022 de 09h00 à 12h00

- Mercredi 06 juillet 2022 de 09h00 à 12h00

- Mardi 19 juillet 2022 de 15h00 à 18h00

- Vendredi 29 juillet 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignment des observations.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

CONSTITUTION

Par ASSP en date du 23/05/2022, il a été constitué une SAS dénommée: CAMPAGNE & CHOCOLAT. Sigle : C&C. Siège social : 11 allée menuge 62630 LONGVILLIERS. Capital : 8000 €. Objet social : Fabrication et commercialisation de Chocolats. Présidente : Mme GIMENEZ Laurence demeurant 5 ave des Pyrénées 77270 VILLEPARISIS élue. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BOULOGNE-SUR-MER.

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Marie-Hélène WAQUET, Notaire associé à SAINT-OMER (62500), 16 à 20, Rue des Epéers, CRPCEN : 62088, le 30 mai 2022, Monsieur Joël Gilbert BUTIN, retraité, et Madame Jeanine HOUCARD, retraitée, demeurant ensemble à ARQUES (62510) 4 rue Loucheur prolongée, mariés à la mairie de ARQUES (62510) le 19 juillet 1975 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, ont adopté le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale au survivant ne prenant effet qu'au décès de l'un d'eux. Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois à compter du présent avis et devront être notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier en l'Etude de Maître Waquet, notaire à Saint-Omer, où domicile a été élu à cet effet.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime au tribunal de grande instance compétent. Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil : Me WAQUET

LIQUIDATION

SARL HURTREL DIDIER en liquidation au capital de 25916,32 euros - 16 route de Rupembert 62126 Wimille, RCS 408 424 141 Boulogne sur Mer. Lors de l'AGE du 31/12/2018, les associés de la SARL HURTREL ont approuvé les comptes définitifs de la liquidation qui a été faite suite à la dissolution décidée le 01/06/2018. Ils ont constaté la clôture de la liquidation et ont déchargé Mr HURTREL Didier de son mandat de liquidateur. En outre, ils ont donné quitus de sa gestion. Tous les comptes relatifs à cette liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer.

Pour avis et mention, Le liquidateur

ANNONCES

AGRICULTURE

MATERIEL

■ Vds épandeur à fumier 5 T Benne 5 T Remorque 5 T Pulvérisateur Berthond Mack 12 Butoir fraise Baselier 75 Planteuse PDT 4R. Tél. 06 37 99 97 67.

PRODUIT AGRICOLE

■ POULES PONDEUSES, plein air de réforme. 2 euros pièce, 10 achetées + 1 gratuite. F.Ternynck à Herzele. Tel: 03 28 27 67 74 ou 06 51 19 52 26.

ANIMAUX

■ Vous partez en vacances! Confiez-nous votre animal de compagnie. Pension et promenades au Château gris. Centre professionnel depuis plus de 20 ans 62830 Tingry. Tel: 03 21 32 75 29.

Le journal de Montreuil Les Échos du Touquet de Berck Le Réveil

Habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas-de-Calais

Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution

Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA

Le Journal de Montreuil créé en 1831

CPPAP 1225 C 89216

Le Réveil de Berck créé en 1880

CPPAP 1225 C 89217

Les Echos du Touquet créé en 1957

CPPAP 0922 C 79931

Édités par la Société Nouvelle Nord Littoral S.A. au capital de 193.936 euros



Président

Marien Bonieux

Directeur général et directeur de la publication

Eric Lepers

Rédacteur en chef

Frédéric Petronio

Chef de rédaction

Mathieu Vergoin

Chef de rédaction adjoint

Gauthier Byhet

Rédaction

[redaction@lesechosdutouquet.fr](mailto:redaction@lesechosdutouquet.fr)

[corrier@lereveildeberck.fr](mailto:corrier@lereveildeberck.fr)

Publicité

[dparisi@lavenirdelartois.fr](mailto:dparisi@lavenirdelartois.fr)

Publicité extra-locale

PHR Nord - GIE F.N.H.

03.21.01.66.00 - 07.82.45.21.68

[sbasset@presseflamande.fr](mailto:sbasset@presseflamande.fr)

Annonces légales - Nécrologie

Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90

[sylvie.montuy@nordlittoral.fr](mailto:sylvie.montuy@nordlittoral.fr)

entrepreneurs.legales.info

Petites annonces

11, rue Simoneau

62202 Boulogne-sur-Mer Cedex

Tél. 03.21.87.88.87

Abonnement - Service clients

03.66.89.04.14

Groupe Nord Littoral

CS 10549 - 59023 Lille Cedex

[serviceclientshebd@nordlittoral.fr](mailto:serviceclientshebd@nordlittoral.fr)

Imprimerie

Presse Flamande, 5, rue du Milieu

B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression de ses journaux le groupe Rossel!

La Voix opte pour des matériaux respectueux de l'environnement et une gestion durable de ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le recyclage du papier.

Provenance du papier : France. Taux moyen de fibres recyclées autour de 80%. La fabrication de ce journal a généré l'émission de 81g de CO2 par exemplaire. Tous les papiers utilisés sont certifiés PEFC (fibres issues de forêts gérées durablement). Ce journal peut être recyclé : pensez au tri.

LE TRI + FACILE

PEFC PEFC07-32-375

AUTOMOBILE

AUTOMOBILE

■ Particulier VENDS CLIO 2020, 1700 km certifié. Toutes options. Gris métallisé. Prix : 13 000 euros.

Tel : 06 07 29 76 42.

■ VDS 208 E HDI, mars 2013, 5 ch. Turbo. 163 000 km. 7200 euros à débattre. Noir. A débattre. Tel : 06 24 38 21 67.

■ Vds Audi A6 dans l'état, année 2003 : 1 200€. Tél. 06 38 50 16 10.

BONNES AFFAIRES

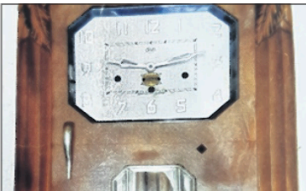
ACHATS DIVERS



■ Achète anciens objets militaires guerre 14-18/39-45 Indochine et Algérie. M. Guche 06 52 68 81 82.



■ Antiquité Brocante Guche à Metereen achète meubles et objets anciens. Débaras maison. Tél. 06 52 68 81 82.



■ Achète carillons des années 50/60 de marque ODO, Westminster, même hors d'usage, à partir de 400€, paie comptant. Je me déplace. M. Marteau 06 68 86 07 36.



■ Achète violons, violoncelles, contrebasses même sans cordes ou mauvais état, saxophones SELMER tous modèles (1 000€ et +) même incomplet ou à réparer. M. Fernand 06 61 09 30 47.



■ Achète ancien mobilier de jardin en éternit, jardinière, salon en ciment imitation tronc d'arbre, fontaine, vases et statues de jardin (marbre, fonte, terre cuite...) même cassées. M. Desbrières 07 84 66 07 26.



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 400€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé. Tél. 06 60 61 78 60.



■ Recherche ancien saxophone SELMER, clarinette, ancien violon, violoncelle. Tél. 06 95 60 34 70.



■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80. Tél. 06 95 60 34 70.



■ Recherche ancien carillon mural de marque ODO WESTMINSTER, même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.



■ Collectionneur rachète carillon Westminster ODO Vedette, toutes marques, même cassé. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé au 06 60 61 78 60.

VENTES DIVERSES

■ Vds un cendrier 10 cm, et un vase 23,5 cm Cristal d'Arques. Tél. 06 13 10 52 08.

DIVERS



■ Achète bijoux anciens au plus haut cours. Montre bracelet, gousset même cassée, débris, or dentaire, monnaies même étrangères argent et or. M. Carré 06 05 01 81 20.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Avec [actulegales.fr](http://actulegales.fr), vous consultez GRATUITEMENT les annonces légales de moins d'un an

Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises

Légale express

VOTRE NOUVEAU SITE D'ANNONCES LÉGALES

[entrepreneurs.legales.info](http://entrepreneurs.legales.info)

LES +

- + FACILE
- + RAPIDE
- + PRATIQUE

ATTESTATION DISPONIBLE DE SUITE CONSEILLÈRE À VOTRE DISPOSITION



Isabelle au 06 20 68 28 92 et Sylvie au 06 13 98 48 90

Le Réveil Les Échos Montreuil Sémaine Indicateur

LE TRI + FACILE

PEFC PEFC07-32-375

**Procès-Verbal de Synthèse**  
**« Des Observations du Public »**

**Objet** : -E. P- Modification du PLU de la commune de LONGVILLIERS.

**Références** : Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 juin 2022.

-Articles R.123-18 du Code de l'Environnement.

-L.123-1 et suivants du code de l'Environnement.

L'Enquête s'est déroulée du lundi 27 juin 2022 au Vendredi 29 juillet 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs.

Le registre d'enquête a été clôturé et signé par le Commissaire Enquêteur à l'expiration de l'enquête le 30 juillet 2022.

Conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Environnement « le commissaire enquêteur rencontre le responsable du projet dans la huitaine et lui communique les observations du Public ».

**Contributions, Observations sur le Registre d'Enquête Publique à la Mairie de LONGVILLIERS.**

**04 personnes** se sont présentées à la **permanence d'accueil** du C.E. (2 couples).

**01 personne** s'est présentée à la mairie de Longvilliers **en dehors des permanences d'accueil du public** par le C.E, (pour consulter le dossier).

(Aucune observation ni proposition n'a été formulée par courriel, courrier ou par la remise de document, au cours de cette enquête).

**-02 contributions** ont été déposées sur le Registre d'Enquête lors des permanences du Commissaire Enquêteur.

**R.E mercredi 6 juillet 2022 :**

**M. SIMON, Michel et Mme HANQUEZ, Marie-Paule** retraités demeurant 51 rue de Tateville à Longvilliers (maison située à l'angle de la rue de Tateville et Impasse de la Couture). Ils prennent connaissance du dossier d'Enquête.

« Concernant la modification, le nouveau projet de constructions est plus adapté par rapport au précédent dans l'OAP du PLU actuel. Il y a eu des inondations dans la commune et notamment à cause du débordement du cours d'eau « la Dordonne » et du ruissellement. Le fait de diminuer la partie constructible contribuera à la sécurité à l'intégration paysagère et empêchera les nuisances sonores. Nous ne sommes pas défavorables au futur projet après modification.

Nous avons subi une fois une inondation minime du sous-sol il y a quelques années. Des aménagements hydrauliques ont permis de limiter les risques ».

R.E Le mardi 19 juillet 2022

Mme RONGA-MARGOLLÉ, Marie-Christine, accompagnée de son mari, M. RONGA, André demeurant 10 rue de Recques à Longvilliers.

« « « Je possède un terrain sur lequel a été construit un hangar en 1996 destiné au stockage de **matériel agricole\***-parcelle N° 276a rue Pecqueux. Au cours de l'année 2006 nous avons fait réaliser en accord avec la commune un branchement eau-électricité en vue d'une construction future. Il n'y avait pas à cette époque de Plan d'Occupation des Sols. Je considère qu'à l'époque ce terrain pouvait être constructible une fois viabilisé. Lorsque j'ai voulu faire une demande de construction en 2012, j'ai appris que ce terrain était en zone agricole (A) et non constructible. Je n'habitais pas dans le secteur et je l'ai appris lors d'une conversation avec M. Le Maire. Le but de ma visite ce jour est que ce terrain devienne constructible » » ».

*(Vous m'avez avisé que l'objet de l'enquête en cours ne concerne pas le zonage du PLU mais une modification partielle du PLU de 2007 de la commune. Vous me précisez qu'actuellement un PLUIH est élaboré par la CA2BM et vous m'invitez à me rapprocher de cet établissement).*

Le vendredi 29 juillet 2022 Mme RONGA-MARGOLLÉ, Marie-Christine et son mari se présentent à nouveau à la permanence d'accueil du C.E. Mme RONGA Marie-Christine souhaite rajouter dans sa déposition précédente après **matériel agricole\***

**\*« Matériel agricole de Plaisance (verger-potager) ».**

Le présent Procès-verbal de Synthèse est adressé à M. le Président de la CA2BM en Montreuillois le Mardi 02 août 2022 à 09H00. Le Président de la CA2BM dispose d'un délai de 15 jours à compter de ce jour 02 Août 2022 pour présenter sous forme d'un mémoire en réponse ses observations éventuelles.

A MONTREUIL sur Mer, Le 02 août 2022 à 09h00

Le Président de la CA2BM  
Montreuillois.

M.COUSEIN, Bruno



Le Commissaire Enquêteur  
M.MONTRAISIN, Claude

## Mémoire en réponse de la CA2BM des observations du public

Type de contribution	Numéro	Prénom et NOM	Date de réception	Objet	Réponse
Registre	1	Monsieur Michel SIMON Madame Marie-Paule HANQUEZ	06/07/2022	« Concernant la modification, le nouveau projet de constructions est plus adapté par rapport au précédent dans l'OAP du PLU actuel. Il y a eu des inondations dans la commune et notamment à cause du débordement du cours d'eau « la Dordonne » et du ruissellement. Le fait de diminuer la partie constructible contribuera à la sécurité à l'intégration paysagère et empêchera les nuisances sonores. Nous ne sommes pas défavorables au futur projet après modification. Nous avons subi une fois une inondation minimale du sous-sol il y a quelques années. Des aménagements hydrauliques ont permis de limiter les risques ».	Cette remarque n'appelle pas de réponse
Registre	2	Madame Marie-Christine RONGA-MARGOLLE Monsieur André RONGA	19/07/2022	« Je possède un terrain sur lequel a été construit un hangar en 1996 destiné au stockage de matériel agricole-parcelle N° 276a rue Pecqueux. Au cours de l'année 2006 nous avons fait réaliser en accord avec la commune un branchement eau-électricité en vue d'une construction future. Il n'y avait pas à cette époque de Plan d'Occupation des Sols. Je considère qu'à l'époque ce terrain pouvait être constructible une fois viabilisé. Lorsque j'ai voulu faire une demande de construction en 2012, j'ai appris que ce terrain était en zone agricole (A) et non constructible. Je n'habitais pas dans le secteur et je l'ai appris lors d'une conversation avec M. Le Maire. Le but de	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourra toutefois être inscrite sur le registre du PLU de la CA2BM.

## Mémoire en réponse de la CA2BM des observations du public

				ma visite ce jour est que ce terrain devienne constructible » (Vous m'avez avisé que l'objet de l'enquête en cours ne concerne pas le zonage du PLU mais une modification partielle du PLU de 2007 de la commune. Vous me précisez qu'actuellement un PLU est élaboré par la CA2BM et vous m'invitez à me rapprocher de cet établissement).	
Registre	2 (complément)	Madame Marie-Christine RONGA-MARGOLLE	29/07/2022	Madame Marie-Christine RONGA-MARGOLLE est venue à la permanence afin de compléter son observation précédente. Elle a voulu qu'il soit rajouté à sa contribution : après matériel agricole "Matériel agricole de Plaisance (verger-potager) "	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourra toutefois être inscrite sur le registre du PLU de la CA2BM.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

<p align="center"><b>RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE</b></p>	<p>Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE N°E22000064/59 en date du 20/05/2022.</p> <p>Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 juin 2022.</p>
<p align="center"><b>OBJET DE L'ENQUETE</b></p>	<p>Modification de droit commun du PLU de la commune de LONGVILLIERS (62).</p>
<p align="center"><b>COMMISSAIRE ENQUETEUR</b></p>	<p>Claude MONTRAISSIN.</p>



NUMERATION	THEME	PAGE
I	<b><u>GENERALITES</u></b>	5
I.1	Préambule.	5
I.2	Situation géographique.	5
I.3	Contexte du projet.	7
I.4	Cadre Juridique.	7
II	<b><u>OBJET de L'ENQUETE</u></b>	8
II.1	Présentation du PLU de la Commune de Longvilliers.	8
II.2	Nature des Modifications envisagées du PLU de la commune. Enjeux-Objectifs.	11
II.3	Compatibilité de la modification avec les documents d'Urbanisme, et de Planification.	21
III	<b><u>COMPOSITION DU DOSSIER</u></b>	23
III.1	Consultation et Avis des P.P.A.	25
IV	<b><u>ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE</u></b>	27
IV.1	Désignation du commissaire enquêteur.	27
IV.2	Modalité de l'enquête publique.	27
IV.3	Information du public.	30
IV.4	Climat de l'enquête.	30
IV.5	Clôture de l'enquête.	30
V	<b><u>OBSERVATIONS DU PUBLIC</u></b>	31
V.1	Relations comptables et analyse des observations.	31
V.2	P.V. De synthèse des observations et Mémoire en Réponse.	32
VI	<b><u>CONCLUSIONS DU RAPPORT</u></b>  (05 Annexes)	32

## **ANNEXES**

<b><u>ANNEXE 1</u></b>	-La Décision de désignation du C.E N° E 22000064/59 en date du 20 mai 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE.
<b><u>ANNEXE 2</u></b>	-L'Arrêté portant organisation de l'Enquête Publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Longvilliers de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 juin 2022.
<b><u>ANNEXE 3</u></b>	-Les Photocopies des insertions dans la presse de l'Avis d'Enquête Publique « Voix du Nord » « Le Réveil de Montreuil » en date du Mercredi 08 juin 2022 et du Mercredi 29 juin 2022.
<b><u>ANNEXE 4</u></b>	-1 Certificat d'affichage de l'Avis d'Enquête Publique de la Mairie de Longvilliers. -Photocopies des Clichés photographiques des lieux d'affichage de l'Avis d'Enquête publique. -Photocopie de la page de garde du Bulletin municipal de Longvilliers mois de Juillet 2022 avec insertion article sur l'EP.
<b><u>ANNEXE 5</u></b>	-P. V de synthèse des Observations du Public en date du 02/08/2022 et Mémoire en Réponse.

## **LEXIQUE**

Loi ALUR	Loi pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové.
CA2BM	Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.
C.E	Commissaire Enquêteur.
DDTM	Direction Départementale des Territoires de la Mer.
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.
EP	Enquête Publique.
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale.
MRAE	Mission Régionale d'Autorité Environnementale.
OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation.
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable.
PAPI	Programme d'Action et de Prévention du Risque d'Inondation.
PLU	Plan Local d'Urbanisme.
PLUI H	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'Habitat.
PPA	Personnes Publiques Associées.
PPRN	Plan de prévention des Risques Naturels.
SAGE	Schéma D'Aménagement et de Gestion des Eaux.
SDAGE	Schémas Directeurs D'Aménagement et de Gestion des Eaux.
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
Loi SRU	Loi Solidarité Renouvellement Urbain

## **I-GENERALITES**

### **I.1 Préambule :**

Par Arrêté N° 2021-36 en date du 25 février 2021, M. Le Président de la Communauté d'Agglomération des deux Baies en Montreuillois (CA2BM), après avoir recueilli l'avis favorable de la Commission N° 2 du 07 janvier 2021, décide conformément à l'article L 153-37 du Code de l'Urbanisme d'engager la procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Longvilliers (62).

La nécessité de procéder à la modification du PLU se justifie :

-En raison de l'évolution urbaine de la commune de Longvilliers et de la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme.

-De la prise en compte des risques d'inondation qui impactent l'implantation définie sur l'O.A. P rue de Tateville lors de l'élaboration le 07/12/2007 du PLU de la commune.

Cette modification du PLU concerne l'O.A. P de la zone à urbaniser (1AU). « Le périmètre de cette zone est impacté par une diminution de sa surface et le déclassement de la partie arrière en Zone Naturelle (N), et entraîne une diminution du nombre de logements et l'adaptation du règlement du PLU ».

Elle fait l'objet de la présente enquête publique qui s'inscrit dans le cadre de l'article L 153-41 du Code de l'Urbanisme :

« « Lorsque le projet de modification a pour effet : « 3° (de l'article -Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser » » ».

*Le projet d'aménagement est réadapté en fonction de la forme de la zone et de la prise en compte du risque d'inondation à proximité.*

Elle vise à proscrire toute construction aux abords du cours d'eau « [la Dordonne](#) » et constitue une mesure de prévention destinée à protéger les personnes et les biens contre les éventuelles inondations, coulées de boues, crues provoquées notamment par les débordements du cours d'eau lors d'évènements pluvieux particulièrement importants...

L'Enquête s'est déroulée du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022(33 jours consécutifs).

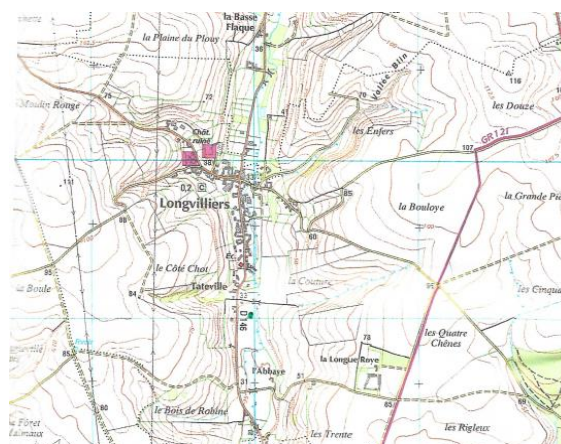
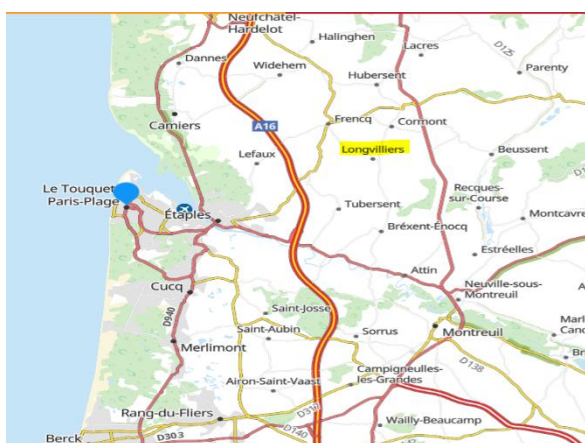
### **I.2 Situation géographique :**

Située dans la Région des Hauts de France dans le département du Pas de calais, **LONGVILLIERS** (62) est une commune rurale d'une superficie de 11km<sup>2</sup> pour une population globale de 251 habitants soit 23 habitants/Km<sup>2</sup>.

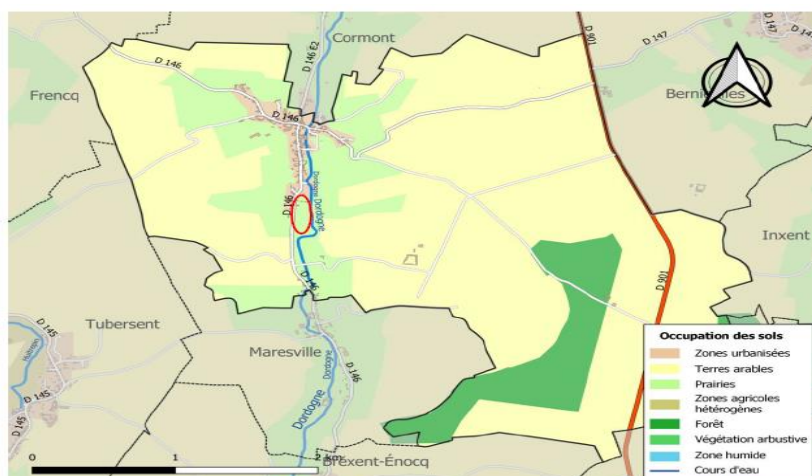
Longvilliers, fait partie du canton de Berck sur Mer dans l'arrondissement de Montreuil sur mer. Elle est traversée par le cours d'eau [la Dordonne](#), affluent de [la Canche](#), qui prend sa source à Cormont (62) et se jette dans [la Canche](#) à Brexent Enocq (62) après avoir parcouru 8 kms environ.

Le territoire de la commune présente un relief très marqué avec des pentes importantes génératrices d'axes de ruissellement pouvant présenter des risques d'inondations et de coulées de boue. Ces axes doivent être préservés de toute construction afin de permettre le libre écoulement des eaux pluviales et de ne pas aggraver la situation pour les terrains situés en amont ou à proximité.

L'urbanisation s'est développée en fond de vallée qui a connu un développement de boisements le long de [la Dordogne](#) qui peut créer des retenues d'eau qui peuvent impacter les habitations à proximité.



Le territoire majoritairement occupé par les terres agricoles cultivées occupe 86 % environ de la superficie totale de la commune. Il convient de préserver l'activité agricole.



### I.3 Contexte du Projet :

Initialement la commune de LONGVILLIERS (62) faisait partie de la communauté de communes Mer et Terre d'Opale et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 elle est rattachée à la Communauté d'agglomération des 2 baies en Montreuillois créée le 31/08/2016- avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2017. La CA2BM regroupe 46 communes issues de la fusion de la communauté de communes du Montreuillois, de la communauté de commune Opale Sud et Mer et Terres d'Opale et dont le siège se situe à Montreuil sur mer.

La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU) N° 2000-1208 du 13/12/2000, a remplacé le Plan d'Occupation des Sols (POS) par Le Plan Local, d'Urbanisme (PLU) encadré par le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT).

Deux lois élargissent les thématiques du PLU et initient le PLUI :

-La loi Grenelle -II- 2010-788 du 12/07/2010 portant engagement national pour l'environnement

-La loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové N° 2014-366 du 24 Mars 2014 qui renforce la volonté de travailler à une échelle intercommunale

La CA2BM est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. (Documents d'urbanisme).

Les élus de la commune de LONGVILLIERS sollicitent le lancement de la procédure de modification du PLU actuel de la commune élaboré le 07 décembre 2007.

Un PLUI H est actuellement élaboré à l'échelle du territoire intercommunal. Il remplacera à termes les documents d'urbanisme en vigueur et notamment le PLU de LONGVILLIERS.

### I.4 Cadre Juridique :

La procédure d'Enquête Publique est conduite conformément aux prescriptions suivantes :

#### **Le Code de l'environnement** :

-Articles: L 123-1 à L 123-19 - R 123-1 à R 123-27 (E.P).

#### **Le Code de l'Urbanisme** :

-Articles : L 153-36 à L 153-48-R 104-8 -R 153-20 et suivants.

-Article L 153-41 du Code de l'Urbanisme :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

**3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;**

« L'amendement de certaines dispositions des règlements écrits et graphiques est susceptible de limiter les possibilités de construire. La procédure est soumise à cet article ».

-R 153-20 à R 153-22.

-Le Décret N° 2011-2018 du 29/12/2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

-L'Ordonnance N° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

-Le Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.

-La Décision de désignation du Commissaire Enquêteur N° E22000064/59 du 20 /05/2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille.

-L'Arrêté de l'organisation de l'E.P N° 2022-16 en date du 03 juin 2022 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

**II-OBJET DE L'ENQUETE :**

La modification du PLU est requise lorsque l'EPCI décide de modifier le règlement les OAP ou le programme d'orientations et d'actions (*Art L 153-36 du code de l'urbanisme*).

**II.1 Présentation du PLU de la commune de LONGVILLIERS.**

Le PLU de la commune de LONGVILLIERS a été approuvé le 07/12/2007.

Il constitue le principal document de planification de l'urbanisme de la commune et représente un projet global d'aménagement du territoire de la commune. Il respecte les principes énoncés aux articles L 101-1 à L 101-3 du code de l'urbanisme.

*« La commune a décidé d'engager une procédure d'élaboration de son document d'urbanisme afin de répondre à un manque de disponibilité foncière (terrains à bâtir), à une volonté de structurer son développement autour d'un projet global d'aménagement, et à la nécessité de prendre en compte les risques naturels sur la commune ».*

Le plan local d'urbanisme comprend : Article L 151-2 du Code de l'Urbanisme.

**Un rapport de présentation** (L 151-4 Code. Urbanisme).

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement.

**Un projet d'aménagement et de développement durables** -PADD- (L 151-5 Code. Urbanisme).

Le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme de paysage, de protection des espaces naturels agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques et également concernant l'habitat les transports et les déplacements les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial le développement économique et les loisirs retenus pour l'ensemble de l'EPCI ou de la commune.

Il s'agit au travers du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de planifier le développement du territoire

**4 axes :**

**1/Préserver une architecture remarquable et identitaire du Boulonnais.**

**2/Assurer un développement mesuré et cohérent du village.**

**3/Maintenir des paysages variés et de qualité.**

**4/Prendre en compte l'environnement et l'activité agricole.**

*« « « Limiter les risques d'inondation et préserver les axes de de ruissellement : Les abords de la Dordonne présentent par endroit des risques d'inondation. La topographie est également à l'origine d'axes de ruissellement importants. Le projet communal doit renforcer cette prise en compte des risques » » ».*

**Des orientations d'aménagement et de programmation** : (Articles L151-6 à L151-7-2 Code. Urbanisme).

Les OAP comprennent avec Le PADD des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat les transports les déplacements ...Elles définissent en cohérence avec le PADD un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des

zones à urbaniser et de réalisation des équipements correspondant à chacune d'elles le cas échéant, et également les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de ville, le patrimoine, favoriser la densification et assurer le développement de la commune.

## 2 zones sont concernées par des OAP :

**1/** La zone située à l'entrée de la commune au sud de Longvilliers le long de la RD 146.

Elle concerne la Zone 1AU (**OBJET DE LA PRESENTE MODIFICATION ENVISAGEE**)

Et définit :

La Desserte de la zone et des nouvelles constructions en zone 1AU :

Le Traitement des clôtures.

Le Traitement des abords de [la Dordonne](#).

Les Orientation des faîtages.

**2/** Les Zones secteur des abords de [la Dordonne](#) rue de Recques

Deux zones d'urbanisation future 2AU

*Ces Zones d'urbanisation future constituent des possibilités de développement à long terme du territoire de la commune. L'ouverture à l'urbanisation est soumise à modification du document d'urbanisme. **(NON CONCERNEES PAR LA PRESENTE MODIFICATION ENVISAGEE)***

*« « « La Zone 2AU n'a fait l'objet d'aucun projet d'aménagement ni d'acquisition foncière au bout de 9 ans depuis sa création. Elle sera considérée comme Zone Naturelle et ne pourra plus être ouverte à l'urbanisation sauf engagement d'une procédure de révision du PLU (Loi ALUR 2014-366 du 24/03/2014) - (à aborder éventuellement dans le cadre de l'élaboration du PLU H de la CA2BM en cours) » » ».*

**Un règlement** : (Articles L151-8 à L151-42-1 Code. Urbanisme) un règlement écrit + Un règlement graphique (ou plan de zonage)

Il fixe en cohérence avec le PADD les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L 101-1 à L 101.3.

Il délimite les zones urbaines, ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.

Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.

La zone Urbaine : Zone U mixte de moyenne densité à vocation d'habitat et de services.

Un secteur Ui identifiant une zone urbaine présentant des risques d'inondation.

Les zones à urbaniser : ZONE 1AU : zone mixte d'urbanisation future à court et moyen terme Cette zone est destinée à être ouverte à l'urbanisation. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de cette zone sont suffisants pour desservir les constructions à implanter. Le secteur classé en zone **1AU** fait l'objet d'une orientation particulière d'aménagement opposable.

ZONE 2 AU : zone mixte d'urbanisation future à long terme.

ZONE A : zone destinée à l'activité agricole.

**ZONE N** : zone naturelle de protection des sites et des paysages, des bois et des forêts à préserver. La zone **N** est une zone de protection, motivée par la qualité des sites, espaces ou milieux naturels et les paysages, ainsi que la protection du risque d'inondation. L'exploitation des terres pour l'agriculture peut s'y poursuivre.

Un secteur **N** identifiant les espaces naturels de la commune.

Un secteur Np zone naturelle de préservation des paysages présente un intérêt particulier pour l'entité paysagère de la commune.

**Un secteur Nv, zone naturelle de préservation du fond de vallée de la Dordonne.**

Un secteur NI, zone naturelle de loisir.

Un secteur NH reprenant l'habitat isolé.

**Des annexes.** Article L151-43 Code. Urbanisme)

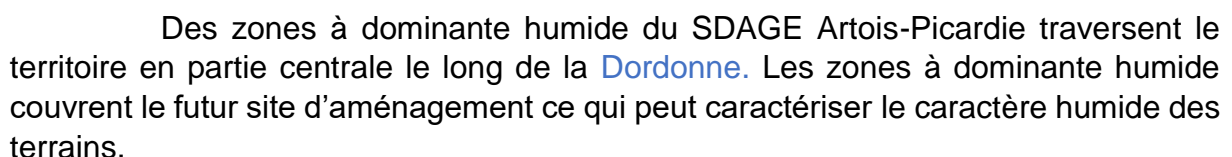
Les PLU comportent en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par Décret en Conseil d'Etat.

**II-2 Nature des Modifications envisagées du PLU de la commune - Enjeux-objectifs :**

Le bassin versant de la Canche est un territoire particulièrement sensible aux risques d'inondation.

La commune de LONGVILLIERS est concernée par de nombreux Arrêtés de catastrophe naturelle liés à des inondations ou des coulées de boue dans la vallée de la **Dordonne** : **Été 2009, fin novembre 2009, mai 2010 : octobre-novembre 2012.** (Pour les plus récents).

Ces axes doivent être préservés de toute construction afin de permettre le libre écoulement des eaux pluviales et de ne pas aggraver la situation actuelle, notamment pour les terrains situés en amont ou à proximité.



La récurrence des épisodes d'inondation a fait émerger la nécessité d'une démarche coordonnée et cohérente à l'échelle du bassin versant entier, qui se concrétisa par la réalisation d'un **Programme d'Actions** et de **Prévention des Inondations** (PAPI) porté par le Syndicat Mixte Canche et Authie (Symcéc).

Ce **P**rogramme d'**A**ctions et de **P**révention des **I**nondations d'intention de la Canche a été labellisé le 6/11/2014 par la Commission Mixte Inondation ; la signature Convention cadre a été signée le 25/06/2015.

Le Plan d'Actions de Prévention des Inondations est un outil contractuel entre les collectivités locales et l'Etat, qui décline un ensemble d'actions visant à réduire l'aléa ou la vulnérabilité des personnes et des biens de manière progressive, cohérente et durable.

Parmi les objectifs stratégiques du PAPI de la Canche figurent :

*- La Poursuite et l'amélioration de la connaissance de fonctionnement hydraulique du bassin versant de la Canche » Mieux connaître les milieux-Caractériser les aléas dans les zones d'enjeux identifiées sur le territoire du PAPI (ruissellements, débordements fluviaux...) pour réduire efficacement la vulnérabilité et proposer des solutions adaptées aux enjeux de territoire (personnes, biens, agriculture) ».*

*-Des actions sur l'aléa ruissellement et sur l'aléa débordement en adoptant un niveau de protection cohérent entre rentabilité économique des ouvrages et impacts hydrauliques. « Poursuivre les efforts des collectivités menés en faveur de la maîtrise des ruissellements et de l'érosion des sols. (Agronomie, hydraulique douce) et compléter ce dispositif par les ouvrages semi-structurant et rentables économiquement ».*

Le comité de pilotage du PAPI de la Canche a validé le 5/12/2019 le programme d'actions. Le PAPI complet se déroule sur une période de 6 ans -2021-2027-et suivant un calendrier de mise en œuvre définie dans chaque fiche \*d'actions.

\*« « -Se préparer à faire face à l'inondation (connaissance du risque, surveillance et prévision, alerte et gestion de crise, en matière d'urbanisme prise en compte du risque dans les documents, réduction de la vulnérabilité).

\*-Réduire les aléas (ralentissement des écoulements, aménagement des ouvrages de rétention, ouvrages de protection) » » ».

Des travaux hydrauliques ont été réalisés dans le sous bassin de [la Dordonne](#). De nombreuses fascines ont été aménagées à Longvilliers au niveau des Cavins (Cavin de la Couture notamment) de manière à assurer une meilleure gestion des eaux de ruissellement dans ces secteurs.

Ces structures permettent une retenue des eaux de ruissellement et une meilleure répartition des infiltrations. Elles permettent également de limiter le phénomène d'érosion des sols.

*« « « Il est à noter qu'un Plan de Prévention des Risques Naturels (ruissellement, coulées de boue et inondations) a été prescrit à l'échelle de la commune de Longvilliers le 30/10/2001 mais n'a jamais été approuvé et n'a donc pas de valeur opposable » » ».*

Cette modification du PLU objet de la présente Enquête Publique intervient afin de prendre en compte des enjeux liés à un risque d'inondation, lequel concerne en partie la zone actuellement opposable.

L'enjeu de La modification est d'assurer la protection des personnes et des biens dans le cadre de la lutte contre les inondations,

L'objectif est de revoir l'aménagement de l'entrée sud de la zone urbanisée de la commune initialement déterminée dans le PLU de 2007 pour prendre en compte les risques par la mise en œuvre de dispositifs de précaution et des moyens de prévention conformément à la charte de l'environnement - Loi constitutionnelle N° 2005-205 du 01/03/2005- « « « (**Article 1er.** Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé. **Article 2.** Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement. **Article 3.** Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences. ... (10 articles) » » ».

Le projet d'aménagement est donc revu en conséquence et adapté au nouveau périmètre de la zone et aux enjeux qui y sont présents.

La présente modification du PLU de la commune de Longvilliers concerne l'**OAP** de la Zone **1 AU**. Elle consiste à

**1/La réduction du périmètre de la zone 1 AU (déclassement de la partie arrière de la zone en zone Nv).**

La zone concernée se situe au sud de la commune de LONGVILLIERS, en bordure de la RD 146 rue de Tateville et Impasse de la Couture (cadastre ZA61) aux abords de [la Dordogne](#). (**Clichés, Plan ci-dessous**).

Le terrain d'une superficie de 44080m2 appartient à M et Mme DELAPORTE, Jean-Philippe demeurant dans la commune. Il est actuellement en terre cultivée (culture du blé tendre l'hiver).

Aucun aménagement relatif à l'OAP de la zone 1AU n'a été réalisé depuis l'élaboration du PLU de la commune le 07/12/2007.





^

### **Parcelle 1AU rue de Tateville concernée par la Modification. (^)**

La modification du périmètre de l'OAP engendre une modification du plan de zonage. Le périmètre de la zone 1AU est réduit afin de rendre effectif et opposable ce nouveau périmètre.

Une superficie de 25814m<sup>2</sup> (avec voiries) du terrain de M et Mme DELAPORTE Jean Philippe se trouve en zone **1AU** avant la modification. La zone **1AU** sera d'une superficie de 9471m<sup>2</sup> (avec voiries) après modifications.

L'évolution de l'OAP sur la zone 1AU entraîne des modifications des dispositions applicables aux zones 1AU afin d'adapter le projet aux enjeux.



**Zone 1AU avant modification.**



**Zone 1AU après modification.**

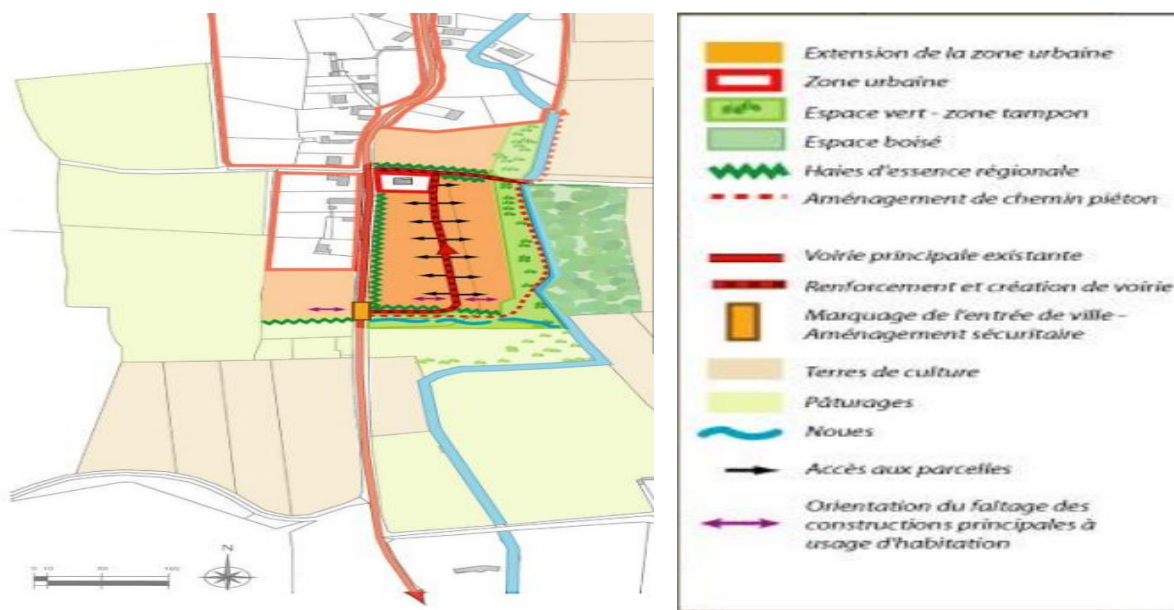
(Déclassement en zone **Nv**)

La Zone **N** n'admet aucune construction. L'absence d'artificialisation des sols à proximité du cours d'eau ne sera que bénéfique aux terrains qui pourront assurer un rôle de barrière naturelle en cas de ruissellement.

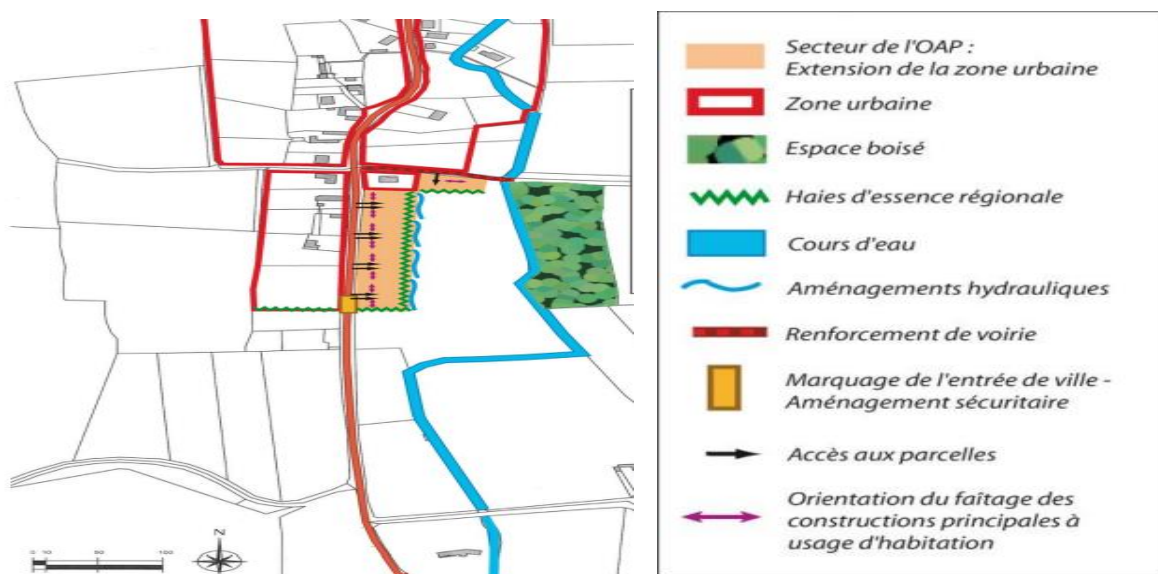
## 2/Adaptation du projet du nouveau périmètre d'aménagement - diminution du nombre de logements-

Initialement l'OAP prévoyait l'aménagement de **13** logements. Le déclassement d'une partie de la parcelle **1AU** en **N** réduit la possibilité de constructions de logements à **09** au lieu de 13.

L'aménagement initial prévoyait, la réalisation d'une voie interne de desserte, une zone tampon d'une largeur de 10m minimum depuis les abords de la **Dordonne** libre de toute construction...le traitement des clôtures, l'orientation des faîtages...



**Avant modification** : Aménagement initialement prévu de la parcelle **1AU** -OAP du PLU.



**Après modification** : Aménagement après déclassement de la parcelle **1AU** en **Nv**.

- Une construction est prévue Impasse de la Couture avec renforcement de la voirie.
- La desserte des parcelles s'effectuera, depuis la rue de Tateville avec un accès pour deux parcelles, et Impasse de la Couture, avec marquage et sécurisation à l'entrée sud de Longvilliers (véhicules et piétons).
- Les haies des fonds de jardins, et sur le secteur 1 AU seront constituées d'essences locales.
- Le Cadrage relatif aux toitures sera orienté dans le respect du contexte du bâti existant « insertion paysagère ».

**Constat du C.E : La construction prévue Impasse de la Couture se situe sur le plan de zonage après modification, en zone Nv (plans de zonage ci-dessus et croquis).**

#### Adaptation du règlement :

Il délimite les zones urbaines, ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits, ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.

Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.

Des ajustements sont portés en cohérence avec la modification de l'OAP sur la Zone 1AU et permettront de rendre opposable certaines mesures à respecter tels que la prise en compte des risques, l'intégration paysagère et l'aspect des constructions.

#### Dispositions applicables au règlement écrit « modifié » du PLU suite à l'évolution de l'OAP sur la zone 1AU :

##### **« Chapitre 1 -Dispositions applicables aux zones 1AU »**

##### **Section 1- Nature de l'occupation et de l'utilisation des sols :**

##### **-Occupations et utilisations soumises à des conditions particulières :**

##### **-Article 1AU2-**

##### **Règlement actuel**

##### **Suppression de la disposition du règlement :**

Les constructions principales devront avoir leur premier plancher 0,50 mètres au minimum et 1 mètre au maximum au-dessus du niveau du sol naturel avant aménagement.

## **Règlement après modification**

### **Nouvelles Dispositions :**

**Le niveau des constructions doit être 0,20m au-dessus du niveau de la route afin de prévenir des risques d'inondation dues au ruissellement des eaux pluviales.**

Section 2-Conditions d'occupation des sols :

-Superficie des terrains :

**-Article 1AU5-**

### **Règlement actuel**

Suppression de la disposition du règlement :

En l'absence de réseau d'assainissement collectif ou dans l'attente d'implantation de celui-ci, le permis de construire ne pourra être délivré que sur un terrain d'une superficie suffisante pour assurer l'assainissement des constructions présentes sur la parcelle après avis des services gestionnaires.

## **Règlement après modification**

**Non règlementée.**

-Emprise au sol :

**-Article 1AU9-**

### **Règlement actuel**

Suppression de la disposition du règlement :

Le coefficient d'emprise au sol défini par le rapport entre la projection au sol des surfaces bâties et la superficie totale de l'unité foncière ne peut dépasser 0,50.

## **Règlement après modification**

Article 1AU9 -Emprise au sol

**Non règlementée.**

-Hauteur des constructions :

**-Article 1AU10-**

## **Règlement après modification**

### **Dispositions ajoutées dans le règlement**

**Le niveau des constructions doit être 0,20m au-dessus du niveau de la route afin de prévenir des risques d'inondation dues au ruissellement des eaux pluviales.**

*-Aspect extérieur des constructions et aménagements de leurs abords :*

### **-Article 1 AU11-**

#### **Les toitures :**

#### **Règlement actuel** 1<sup>er</sup> paragraphe.

Pour les constructions principales à usage d'habitation : \*La pente principale des toitures devra être comprise entre 45 et 55° par rapport à l'horizontale. \*Les toitures seront constituées de matériaux de type tuiles. \*Ces tuiles seront nécessairement de teinte rouge et de préférence en terres cuites. \*Les tuiles vernissées et les tuiles canales sont interdites.

L'utilisation de matériaux transparents (verres, polycarbonate...) est autorisée pour la réalisation de vérandas. Pour les constructions à usage d'habitation, les toitures-terrasses sont interdites

## **Règlement après modification**

\*Suppression des dispositions du règlement actuel.

\*remplacées par les nouvelles dispositions :

- Pour les constructions principales à usage d'habitation \* Les toitures devront être composées de 2 pans dont le degré de pente est situé entre 45 et 55° par rapport à l'horizontale. Les toitures seront constituées de tuiles en terre cuite, dans des teintes rouge/orangée.

L'utilisation de matériaux transparents (verres, polycarbonate...) est autorisée pour la réalisation de vérandas. Pour les constructions à usage d'habitation, les toitures-terrasses sont interdites.

#### **Règlement actuel** :

Pour les autres constructions 3<sup>ème</sup> paragraphe : Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m<sup>2</sup> \*de surface hors œuvre brute.

## Règlement après modification

Pour les autres constructions : Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m2 **\*d'emprise au sol**.

**Commentaire du C.E : Dans le Dossier de Modification « Le Règlement modifié » Article 1AU 11-Les Toitures : Le 3ème paragraphe n'a pas été modifié : Il est toujours mentionné -de surface hors œuvre brut au lieu d'emprise au sol.**

## Les clôtures

### Règlement après modification

#### Nature des clôtures

#### Dispositions ajoutées dans le règlement

**Pour assurer l'intégration paysagère, les clôtures devront obligatoirement comporter des haies végétales composées d'essences locales, doublées ou non d'une grille, grillage ou autre dispositif à claire-voie, avec ou sans mur bahut.**

*- Espaces libres et plantations :*

**-Article 1 AU 13-**

#### **Règlement actuel :**

En cas de clôture végétale, on utilisera **\*de préférence** des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.

### Règlement après modification

En cas de clôture végétale, on utilisera **\*obligatoirement** des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.

#### Obligation de planter

#### **Règlement actuel :**

1/Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément.

\*\*

2/ Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes.

### **Règlement après modification :**

1/Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément.

**\*\*2/Un arbre de haute tige devra être planté pour 200m<sup>2</sup> d'espace de pleine terre**

3/ Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes.

*-Section 3 : Possibilité Maximum d'Occupation des sols*

*-Coefficient d'occupation des sols :*

**-Article 1 AU 14-**

### **Règlement actuel :**

\*Les possibilités d'occupation des sols sont celles qui résultent de l'application des articles 3 à 13.

### **Règlement après modification :**

\*Suppression des dispositions du règlement actuel

Remplacées par :

**Non règlementée.**

« « « La loi ALUR N° 2014-366 du 27 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (art.158) supprime le Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ainsi que la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles dans le règlement du PLU. (Constituait un frein à la densification).

## **II.3 Compatibilité de la Modification avec les documents d'urbanisme PLU, SCOT et de planification, SAGE :**

### **Compatibilité avec le PLU**

LE PADD DU PLU de la commune détermine 4 axes Ces axes prévoient plusieurs orientations et actions incluses à l'aménagement notamment :

### **D'Assurer un développement mesuré et cohérent du village :**

**-S'appuyer sur la Dordonne pour en faire un axe central de la commune.**

A très long terme dans le centre, les 2 versants de la Dordonne pourront être urbanisés. La Dordonne devient alors un axe central ont il faut favoriser les perceptions depuis les espaces publics. (Sera révisé au PLUi en cours d'élaboration).

-Renforcer le centre et maintenir la coupure dans l'urbanisation.

La localisation des zones de développement devra s'inscrire dans une volonté de renforcer le centre bourg. La zone 1AU bien que diminuée forme désormais une opération linéaire en sortie sud de zone urbanisée à proximité des équipements publics communaux.

-Définir des Orientations d'Aménagement assurant un développement cohérent.

La zone 1AU voit son schéma modifié et les dispositions réglementaires doivent nécessairement évoluer. Une OAP demeure sur ce secteur.

-Favoriser les opérations d'ensemble intégrées au tissu existant.

L'opération souhaitée s'imbrique dans le tissu urbanisé existant et en continuité de la partie urbanisée. Le périmètre a simplement été réduit. Il s'agit d'une opération d'ensemble.

-Renforcer l'interface entre [la Dordonne](#) et ses espaces urbanisés.

La réduction de la Zone 1AU dans sa profondeur permet de prendre en compte les risques et de valoriser les aspects paysagers.

**De Maintenir des paysages variés et de qualité :**

-Eviter la banalisation de l'entrée du village.

L'opération est située rue de Tateville à l'entrée du village ; l'enjeu est de proposer de la cohérence dans l'urbanisation future du secteur. Les orientations des faîtages et les toitures valorisent l'entrée sud du village.

**Prendre en compte l'environnement et l'activité agricole :**

Limitier les risques d'inondation et préserver les axes de ruissellement.

Les abords de [la Dordonne](#) présentent par endroit des risques d'inondation. La topographie est également à l'origine d'axes de ruissellement important. Des structures ont déjà été mis en place pour favoriser la retenue des eaux. Le projet communal doit renforcer cette prise en compte des risques. L'évolution de l'OAP intervient afin d'assurer plus de sécurité aux personnes et aux biens.

**Le SCOT :**

La commune de Longvilliers est intégrée au périmètre du SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois approuvé le 30/01/2014.

Parmi les objectifs majeurs du SCOT figure la prise en compte se la gestion des risques dans les modes d'urbanisation et de développement de l'urbanisation.

**« Risque d'inondation par débordement de cours d'eau... »**

Le risque d'inondation implique la nécessité d'intervenir sur l'implantation des constructions et l'organisation de la voirie de façon qu'elle n'aggrave pas le

contexte de risque en constituant des obstacles ou en augmentant le ruissellement. Le PLU met en œuvre les dispositions du PAPI.

Il convient de préserver les éléments du paysage qui ont un rôle hydraulique (haies bocagères, talus, zones humides...)

A l'issue d'un bilan à 6 ans afin d'évaluer l'atteinte ou non des objectifs du SCOT, il a été décidé de prescrire la révision complète du SCOT. Au niveau du bassin versant de la Dordogne 239 ouvrages (haies fascines) ont été aménagés.

La procédure de PLUI H actuellement en cours se superpose sur la même période de temps à celle de la révision du SCOT. Les procédures sont complémentaires.

### **Le SAGE :**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Canche a été approuvé par le Préfet du Pas-de-Calais le 3 octobre 2011 (SAGE) (Révision le 10/05/2021)

« Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains » enjeu majeur du SAGE. Compatible avec les dispositions de SDAGE Artois-Picardie « 2022-2027 » :

-Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables-.

Les dispositions du SAGE fixent des objectifs pour prévenir les risques notamment dans la planification de l'aménagement du territoire dans le cadre des documents d'urbanisme.

Les dispositions demandent que les enjeux de développement des territoires respectent le bon fonctionnement hydraulique des bassins versants et n'aggravent pas les risques d'inondation.

Le Programme d'Action et de Prévention du Risque d'Inondation (PAPI) apparaît comme une réponse pertinente aux besoins des acteurs du bassin versant de la Canche.

### **III-COMPOSITION DU DOSSIER**

Le dossier soumis à l'enquête publique est conforme à la législation en vigueur: (Article R.123-8 du Code de l'Environnement):

Le Dossier du projet de modification du PLU comprend:

- Une notice explicative -Art. R 151-5 du Code de l'Urbanisme-
- Les pièces du PLU modifiées : Le règlement graphique, le règlement écrit et les OAP.
- Le compte-rendu de l'examen conjoint des PPA.

## **Le Dossier Administratif:**

### **Le lancement de la procédure:**

-L'Arrêté d'engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers (62) N° 2021-36 en date du 25/02/2021 de M. le Président de la CA2BM.

-Le Certificat d'affichage en date du 07/05/2021 de l'Arrêté N° 2021-36 en date du 25/02/2021 de M. le Président de la CA2BM, pendant la période du 05/03/2021 au 07/05/2021 et de M. le Maire de la commune de Longvilliers.

-Le Certificat d'affichage en date du 07/05/2021 de l'Arrêté N° 2021-36 pendant la période du 01/03/2021 au 02/04/2021 de M. le Président de la CA2BM.

-L'insertion dans la Presse le 28/04/2021 de "L'Avis au Public" du lancement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers par la CA2BM.

### **La consultation des services:**

-La consultation des services: courriers (en Recommandé avec Avis de Réception) de notification du dossier de modification de droit commun du PLU de la commune (avec lien sur le site informatique) aux PPA. (R 104-3 du code de l'Urbanisme) et à M. Le Maire de la commune de Longvilliers. (L 132-7 et L 132-9 et L 153-40 du Code de l'Urbanisme).

-Décision N°2022-6102 du 03/05/2022 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts de France, après examen au cas par cas sur la modification du PLU de la commune de Longvilliers.

**"La modification n'est pas soumise à Evaluation Environnementale".**

### **L'Organisation de l'Enquête Publique:**

-L'Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 juin 2022.

-Le certificate d'affichage de l'Arrêté du Président de la CA2BM du 14/06/2022 et du Maire de la commune de Longvilliers en date du 17 juin 2022

-Insertion dans la presse de L'Avis d'Enquête Publique (08/06/2022).

### **Le Dossier de modification:**

-La Notice explicative (pages N°1 à 32).

Le Règlement du PLU (pages N°1 à 52).

-Dispositions Générales.

-Dispositions applicables aux Zones, Urbaines.

-Dispositions applicables aux Zones A Urbaniser.

-Dispositions applicables aux Zones Agricoles.

-Dispositions applicables aux Zones Naturelles.

-Les OAP (actuelle pages N°1 à 4 et modifiée pages N° 1 à 5).

Le Règlement Modifié (pages N° 1 à 52).

### **Les Plans:**

*Le Plan de Zonage avant modification échelle: 1/5000°.*

*Le Plan de Zonage après modification.*

### **III.1 Consultation et Avis des PPA:**

Conformément à l'article 2 de l'Arrêté N° 2021-36 en date du 25 Février 2021 de M le Président de la CA2BM relatif à l'engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers, le projet de modification du PLU a été notifié avant l'ouverture de l'enquête publique conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme aux Personnes Publiques Associées (L 132-7 et L 132- 9 du Code l'Urbanisme). Il a également été notifié à Monsieur le Maire de la commune de Longvilliers et transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Les Avis émis par les PPA figurent dans le dossier mis à la disposition du public lors de cette enquête publique

### **Liste des Personnes Publiques Associées :**

-La Direction Départementale des Territoires et de la Mer à Arras.

-La Sous-Préfecture à Montreuil sur Mer.

-La Préfecture du Pas de Calais à Arras.

-La DREAL à Lille.

-La Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale à Calais.

-La Chambre des Métiers et de l'Artisanat à Saint Martin Boulogne.

-La Chambre d'Agriculture du Pas de Calais à Saint Laurent Blangy.

-Le Comité Régional de la Conchyliculture à Gouville sur Mer (50).

-Le Parc Naturel Marin à Saint Etienne au Mont.

-Le Conseil Départemental à Arras.

-Le Conseil Régional (Président +AOT -Autorisation d'Occupation Temporaire) à Lille.  
-La SNCF à Euralille.  
-L'ONF à Lille.  
Le Centre National de la propriété foncière à Paris.  
-Le Syndicat Mixte du Montreuillois.  
ET :  
-La Mairie de Longvilliers.

Les PPA ont reçu par courrier ou mail (avec A/R entre le 3 mars 2022 et le 04 avril 2022) la notification du dossier de modification de droit commun du PLU de la commune de Longvilliers avec un lien d'accès à l'ensemble des documents ; il a été précisé que l'absence de réponse avant la tenue de l'enquête publique vaudra acceptation tacite du projet.

A la date de l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du PLU de Longvilliers, le Président du Conseil Régional et le Président du Conseil Départemental ont répondu au courrier sans émettre d'Avis.

**2 PPA** ont émis un Avis sur le projet. **1/** La DREAL (La Présidente de la MRAE), **2/** Le Président de la Chambre d'Agriculture Nord Pas de Calais.

**1/** Après examen au cas par cas en application de l'Article R 104-28 du Code de l'Urbanisme

La MRAE DREAL du Nord Pas de Calais à LILLE après délibération du 03 mai 2022 décide que la modification du PLU de Longvilliers n'est pas soumise à Evaluation Environnementale.

**2/** M. le Président de la Chambre d'Agriculture Nord Pas de Calais a formulé les observations suivantes :

-Extraits-

*« « Bien que le projet conduise à la diminution de la taille de la zone et donc à une consommation foncière moindre, notre Etablissement s'interroge quant au choix de l'urbanisation projetée à savoir une extension linéaire en sortie de village.*

*La Chambre d'Agriculture tient à rappeler que les lois actuelles (Elan, Climat-Résilience...) préconisent une densification urbaine en centre bourg et interdisent les extensions linéaires. L'objectif recherché est de diminuer un peu plus l'artificialisation des sols et atteindre la « zéro artificialisation nette » des sols d'ici 2050.*

*S'agissant du classement des terrains enclavés entre la future zone et le cours d'eau « la Dordonne » la Chambre d'Agriculture tient à préciser qu'un zonage agricole n'est pas incompatible avec la protection paysagère du site ou des terrains sujets parfois à inondation. D'ailleurs notre Etablissement constate que les terrains sont actuellement exploités. Aussi nous demandons que le zonage « N » soit le strict reflet des massifs et des terrains non exploités existants sur la commune. Notre Etablissement sollicite donc un reclassement des terrains en zone agricole A.*

*En ce qui concerne les Zones de non-traitement, l'arrêté du 27/12/2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation vient poser des règles de distance de sécurité pour l'application de ces produits.*

*En particulier l'arrêté vise « les zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contigües à ces bâtiments et aux lieux accueillants des travailleurs présents de façon régulière » selon l'article L 253-8 du Code Rural. La mise en œuvre de cet arrêté impacte l'exercice de l'activité (modalités différentes sur cette distance) et génère une perte de revenu pour l'exploitant.*

*Afin d'éviter une consommation foncière induite, et limiter l'impact sur l'activité agricole notre Etablissement demande que l'OAP intègre les ZNT dans son principe d'aménagement. Nous précisons d'ores et déjà une évolution future de la réglementation. Aussi la distance pourra être adaptée en fonction de l'évolution de la réglementation.*

*Finale,ment, la Chambre d'Agriculture précise également qu'un PLUi est en cours d'élaboration sur la Communauté d'Agglomération des deux baies en Montreuillois, les droits à construire seront vraisemblablement modifiés.*

*Pour l'ensemble de ces raisons notre Etablissement émet **un avis réservé à la modification susvisée** » » ».*

---

L'Avis des autres PPA et du Maire de Longvilliers est réputé : **Favorable**.

#### **IV-ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

##### **IV.1 Désignation du commissaire enquêteur :**

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE désigne par décision N° E 22000064/59 en date du 20 mai 2022, Claude MONTRAISIN en qualité de commissaire enquêteur (**Annexe 1**).

Cette décision figure dans l'Arrêté N° 2022-16 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois à MONTREUILSUR MER du 03 juin 2022. (**Annexe 2**).

##### **IV.2 Modalités de l'enquête publique :**

Les conditions d'organisation de l'enquête Publique, la programmation des dates de permanence d'accueil du C.E ont été effectuées en concertation avec Mme CIESIOLKA, Marion, chargée de Mission de Planification à la CA2BM,

L'enquête publique s'est déroulée du **Lundi 27 juin 2022 au Vendredi 29 juillet 2022 (inclus). (33 jours)**.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public au siège de l'enquête publique à **la mairie annexe de LONGVILLIERS (62)** :

Le lundi 27 Juin 2022 de 09h00 à 12h00 (début de l'E.P).

Le mercredi 06 juillet 2022 de 09 h à 12h00.

Le mardi 19 juillet 2022 de 15h00 à 18h00.

Le vendredi 29 juillet de 14h00 à 17 h00 (dernier jour de l'E.P).

Le mardi 31 mai 2022 à 14H30 le C.E se rend à la mairie annexe de la commune de Longvilliers. Il y rencontre **M. PETIT, Philippe Maire de la commune, Mme SZCZEPANSKI, Marie secrétaire de la mairie et Mme CIESIOLKA, Marion chargée de Mission de Planification à la CA2BM.**

Après les présentations et échange des coordonnées téléphoniques et informatiques, les modalités d'organisation de l'Enquête Publique sont définies : Les dates de déroulement de l'enquête, les dates de permanences d'accueil du public et les conditions de réception du public par le C.E.

Les personnes seront reçues dans une salle de la mairie annexe fonctionnelle et accessible aux Personnes à Mobilité réduite.

Le C.E précise les conditions de gestion du Registre d'Enquête et la conduite à tenir en matière du recueil des observations par courriers et courriels Il est rappelé l'obligation de mise à disposition du public d'un ordinateur à la mairie pour la consultation du dossier et d'une version papier du dossier (dont un exemplaire sera remis au C.E). Les conditions de l'organisation de l'enquête ne soulèvent pas de question particulière.

Le projet de modification du PLU de la commune est abordée. Le PLU a été approuvé le 07 décembre 2007. La modification consiste au déclassement d'une parcelle 1AU en zone N proche du cours d'eau « La Dordonne » dans le cadre de la protection des personnes et des biens et d'adapter en conséquence le règlement écrit...

M. Le Maire évoque les inondations, coulées de boue dans la commune au cours de l'année 2012 et les différents aménagements et protections réalisés.

La parcelle (*cadastre ZA 61- Scie : 44080m2 env.*) concernée par la modification appartient à M et Mme DELAPORTE Jean Philippe agriculteurs en retraite (*Le C.E procédera à un entretien avec ces propriétaires*).

La réunion se termine à l'issue de l'évocation de questions diverses, matérielles et logistiques.

A l'issue de cette réunion Le C.E se rend en compagnie de Mme CIESIOLKA, Marion sur les lieux de la parcelle de terrain concernée en bordure de la RD 146 afin de se rendre compte de la physionomie du terrain.

Le mercredi 15 juin 2022 à 15heures30, à Longvilliers, le Commissaire Enquêteur rencontre (à sa demande) **M. et Mme DELAPORTE, Jean-Philippe** agriculteurs en retraite, demeurant à Longvilliers propriétaires de la parcelle concernée par la modification envisagée, objet de la présente enquête. Le C.E souhaite recevoir leurs éventuelles observations...

M et Mme DELAPORTE Jean-Philippe sont propriétaires depuis 1991 de la parcelle de terrain (cadastre ZA61) d'une superficie totale de 44080m<sup>2</sup> située à l'entrée sud de la commune de Longvilliers, rue de Tateville en bordure du cours d'eau « la Dordonne ». Sur ce terrain le fils de M et Mme DELAPORTE, Charles-Louis, cultive des céréales (betteraves, blé...).

Ces personnes ont connaissance de l'objet de l'enquête, notamment lors d'entretiens avec M. PETIT Philippe, Maire de la commune.

Depuis l'élaboration du PLU de la commune en 2007, le terrain en zone 1AU est dépourvu de tout aménagement de toute construction malgré de nombreux projets envisagés qui n'ont jamais pu se concrétiser pour différents problèmes liés à l'implantation, l'accessibilité, le projet de constructions de 13 logements (OAP du PLU) avec création de voirie... La répétition des inondations dans la commune a amené les autorités à prendre des mesures pour prévenir tout risque de catastrophe naturelle.

M et Mme DELAPORTE comprennent et admettent que le déclassement de la zone 1AU en zone N aux abords immédiats de La Dordonne constitue une mesure de prévention de lutte contre les inondations. (Les futures constructions seront éloignées d'un peu plus de 50m du cours d'eau).

Le projet de construction de 9 logements le long de la rue de Tateville, « dans le prolongement de la maison de M. SIMON, Michel au -N° 61- (à l'angle avec l'impasse La Couture) » (OAP envisagée après l'éventuelle modification du PLU) apparaît plus adapté à la configuration du terrain selon M et Mme DELAPORTE, Jean-Marie.

En cas de modification, Ils souhaitent que la parcelle déclassée en Zone N puisse continuer à être une zone de culture.

----

A l'issue le C.E constate la présence effective et parfaitement visible de l'affichage de l'Avis d'Enquête Publique en bordure de la parcelle concernée rue de Tateville et sur la porte vitrée de la mairie annexe de Longvilliers.

----

Pendant toute la durée de l'enquête un exemplaire du dossier d'enquête version papier a été consultable à la mairie de Longvilliers au jour et horaires d'ouverture de la mairie.

Le public a pu consulter le dossier d'enquête sur le site internet de la CA2BM : <https://www.ca2bm.fr>

Le même dossier a été consultable pendant la durée de l'enquête depuis un poste informatique à la mairie de Longvilliers aux jours et horaires habituels d'ouverture au public...

*Lors de ses permanences d'accueil du public Le C.E a constaté la présence effective de l'intégralité du dossier d'enquête sur l'ordinateur à la disposition du public.*

Toute information relative au dossier d'enquête a pu être demandée à la mairie de Longvilliers ou à la CA2BM.

Le public a eu la possibilité de consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition à la mairie, de Longvilliers siège de l'enquête. Il a pu également les adresser par voie postale au commissaire enquêteur au siège de la CA2BM ou par courrier électronique sur le site internet de la CA2BM : [commissaireenqueteu2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteu2@ca2bm.fr). Du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus.

Les observations ont pu être adressées par courriel sur le site de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public). Un lien a été mis en place rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Les observations et propositions du public pouvaient être transmises par voie postale et courriels et auraient été annexées dans le registre d'enquête.

Les observations reçues par le Commissaire enquêteur pendant ses permanences et formulées sur le site internet de la CA2BM ont été consultables sur le site [www.ca2bm.fr. rubrique urbanisme ou mise à disposition](http://www.ca2bm.fr.rubrique%20urbanisme%20ou%20mise%20a%20disposition).

« « « *Aucun courrier, courriel ou document (avec possibilité de consultation sur ce site) n'a été adressé ni remis au C.E ni à la CA2BM* » » ».

Le public a pu prendre connaissance de l'Avis d'Enquête Publique du dossier sous format numérique dans la rubrique mise à disposition du public à l'adresse suivante : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

#### IV.3 Information du public :

L'Avis d'Enquête Publique a été publié par voie de presse dans deux journaux : La voix du Nord et Le journal - Réveil - Echos -Montreuil, les mercredi 08 juin 2022 et 29 juin 2022 (Copies des Articles de presse -Annexe 3-)

Il a été affiché

Sur la porte vitrée de la mairie annexe, de Longvilliers, devant la parcelle 1AU concernée en bordure de la RD 146 rue de Tateville, et sur la porte du siège de la CA2BM à Montreuil Sur Mer (clichés photographiques -**Annexe 4**-).

« « « Le C. E a constaté l'affichage effectif de l'Avis d'E.P sur la porte de la mairie et en bordure de la RD 146 lors de ses permanences d'accueil du public à la mairie » » ».

L'enquête publique a fait l'objet d'une information de la population publiée dans le bulletin municipal de juillet 2022 de la commune de Longvilliers (Annexe 4).

#### IV.4 Climat de l'enquête :

L'enquête n'a soulevé aucune difficulté particulière. Elle s'est déroulée dans de bonnes conditions.

#### IV.5 Clôture de l'enquête :

L'enquête s'est terminée le vendredi 29 juillet 2022. Le C.E a clôturé le Registre d'Enquête à l'issue.

## **V-OBSERVATIONS DU PUBLIC**

### **V.1 Relation comptable et Analyse des observations:**

La participation du public a été très faible. (**5** personnes dont **deux** couples).

L'Information du public a été précise, complète et largement diffusée. Le public ne s'est pas manifesté lors de l'enquête sur le projet de modification du PLU de la commune.

Les habitants sont régulièrement informés par les autorités locales des projets en cours dans la commune, des actions menées en matière d'aménagements, de prévention et de protection des personnes et des biens, contre les risques d'inondations.

De plus Le PLUI H actuellement en cours d'élaboration à la CA2BM a fait l'objet d'une large communication avec la tenue de réunions publiques et mise à disposition dans les mairies (dont Longvilliers), d'un registre de concertation.

**1** personne s'est présentée en dehors des permanences du C.E pour consulter le dossier d'enquête.

**2 couples** se sont présentés au cours des permanences assurées par le C.E et ont déposé une observation sur le R.E.

(une observation déposée par les voisins immédiats de la parcelle directement concernés par la modification et favorables au Projet - Une observation ne concernait pas l'enquête en cours (cadre PLUI H).

**Aucun courrier ni courriel** n'a été adressé ni à la CA2BM ni au C.E. au cours de cette enquête.

### **Contributions sur le R.E :**

**M. SIMON, Michel et Mme HANQUEZ, Marie-Paule** retraités demeurant 51 rue de Tateville à Longvilliers (maison située à l'angle de la rue de Tateville et Impasse de la Couture). Ils prennent connaissance du dossier d'Enquête.

*« Concernant la modification, le nouveau projet de constructions est plus adapté par rapport au précédent dans l'OAP du PLU actuel. Il y a eu des inondations dans la commune et notamment à cause du débordement du cours d'eau « la Dordonne » et du ruissellement. Le fait de diminuer la partie constructible contribuera à la sécurité à l'intégration paysagère et empêchera\* les nuisances sonores. Nous ne sommes pas défavorables au futur projet après modification. Nous avons subi une fois une inondation minime du sous-sol il y a quelques années. Des aménagements hydrauliques ont permis de limiter les risques ».*

**Note du C.E :** (\* nuisances sonores : le premier projet prévoyait une voie interne de desserte qui aurait occasionnée (selon ce couple) une circulation plus importante aux abords de la propriété de M. SIMON et Mme HANQUEZ qu'ils occupent depuis 1995).

**Mme RONGA-MARGOLLE, Marie-Christine**, accompagnée de son mari, M. RONGA, André demeurant 10 rue de Recques à Longvilliers.

*« « Je possède un terrain sur lequel a été construit un hangar en 1996 destiné au stockage de matériel agricole (matériel agricole de plaisance-verger-potager) -parcelle N° 276a rue Pecqueux. Au cours de l'année 2006 nous avons fait réaliser en accord avec la commune un branchement eau-électricité en vue d'une construction future. Il n'y avait pas à cette époque de Plan d'Occupation des Sols. Je considère qu'à l'époque ce terrain pouvait être constructible une fois viabilisé. Lorsque j'ai voulu faire une demande de construction en 2012, j'ai appris que ce terrain était en zone agricole (A) et non constructible. Je n'habitais pas dans le secteur et je l'ai appris lors d'une conversation avec M. Le Maire. Le but de ma visite ce jour est que ce terrain devienne constructible » » ».*

*(Vous m'avez avisé que l'objet de l'enquête en cours ne concerne pas le zonage du PLU mais une modification partielle du PLU de 2007 de la commune. Vous me précisez qu'actuellement un PLUIH est élaboré par la CA2BM et vous m'invitez à me rapprocher de cet établissement).*

**Nota** : Mme RONGA -MARGOLLÉ, Marie-Christine a obtenu des explications verbales (de la CA2BM)

## V.2 P. V de Synthèse des Observations et Mémoire en Réponse :

Conformément à article R 123-18 du Code de l'Environnement un Procès-verbal de Synthèse des Observations du Public a été rédigé dans les huit jours après la clôture de l'Enquête Publique, le mardi 02 août 2022 et adressé à M le Président de la CA2BM en Montreuillois (remis le 02/08/2022 à Mme CIESIOLKA, Marion chargée de Mission de Planification à la CA2BM).

« La demande de Mme RONGA-MARGOLLÉ, Marie-Christine pourra être inscrite sur le Registre du PLUIH de la CA2BM ». (P.V de Synthèse des observations et Mémoire en Réponse (-**Annexe 5**-)

## VI-CONCLUSIONS DU RAPPORT

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'Arrêté de M. Le Président de la CA2BM en Montreuillois en date du 03 juin 2022. Elle n'a soulevé aucune difficulté ni problème particulier.

La mise à la disposition du dossier et du registre d'enquête a permis au public de s'exprimer et de présenter ses observations sur le projet en toute connaissance de cause.

Mme CIESIOLKA, Marion, chargée de Mission de Planification à la CA2BM, a répondu avec professionnalisme aux sollicitations du C.E.

Les modalités d'accueil et de logistique du Commissaire Enquêteur à la mairie de Longvilliers ont été très bonnes.

A l'issue de l'Enquête Publique, ce projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, devra être approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI- art. L153-43 du Code de l'Urbanisme-.

L'approbation de la modification du PLU intervient par délibération motivée du Conseil Communautaire -art. L153-44 du Code de l'Urbanisme.

Le rapport et les conclusions motivées du C.E. sont transmis à Monsieur Le Président de la CA2BM en Montreuillois et simultanément à Monsieur le Président du Tribunal Administratif à LILLE, le 18 août 2022.

Fait et clos le 18 Août 2022

Montraisin Claude C.E

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Claude Montraisin', written on a light blue background.

<p align="center"><b>ENQUETE PUBLIQUE CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.</b></p>	<p>Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE N°E22000064/59. en date du 20/05/2022. Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 Juin 2022.</p>
<p align="center"><b>OBJET DE L'ENQUETE.</b></p>	<p>Modification du PLU de la commune De LONGVILLIERS (62).</p>
<p align="center"><b>COMMISSAIRE ENQUETEUR.</b></p>	<p>Claude MONTRAISIN – C.E.</p>



## **1-CADRE GENERAL DE L'ENQUETE**

1.1 Présentation du cadre de l'enquête.

1.2 Objet de l'Enquête.

## **2-DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

## **3 CONCLUSIONS**

3-1Conclusions relatives à l'étude du dossier.

3-2Conclusions relatives à la concertation, et à la participation publique.

3-3 Conclusions générales.

## **4 AVIS**

## 1- CADRE GENERAL DE L'ENQUETE

### 1.1 Présentation du cadre de l'Enquête :

La présente enquête publique s'est déroulée du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022.

Elle concerne la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longvilliers (62). Elle s'inscrit dans le cadre de l'article L 153-41 du Code de l'Urbanisme et consiste à réduire la surface d'une zone à urbaniser. (Déclassement d'une partie de la zone **1AU** bordant [la Dordonne](#) affluent de [la Canche](#) en zone **N**).

Elle correspond à l'évolution du PLU et concerne l'**O**rientation d'**A**ménagement et de **P**rogrammation (OAP) de la zone **1 AU**.

L'enjeu est d'augmenter la bande de terrain inconstructible entre le cours d'eau « [la Dordonne](#) » et les futures constructions, et par conséquent de diminuer le nombre de logements prévu dans l'OAP initial, avec des aménagements hydrauliques. L'objectif est de prévenir tout risque d'inondation afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Cette modification du PLU engendre des ajustements du règlement écrit et du plan de zonage.

La CA2BM est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La procédure de modification est engagée par Arrêté N° 2021-36 en date du 25 février 2021 de M. le président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, (CA2BM) conformément à l'article L 153-37 du Code de l'Urbanisme-.

Le PLU de la commune de Longvilliers a été élaboré le 07 décembre 2007. Une Opération d'Aménagement et de programmation a été définie dans la zone à Urbaniser **1AU** le long de rue de Tateville (RD146), et de l'Impasse de la Couture. Aucun aménagement à ce jour n'a été réalisé sur la parcelle 1AU concernée.

Depuis l'élaboration de son PLU, la commune a subi des inondations qui se sont répétées et qui impactent l'implantation définie à l'époque sur l'OAP rue de Tateville.

L'évolution urbaine de la commune, et la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine et la prise en compte des risques d'inondation nécessitent la modification du PLU sans porter atteinte à l'économie générale de ce document d'urbanisme.

## 1.2 Objet de l'Enquête :

### Caractéristiques de la commune

La commune de Longvilliers à caractère rural, couvre une superficie de 11km<sup>2</sup> pour une population globale de 251 habitants et fait partie du canton de Berck sur mer dans l'arrondissement de Montreuil sur Mer. L'exploitation agricole est une activité essentielle au maintien du caractère de la commune et à la bonne gestion du territoire.

Le territoire présente une topographie très marquée avec des pentes, importantes. Le village, traversé par la rivière de [la Dordonne](#) s'inscrit dans le fond de la vallée. La [Dordonne](#) est un affluent en rive droite de la Canche, qui prend sa source à Cormont (62) et se jette dans la Canche à Brexent Enocq (62) après avoir parcouru 8 kms environ.

Le centre du village est constitué d'un tissu urbain relativement dense et développé de manière linéaire parallèle à [la Dordonne](#) le long de la rue de Tateville et le long des voies principales qui viennent se connecter à la rue de Tateville.

Des inondations par coulées de boue par suite de phénomène de ruissellement et d'érosion sont présentes au niveau des affluents de la Canche caractérisés par des versants très raides. La topographie est également à l'origine d'axes de ruissellement importants.

De nombreux arrêtés de catastrophe naturelle ont été répertoriés sur le territoire de Longvilliers (Eté 2009, fin novembre 2009, mai 2010 : octobre-novembre 2012. (Pour les plus récents). Cette thématique constitue le principal enjeu environnemental sur la commune.

La récurrence des épisodes d'inondation a fait émerger la nécessité d'une démarche coordonnée et cohérente à l'échelle du bassin versant entier, qui se concrétisa par la réalisation le 27/07/2015, d'un **Programme d'Actions et de Prévention des Inondations d'intention (PAPI)** porté par le Syndicat Mixte Canche et Authie (Symcéc).

De nombreuses fascines ont été aménagées au niveau des Cavins (Cavin de la Couture notamment) de manière à assurer une meilleure gestion des eaux de ruissellement dans ces secteurs. Ces structures permettent une retenue des eaux de ruissellement et une meilleure répartition des infiltrations. Elles permettent également de limiter le phénomène d'érosion des sols.

### Nature de la Modification

La modification de droit commun du PLU de la commune de LONGVILLIERS élaboré le 07/12/2007 entre dans le champ d'application de l'article L 153-41 du Code de l'urbanisme. Le projet a pour effet de réduire une surface à urbaniser.

L'évolution du document d'urbanisme concerne l'OAP de la zone **1 AU** programmée dans le PLU de la commune.

Le projet consiste à une opération d'aménagement en extension de la zone urbaine en continuité du tissu urbanisé.

Afin de prendre en compte les risques d'inondation qui impactent l'implantation définie à l'époque sur l'OAP rue de Tateville, La modification consiste à réduire le périmètre de la zone 1AU -déclassement de la partie arrière de la zone **1AU** en zone **N**. (avec une diminution du nombre de logements-9 au lieu de 13-).

La zone **N** n'admet aucune construction. L'absence d'artificialisation des sols à proximité de la Dordonne assure un rôle de barrière naturelle en cas de ruissellement. La réduction du périmètre de la zone **1AU** au reclassement en zone Naturelle à proximité du cours d'eau s'effectue en cohérence avec les secteurs classés en zone N sur le sud du territoire.

Le règlement de la zone **1AU** est ajusté quant aux dispositions relatives à l'aspect des constructions, aux toitures de manière à harmoniser l'habitat. Le traitement paysager vise un objectif d'intégration paysagère et priorise le végétal. Le réhaussement des constructions par rapport au niveau de la route constitue une mesure de prévention.

Les orientations des faîtages des habitations principales devront être parallèles à la rue de Tateville et Impasse de la Couture afin de respecter la cohérence du cadre bâti le long de chacune de ces voies.

« Une construction est prévue Impasse de la Couture avec renforcement de la voirie. Une desserte sera aménagée depuis la rue de Tateville avec 1 accès pour 2 parcelles, avec marquage et sécurisation à l'entrée sud de Longvilliers ».

L'objectif est d'assurer la sécurité des personnes et des biens pour la future zone d'urbanisation **1 AU** par la prise en compte des risques liés aux inondations. (Avec aménagements hydrauliques -noues- remblais en frange arrière de la zone **1 AU**).

## **2-DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE nous a désigné par décision N° E 22000064/59 en date du 20 mai 2022, en qualité de commissaire enquêteur pour effectuer l'Enquête Publique.

Cette décision figure dans l'Arrêté N° 2022-16 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois à Montreuil Sur Mer du 03 juin 2022.

Les conditions d'organisation de l'enquête Publique, la programmation des dates de permanence d'accueil du C.E ont été effectuées en concertation avec Mme CIESIOLKA, Marion, chargée de Mission de Planification à la CA2BM.

L'enquête publique s'est déroulée du **Lundi 27 juin 2022 au Vendredi 29 juillet 2022 (inclus). (33 jours).**

Nous nous sommes tenus à la disposition du public au siège de l'enquête publique à la mairie annexe de LONGVILLIERS (62) où 4 permanences d'accueil du public ont été effectuées :

Le lundi 27 Juin 2022 de 09h00 à 12h00 (début de l'E.P)

Le mercredi 06 juillet 2022 de 09 h à 12h00

Le mardi 19 juillet 2022 de 15h00 à 18h00

Le vendredi 29 juillet de 14h00 à 17 h00 (dernier jour de l'E.P

Pendant toute la durée de l'enquête un exemplaire du dossier d'enquête version papier a été consultable à la mairie de Longvilliers au jour et horaires d'ouverture de la mairie.

Le public a pu consulter le dossier d'enquête sur le site internet de la CA2BM : <https://www.ca2bm.fr>

Le même dossier a été consultable pendant la durée de l'enquête depuis un poste informatique à la mairie de Longvilliers aux jours et horaires habituels d'ouverture au public... Toute information relative au dossier d'enquête a pu être demandée à la mairie de Longvilliers ou à la CA2BM

« « « Nous avons constaté Lors de nos permanences d'accueil du public la présence effective de l'intégralité du dossier d'enquête sur l'ordinateur à la disposition du public » » ».

Le public a eu la possibilité de consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition à la mairie, de Longvilliers siège de l'enquête. Il a pu également les adresser par voie postale au commissaire enquêteur au siège de la CA2BM ou par courrier électronique sur le site internet de la CA2BM : [commissaireenqueteur2@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur2@ca2bm.fr). Du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus.

Les observations ont pu être adressées par courriel sur le site de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public). Un lien a été mis en place rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> .

Le public avait la possibilité de transmettre par voie postale et par courriels Leurs observations, propositions qui auraient été annexées dans le registre d'enquête.

Ces observations ainsi que celles reçues par le Commissaire enquêteur pendant ses permanences et celles reçues par courrier électronique étaient consultables sur le site [www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) rubrique urbanisme ou mise à disposition.

« « « Aucun courrier, courriel ou document n'a été adressé ni remis au C.E ni à la CA2BM » » ».

Le public a pu prendre connaissance de l'Avis d'Enquête Publique du dossier sous format numérique dans la rubrique mise à disposition du public à l'adresse suivante :

<https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

« « « Nous avons vérifié et constaté l'accès effectif pour le public au dossier complet et aux liens d'accessibilité pour le dépôt et la consultation des observations » » ».

L'Avis d'Enquête Publique a été publié par voie de presse dans deux journaux : La voix du Nord et Le journal - Réveil - Echos -Montreuil, les mercredi 08 juin 2022 et 29 juin 2022.

Il a été affiché au siège de la CA2BM à Montreuil Sur Mer, sur la porte vitrée de la mairie annexe de Longvilliers et en bordure de la parcelle 1AU concernée en bordure de la RD 146.

*« « Nous avons constaté l'affichage effectif de l'Avis d'E.P au siège de la CA2BM, sur la porte de la mairie et en bordure de la RD 146 à Longvilliers lors de nos déplacements et lors de nos permanences d'accueil du public à la mairie » » ».*

Un article a été publié dans Le journal municipal du mois de Juillet de la commune de Longvilliers concernant la tenue de cette Enquête Publique avec les modalités de consultation du dossier à la mairie et avec le lien de consultation sur le site informatique de la CA2BM, ainsi que les jours des permanences d'accueil du Commissaire Enquêteur, et de la mise à disposition du Registre d'Enquête.

### **3-CONCLUSIONS**

#### **3-1 Conclusions relatives à l'étude du dossier**

Le dossier mis à la disposition du public est conforme à la législation en vigueur -*article R. 123-8 du Code de l'Environnement*-.

Il se compose :

#### **-du Dossier Administratif:**

-L'Arrêté engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers (62) N° 2021-36 en date du 25/02/2021 de M. le Président de la CA2BM. (avec certificats d'affichage de l'ArrêtéCA2BM- Mairie).

-La notification du projet aux PPA et au Maire de Longvilliers (L 153-40 du Code de l'Urbanisme), le compte-rendu de l'examen conjoint des PPA.

#### **-du Dossier de l'Organisation de l'Enquête Publique:**

-L'Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-16 en date du 03 juin 2022. (avec certificat d'affichage de l'Arrêté Par le Maire).

-Insertion dans la presse de L'Avis d'Enquête Publique (08/06/2022).

-du Dossier de modification:

-La Notice explicative (Art. R 151-5 du Code de l'Urbanisme).

Le Règlement actuel du PLU

Le Règlement Modifié du PLU

(+les OAP)

Les Plans:

Le Plan de Zonage avant modification échelle: 1/5000°.

Le Plan de Zonage après modification.

Le dossier est explicite de nature à informer de manière satisfaisante le public.

*Note du C.E : » Nous constatons sur **le plan de zonage à l'échelle 1/5000° après modification**, qui se trouve dans le dossier, (également page 31 et 32 de la Notice explicative) que l'aménagement d'une construction sur la parcelle **Impasse de la Couture** à Longvilliers se situe en **zone Nv (non constructible)**.*

*Sur le croquis de l'OAP qui figure dans le dossier, **après modification**, (Pages 16, -22/32 de la Notice explicative et -page 3 de l'OAP modifiée), cette parcelle Impasse de la Couture se situe en extension urbaine (zone 1AU) en contradiction avec le plan de zonage modifié (en Zone Nv).*

*Il est par ailleurs indiqué dans l'OAP modifié, le projet de construction le long de l'Impasse de la Couture. (En Zone Nv sur le plan de zonage modifié).*

---

La procédure de modification se répercute sur différentes pièces du PLU qui doivent évoluer pour admettre l'opposabilité de la modification.

Aux vues des modifications envisagées il y a lieu d'adapter l'OAP, le règlement écrit, le règlement graphique.

## **AVANT MODIFICATION**

**L'OAP** : (PLU de la commune de Longvilliers du 07/12/2007)

L'OAP actuelle concerne la parcelle (cadastre ZA 61) appartenant à M et MME DELATTRE, Jean Marie et se situe à l'entrée sud de la commune de Longvilliers le long de la rue de Tateville (RD 146) et le long de l'Impasse de la Couture.

Elle définit des aménagements en matière de :

-Desserte de la zone et des nouvelles constructions en zone 1 AU

L'aménagement de la zone prévoit la réalisation d'une voie interne de desserte permettant l'accès à **13 nouvelles constructions** implantées au niveau de cette zone 1 AU.

-Le traitement des abords de la [Dordonne](#) :

Des zones tampon doivent être maintenues entre [la Dordonne](#) et les nouvelles constructions à usage d'habitation (**d'une largeur de 10m minimum** depuis les abords de [la Dordonne](#) libre de constructions pouvant être aménagées en espaces vert avec cheminement piéton).

-Le traitement des clôtures

Le long de la RD 146 une bande enherbée (haies constituées d'essences locales) devra être maintenue entre la chaussée et les fonds de parcelle.

-L'Orientation des faîtages :

L'orientation principale du faîtage des habitations devra être : soit perpendiculaire à la voie de desserte soit dans une orientation Est/Ouest. (Cette exigence ne s'applique pas aux annexes et extension au bâtiment principal ayant une orientation de faîtage différente).

## **APRES MODIFICATION**

### **L'OAP :**

L'OAP évolue quant à son périmètre qui est adapté afin d'éviter les risques d'inondations au titre du principe de précaution. La perméabilité des sols sur le terrain ont conduit à réduire la surface constructible Des dispositifs sont intégrés à l'aménagement futur.

La modification de l'OAP de la zone **1 AU** du PLU permet :

-D'adapter le projet au nouveau périmètre d'aménagement (diminution du nombre de logements **09** au lieu de **13**)

-D'adapter des principes d'aménagement afin de prendre en compte le risque d'inondation

*« L'OAP initiale prévoyait d'urbaniser jusqu'au cours d'eau. Les nouvelles données relatives aux risques d'inondation et à la perméabilité des sols sur le terrain ont conduit à réduire la surface constructible. La Dordonne étant localisée à proximité, une bande importante non urbanisable est préservée entre le secteur à aménager et le cours d'eau.la nouvelle l'OAP minimise l'impact des risques d'inondation.*

*Un niveau minimal est rendu obligatoire pour les constructions ; des aménagements hydrauliques et implantation de haies sont à prévoir en fond de zone à urbaniser pour assurer la gestion des eaux pluviales (fossés) ».*

Elle définit des aménagements en matière de :

**-Desserte de la zone et des nouvelles constructions en zone 1 AU**

Suppression de la nouvelle voie pour la desserte des constructions. L'accès s'effectuera par la rue Tateville (8 habitations) et l'Impasse de la Couture (1 habitation) avec sécurisation de la RD 146 à l'entrée au village et renforcement de la voirie, Impasse de la Couture.

**-Le traitement des clôtures**

Les fonds de jardin devront être agrémentés d'une haie constituée d'essences locales qui constituent une barrière naturelle face aux risques. Les haies végétales d'essence locale auront une fonction paysagère sur le traitement d'entrée au sud du village.

**-L'Orientation des faîtages :**

L'orientation principale du faîtage des habitations le long de la rue Tateville et de l'impasse de la Couture devra être parallèle à la rue. (Cette exigence ne s'applique pas aux annexes et extension du bâtiment principal ayant une orientation de faîtage différente).

**Le RÈGLEMENT ECRIT :**

*Des ajustements du règlement écrit sont portés en cohérence avec la modification de l'OAP sur la Zone **1AU**.et permettront de rendre opposable certaines mesures à respecter tels que la prise en compte des risques, l'intégration paysagère et l'aspect des constructions.*

Certaines dispositions au **chapitre 1-Section 1- Section 2 -Section 3** - applicables à la zone **1AU** du règlement écrit du PLU sont modifiées :

**Section 1 et 2**

**Section 1 : Nature de l'Occupation et de l'Utilisation des sols**

**Article 1 AU2 :**

« Occupations et utilisations soumises à des conditions particulières. »

Et

**Section 2 : Conditions d'occupation des sols**

**Article 1 AU 10 :**

« Hauteur des Constructions. »

**La disposition suivante :**

« « « **Le niveau des constructions doit être 0,20m au-dessus du niveau de la route afin de prévenir des risques d'inondation dues au ruissellement des eaux pluviales** » » ».

**Remplace :**

« « « **Les constructions principales devront avoir leur premier plancher 0,50 mètres au minimum et 1 mètre au maximum au-dessus du niveau du sol naturel avant aménagement** » » ».

*« « « Cette disposition vise à faciliter L'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie. Il s'agit d'une mesure de prévention des risques naturels (inondations), qui s'inscrit dans le cadre de la protection des biens et des personnes » » ».*

**Section 2**

**Section 2 : Conditions d'occupation des sols**

**Article 1 AU 5** : La superficie des Terrains

La mention « **Non règlementé** » remplace :

« « « **En l'absence de réseau d'assainissement collectif ou dans l'attente d'implantation de celui-ci, le permis de construire ne pourra être délivré que sur un terrain d'une superficie suffisante pour assurer l'assainissement des constructions présente sur la parcelle après avis des services gestionnaires** » » ».

**Article 1 AU 9** : L'Emprise au Sol

La mention « **Non règlementé** » remplace :

« « « **Le coefficient d'emprise au sol défini par le rapport entre la projection au sol des surfaces bâties et la superficie totale de l'unité foncière ne peut dépasser 0,50** » » ».

**Article 1 AU 11** : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs Abords :

**Les toitures** :

### **La disposition suivante :**

\*Pour les constructions principales à usage d'habitation \* **Les toitures devront être composées de 2 pans dont le degré de pente est situé entre 45 et 55°** par rapport à l'horizontale. **Les toitures seront constituées de tuiles en terre cuite, dans des teintes rouge/orangée.**

\*\*Pour les autres constructions : Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m2 **\*d'emprise au sol.**

### **Remplace :**

\*Pour les constructions principales à usage d'habitation : **\*La pente principale des toitures devra être comprise entre 45 et 55°** par rapport à l'horizontale. **\*Les toitures seront constituées de matériaux de type tuiles. \*Ces tuiles seront nécessairement de teinte rouge et de préférence en terres cuites. \*Les tuiles vernissées et les tuiles canales sont interdites.**

\*\*Pour les autres constructions : Les toitures des constructions ne doivent pas nuire à leur environnement immédiat. Elles seront de teinte sombre. Les matériaux utilisés seront peu réfléchissants. La pente des toitures devra être supérieure à 10° par rapport à l'horizontale pour les constructions de plus de 20m2 **\*de surface hors œuvre brute.**

**Commentaire du C.E : Dans le Dossier de Modification « Le Règlement modifié » Article 1AU 11-Les Toitures : Le 3ème paragraphe n'a pas été modifié : Il est toujours mentionné -de surface hors œuvre brut au lieu d'emprise au sol.**

*« « le règlement de la zone 1AU est ajusté de manière mineure quant aux dispositions relatives aux toitures, de manière à harmoniser l'habitat et la cohérence du bâti nouveau avec l'existant, pour créer une réelle entrée de ville.*

*Les orientations de faîtage des constructions principales d'habitation devront être parallèles à la rue de Tateville et impasse de la Couture afin de respecter la cohérence du cadre bâti préexistants le long de chacune de ces voies. » » »*

*Cette exigence ne s'applique pas aux annexes, des constructions à usage d'habitation (garage, abris de jardins...) et n'empêche pas la réalisation d'extensions au bâtiment principal ayant une orientation de faitage différente » » ».*

### **Les clôtures :**

**Nature des clôtures :**

**La disposition suivante est ajoutée :**

**Pour assurer l'intégration paysagère, les clôtures devront obligatoirement comporter des haies végétales composées d'essences locales, doublées ou non d'une grille, grillage ou autre dispositif à claire-voie, avec ou sans mur bahut.**

**Article 1 AU 13** : Espaces libres et plantations :

**La disposition suivante** :

En cas de clôture végétale, on utilisera **\*obligatoirement** des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.

**Remplace** :

En cas de clôture végétale, on utilisera **\*de préférence** des essences locales dont la liste est insérée en annexe du rapport de présentation.

*« « « La clôture matérialise les contours des parcelles et constitue la limite entre l'espace public et l'espace privé.*

*Pour améliorer le cadre de vie, il est particulièrement important de privilégier des clôtures végétales d'essences locales. Elles sont plus robustes face aux maladies, mieux adaptées au climat local et s'insèrent mieux dans le paysage.*

*Des haies végétales d'essences locales permettent le développement de la biodiversité, régulent l'eau et maintiennent les sols ; elles participent aussi à l'identité du territoire. Elles permettront de démarquer la future entité urbaine des secteurs non urbanisés naturels dans les espaces de jardin en transition de la zone naturelle » » ».*

**Obligation de planter** :

**Règlement actuel** :

1/Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément.

\*\*

2/ Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes.

**Règlement après modification** :

1/Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte doivent être traitées en espaces verts ou en jardin d'agrément.

**\*\*2/Un arbre de haute tige devra être planté pour 200m<sup>2</sup> d'espace de pleine terre**

3/ Les dépôts et les citernes visibles depuis la voie de desserte doivent être ceinturés d'un écran de verdure constitué d'arbres et d'arbustes

*« « Le PLU préconise les essences locales. Le traitement paysager vise un objectif d'intégration paysagère et priorise le végétal, afin d'assurer la transition entité bâtie et entité naturelle. La volonté est de poursuivre un aménagement qualitatif de l'entrée sud du village intégré à la trame bâtie et démarquant la partie urbanisée des secteurs naturels et entités paysagères. L'objectif est de conforter l'habitat du village en proposant de l'habitat résidentiel cohérent avec le cadre préexistant » ».*

### **Section 3**

Article 1 AU 14 : Coefficient d'Occupation des sols (C.O.S)

La mention « Non règlementé » remplace :

« « « Les possibilités d'occupation des sols sont celles qui résultent de l'application des articles 3 à 13 » » ».

*« « « La loi ALUR N° 2014-366 du 27 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové supprime le Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ainsi que la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles dans le règlement du PLU. (Constituait un frein à la densification).*

*-L'emprise au sol peut selon le cas ne pas être réglementé dans le PLU ; d'autres contraintes ou prospects viendront limiter le droit à bâtir » » ».*

### **Le RÉGLEMENT GRAPHIQUE :**

La modification du périmètre de l'OAP engendre une modification du plan de zonage. Le périmètre de la zone 1AU est réduit afin de rendre effectif et opposable ce nouveau périmètre. Le plan de zonage est ajusté en cohérence avec la modification que connaît le projet d'aménagement.

### **3-2 Conclusions relatives à la concertation et à la participation publique**

**Avis des Personne Publiques Associées:**

Par Décision N°2022-6102 du 03/05/2022 la Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts de France, après examen au cas par cas sur la

modification du PLU de la commune de Longvilliers décide que: “La modification n’est pas soumise à évaluation environnementale”.

### **La Consultation et Avis des PPA:**

Conformément à l’article 2 de l’Arrêté N° 2021-36 en date du 25 Février 2021 de M le Président de la CA2BM relatif à l’engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers, le projet de modification du PLU a été notifié avant l’ouverture de l’enquête publique conformément à l’article L 153-40 du Code de l’Urbanisme aux Personnes Publiques Associées (L 132-7 et L 132- 9 du Code l’Urbanisme).

Il a également été notifié à Monsieur le Maire de la commune de Longvilliers et transmis pour examen à l’autorité environnementale afin de savoir s’il est soumis ou non à une évaluation environnementale. La **Mission Régionale d’Autorité Environnementale** des Hauts de France, après examen au cas par cas sur la modification du PLU de la commune de Longvilliers conclut par Décision N°2022-6102 du 03/05/2022 que **“La modification n’est pas soumise à évaluation environnementale”**.

Les Avis émis par les PPA figurent dans le dossier mis à la disposition du public lors de cette enquête publique.

### **Liste des Personnes Publiques Associées :**

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer à Arras.
- La Sous-Préfecture à Montreuil sur Mer.
- La Préfecture du Pas de Calais à Arras.
- La DREAL à Lille.
- La Chambre de Commerce et d’Industrie Côte d’Opale à Calais.
- La Chambre des Métiers et de l’Artisanat à Saint Martin Boulogne.
- La Chambre d’Agriculture du Pas de Calais à Saint Laurent Blangy.
- Le Comité Régional de la Conchyliculture à Gouville sur Mer (50).
- Le Parc Naturel Marin à Saint Etienne au Mont
- Le Conseil Départemental à Arras
- Le Conseil Régional (Président +AOT -Autorisation d’Occupation Temporaire-) à Lille.
- La SNCF à Euralille.
- L’ONF à Lille.
- Le Centre National de la propriété foncière à Paris
- Le Syndicat Mixte du Montreuillois
- Et :
- M. Le Maire de Longvilliers.

A la date de l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du PLU de Longvilliers, le Président du Conseil Régional et le Président du Conseil Départemental ont répondu au courrier sans émettre d'Avis.

**2 PPA** ont émis un Avis sur le projet. 1/ La DREAL (La Présidente de la MRAE), 2/ Le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais

1/ Après examen au cas par cas en application de l'Article R 104-28 du Code de l'Urbanisme

La MRAE DREAL du Nord Pas de Calais à LILLE après délibération du 03 mai 2022 décide que la modification du PLU de Longvilliers n'est pas soumise à Evaluation Environnementale.

2/ M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais a formulé les observations suivantes :

-Extraits-

*« « Bien que le projet conduise à la diminution de la taille de la zone et donc à une consommation foncière moindre, notre Etablissement s'interroge quant au choix de l'urbanisation projetée à savoir une extension linéaire en sortie de village.*

*La Chambre d'Agriculture tient à rappeler que les lois actuelles (Elan, Climat-Résilience...) préconisent une densification urbaine en centre bourg et interdisent les extensions linéaires. L'objectif recherché est de diminuer un peu plus l'artificialisation des sols et atteindre la « zéro artificialisation nette » des sols d'ici 2050.*

*S'agissant du classement des terrains enclavés entre la future zone et le cours d'eau « la Dordonne » la Chambre d'Agriculture tient à préciser qu'un zonage agricole n'est pas incompatible avec la protection paysagère du site ou des terrains sujets parfois à inondation. D'ailleurs notre Etablissement constate que les terrains sont actuellement exploités. Aussi nous demandons que le zonage « N » soit le strict reflet des massifs et des terrains non exploités existants sur la commune. Notre Etablissement sollicite donc un reclassement des terrains en zone agricole A.*

*En ce qui concerne les Zones de non-traitement, l'arrêté du 27/12/2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation vient poser des règles de distance de sécurité pour l'application de ces produits.*

*En particulier l'arrêté vise « les zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contigües à ces bâtiments et aux lieux accueillants des travailleurs présents de façon régulière » selon l'article L 153-8 du Code Rural.*

*La mise en œuvre de cet arrêté impacte l'exercice de l'activité (modalités différentes sur cette distance) et génère une perte de revenu pour l'exploitant.*

*Afin d'éviter une consommation foncière induite, et limiter l'impact sur l'activité agricole notre Etablissement demande que l'OAP intègre les ZNT dans son principe d'aménagement. Nous précisons d'ores et déjà une évolution future de la réglementation. Aussi la distance pourra être adaptée en fonction de l'évolution de la réglementation.*

*Finally, the Chamber of Agriculture also specifies that a PLUi is in the process of elaboration for the Agglomeration Community of the two bays in Montreuillois, the rights to build will be presumably modified.*

*For the ensemble of these reasons our Establishment issues **un avis réservé à la modification susvisée.***

#### Commentaire du C.E. :

*Les zones à l'Est du village le long de la Dordogne sont des terres principalement à usage agricole et classées sur le plan de Zonage en zone Nv (zone de protection liée au fond de la vallée) d'où le classement en zone Nv de la parcelle modifiée.*

*Longvilliers présente une caractéristique du village-rue. L'urbanisation s'est développée de manière linéaire développée en fond de vallée parallèlement à la Dordogne le long de la rue de Tateville et des voies principales. L'essentiel des constructions se sont concentrées au niveau de la rue de Tateville et de la rue de Recques. Le tissu urbain de la commune a une morphologie en croix. Le projet de constructions s'inscrit dans la continuité paysagère du tissu urbain du village.*

*The urbanism code allows the modification of the common law of the PLU of the commune and allows the realization of the project before the elaboration of the PLUi if the modification of the PLU is approved. The PLU can evolve to allow the realization of certain projects as a function of the evolution of the regulation in coherence with the issues of the future intercommunal project.*

L'Avis des autres PPA est réputé : Favorable.

#### **La Participation publique :**

La participation du public a été quasiment inexistante.

Seul le couple de voisin immédiat à la parcelle concernée s'est manifesté et s'est montré favorable au projet de modification du PLU. La question d'un autre couple n'entrait pas dans le cadre de la présente enquête ; elle concernait le PLUi en cours d'élaboration. Une personne s'est présentée hors permanence du C.E, à la mairie pour consulter le dossier sans formuler d'observation.

Cette modification à caractère réglementaire avec un déclassement de la zone 1AU en zone N concerne un lieu précis où une OAP avait déjà été définie. Elle limite partiellement l'aménagement de nouvelles constructions aux abords de « **la Dordogne** » dans un souci de sécurité, de prévention contre le risque d'inondation.

La commune compte peu d'habitants (251) qui sont régulièrement informés par les élus locaux, la parution périodique du bulletin municipal... De plus l'élaboration en cours du PLUi leur procure la possibilité de s'exprimer notamment avec la mise à disposition d'un registre de concertation à la mairie de la commune.

### **3-3 Conclusions générales :**

*« « « Le PLU de la commune de Longvilliers a été élaboré le 07/12/2007. Une Opération d'Aménagement a été programmée (OAP) dans la zone 1AU consistant à la construction de 13 logements avec voies de dessertes, à proximité du cours d'eau [la Dordonne](#) affluent de la [Canche](#), en bordure de la rue de Tateville (RD 146) et de l'Impasse de la Couture à l'entrée Sud de la commune. Des zones tampons d'une largeur de 10 mètres étaient maintenues entre le cours d'eau et les nouvelles constructions programmées dans l'OAP » » ».*

Depuis l'élaboration du PLU de nombreuses inondations (avec Etablissement d'Arrêtés, de catastrophe naturelle) ont eu lieu. Les zones inondables sont évaluées plus importantes aux abords de la [Dordonne](#). Les nouvelles données relatives au risque d'inondation, à la perméabilité des sols sur la zone **1AU**, la proximité du cours d'eau ont conduit à réduire la surface constructible et donc le nombre de logements (**9 au lieu de 13**).

Le projet de modification consiste à déclasser une partie de la zone à urbaniser (**1AU**) au profit de la zone Naturelle (**N**) qui n'admet aucune construction. (1AU actuelle 25814m2 avec voiries-après modification 9471 m2 avec voiries). Selon l'OAP modifiée les habitations seront, situées, à un peu plus de 50 mètres de la Dordonne au lieu de 10 mètres dans l'OAP actuel.

L'évolution de la situation des risques est la raison de l'évolution de l'OAP. L'objectif est de protéger les personnes et les biens par la prise en compte des risques d'inondations liés au ruissellement des eaux pluviales...

Des dispositions interviendront pour assurer la prise en compte du risque potentiel. (Notamment le Réhaussement de l'habitation par rapport au niveau de la route, aménagements hydrauliques...).

Le traitement paysager limite de zone (intégration paysagère), ainsi que les aménagements hydrauliques permettront de garantir la sécurité des personnes et des biens. Des ajustements du règlement écrit permettront de rendre opposable certaines mesures à respecter. La modification du périmètre de l'OAP engendre une modification du plan de zonage. Le périmètre de la Zone **1AU** est réduit afin de rendre effectif et opposable ce nouveau périmètre.

Le Projet de modification du PLU dont l'objectif principal est la protection des personnes et des biens constitue une mesure d'intérêt général. La réduction de la zone **1AU** en zone **N** contribue à réduire l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols. Il répond aux objectifs de la Loi Climat et Résilience. Il représente un impact environnemental positif (maintien de la biodiversité). Il prend en compte les caractéristiques du territoire et s'intègre dans son environnement paysager.

#### **Néanmoins :**

*Le projet de modification doit être cohérent avec son objectif principal de protection des personnes et des biens et dont l'enjeu consiste à éloigner les futures habitations du cours d'eau « [La Dordonne](#) » en créant une bande plus importante de terrain non urbanisable entre ce cours d'eau et le secteur à aménager.*

*L'OAP modifiée prévoit la construction d'une habitation Impasse de la Couture à environ 10 mètres de la Dordonne en contradiction avec l'objectif recherché de la modification de l'OAP du PLU.*

*De plus, sur le plan de zonage modifié opposable, la construction Impasse de la couture est positionné en zone Nv, zone Naturelle qui n'admet aucune construction. » » »*

#### **4-AVIS :**

#### **Vu :**

-Les Articles: L 123-1 à L 123-19 - R 123-1 à R 123-27 du Code de environnement

-Les Articles : L 153-36 à L 153-48 et notamment :

L'Article L 153-41 du Code de l'Urbanisme :

*« « « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il a pour effet :*

*1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.*

*2° Soit de diminuer ces possibilités de construire.*

*3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.*

*« L'amendement de certaines dispositions des règlements écrits et graphiques est susceptible de limiter les possibilités de construire. La procédure est soumise à cet article » » ».*

-Les articles R 153-20 à R 153-22 du Code de l'Urbanisme.

- La loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové N° 2014-366 du 24 Mars 2014.

-La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU) N° 2000-1208 du 13/12/2000.

- Les lois Grenelle -I- 2009-967 du 03/08/2009 et -II- 2010-788 du 12/07/2010.

-Le PLU de la commune de Longvilliers (PADD).

-L'Arrêté de l'organisation de l'E.P N° 2022-16 en date du 03 juin 2022 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

### **Après avoir:**

- Constaté la Régularité de la procédure.
- Effectué une visite sur le terrain.
- Rencontré les responsables de l'urbanisme de la CA2BM, M. le Maire de la commune de Longvilliers, les propriétaires du terrain, les riverains immédiats.
- Etudié les éléments du dossier.
- Dressé le rapport du déroulement de l'Enquête Publique qui s'est déroulée conformément aux textes en vigueur.

### **Considérant:**

- Que le public appelé à émettre son Avis sur le Projet de modification ne s'est pas manifesté et n'a présenté aucune observation, remarque, ni suggestion ou opposition.
- Que les Personnes Publiques Associées consultées n'ont formulé aucun Avis défavorable sur le projet.
- Que *“ La Mission Régionale d'Autorité Environnementale Hauts de France après examen au cas par cas sur la Modification du PLU précise que “la modification du PLU présentée par la CA2BM n'est pas soumise à évaluation environnementale”.*
- Que M. Le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais a *émis un avis réservé à la modification susvisée. Qu'un PLUi est en cours d'élaboration sur la Communauté d'Agglomération des deux baies en Montreuillois.*
- Que la commune de Longvilliers fait l'objet d'un PLU élaboré le 07 décembre 2007. - Que la modification répond aux objectifs du PLU (PADD): » Prendre en compte l'environnement et l'activité agricole -Limiter les risques d'inondation et préserver les axes de ruissellement. Maintien des caractéristiques identitaires, en préservant l'environnement, le patrimoine paysager ; l'enjeu est de proposer de la cohérence dans l'urbanisation future du secteur ».
- Qu'elle s'inscrit Parmi l'un des objectifs majeurs du SCOT (en cours de révision) qui prend en compte la gestion des « Risques d'inondation par débordement de cours d'eau... » Dans les modes d'urbanisation et de développement de l'urbanisation.
- Qu'il convient de procéder à la modification de ce document d'urbanisme en raison de l'évolution urbaine de la commune, de la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine afin de prendre en compte des risques d'inondations qui impactent l'implantation définie à l'époque dans la zone 1AU rue de Tateville.

- Qu'il y a lieu d'adapter le règlement de l'OAP ainsi que le règlement écrit et graphique.
- Que les modifications ne portent pas atteinte à l'économie Générale du PLU.
- Que la commune de Longvilliers traversée par la rivière de la [Dordonne](#), affluent en rive droite de [la Canche](#) est particulièrement sensible aux risques d'inondation. Que le territoire est concerné par de nombreux Arrêtés de catastrophe Naturelle liés à des inondations ou des coulées de boue dans la vallée de la Dordonne, notamment au cours des années 2009,2010 et 2012.
- Que des zones à dominante humide du SDAGE Artois -Picardie traversent le territoire en partie centrale le long de la Dordonne et couvrent le futur site d'aménagement.
- Que les milieux humides apparaissent comme des fortes probabilités aux abords de la Dordonne qui peuvent exposer le secteur à un risque d'inondation par ruissellement d'eau. (Débordement du cours d'eau à proximité immédiate) ...
- Que Cette modification intervient afin de prendre en compte des enjeux liés à un risque d'inondation, lequel concerne en partie la zone actuellement opposable
- Que L'enjeu de La modification est d'assurer la protection des personnes et des biens dans le cadre de la lutte contre les inondations, et s'inscrit dans l'intérêt général.
- Que la modification répond aux objectifs du SDAGE et du SAGE de la Canche : » Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains » enjeu majeur du SAGE
- Que Des structures ont déjà été mises en place pour favoriser la retenue des eaux dans le cadre du Le **P**rogramme d'**A**ctions de **P**révention des **I**nondations qui décline un ensemble d'actions visant à réduire l'aléa ou la vulnérabilité des personnes et des biens de manière progressive, cohérente et durable. Le projet communal doit renforcer cette prise en compte des risques.
- Que Le risque d'inondation implique la nécessité d'intervenir sur l'implantation des constructions et l'organisation de la voirie de façon qu'elle n'aggrave pas le contexte de risque en constituant des obstacles ou en augmentant le ruissellement. Le PLU met en œuvre les dispositions du PAPI.
- Qu'il convient de préserver les éléments du paysage qui ont un rôle hydraulique (haies bocagères, talus, zones humides.) -Que les objectifs contribuent à assurer l'intégration urbaine et paysagère et environnementales des constructions et à préserver la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles
- Que les modifications envisagées du règlement du PLU ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et paysagers, ne comportent pas de risque de nuisance et ont un impact environnemental globalement positif. (réduction de l'artificialisation de l'imperméabilisation des sols).

## **CEPENDANT :**

### **Considérant :**

-Que L'enjeu de la procédure de modification est d'assurer la sécurité des personnes et des biens par la prise en compte des risques d'inondations liés au risque de ruissellement des eaux pluviales. Le site est exposé au risque du fait de la présence du cours d'eau La [Dordonne](#).

-Qu'une bande importante de terrain non urbanisable (**Nv**) est préservée entre le secteur à aménager et le cours d'eau.

-Que L'OAP actuelle situe la zone **1AU** à une dizaine de mètres du cours d'eau [la Dordonne](#). Qu'après modification afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens la zone **1 AU** est réduite et se situe à un peu plus de 50m (entre 50 et 60m) du cours d'eau (*avec aménagements hydrauliques et haies*).

-Qu'une parcelle **1AU** est conservée pour l'aménagement **d'une construction en bordure de l'Impasse de la Couture**. « « « Sur le croquis du dossier d'enquête publique de modification de l'OAP page 22 /32 » » ».

-Qu'elle se situe à une dizaine de mètres du cours d'eau [la Dordonne](#) et son maintien en zone 1AU n'apparaît pas cohérent avec l'objectif principal recherché de la modification envisagée. : » la prise en compte des risques d'inondations pour la protection des personnes et des biens ».

-Que l'aménagement Impasse de La Couture ne revêt pas un caractère réglementaire « « « Les plans de zonage qui figurent dans le dossier d'enquête- avant et après modification échelle 1/5000° -et dans le dossier de modification -page 31 et 32/32- indiquent que cette parcelle en bordure de l'Impasse de la Couture se situe après modification en zone Nv (zone non constructible). « « «

**En conclusion** pour les motifs évoqués ci-dessus, j'émet:

un                      \* **AVIS FAVORABLE**                      - avec 1 **Réserve** -

A la Modification de droit commun du PLU de la commune de LONGVILLIERS \* le long de la rue de Tateville (RD 146).

**-Réserve** : concerne **-Impasse de la Couture** :

-Suppression de l'aménagement prévue Impasse de la Couture (1 construction) qui se situe après modification en zone **Nv** (construction impossible), non conforme à la réglementation.

De Plus cet aménagement n'apparaît pas cohérent, en raison de sa proximité avec le cours d'eau La Dordogne (10m), avec l'objectif prioritaire recherché dans le cadre de cette modification : « « « augmenter une bande, inconstructible plus importante aux abords de la Dordogne pour assurer : *la protection des personnes et des biens contre le risque d'inondations* » » ».

•-Il convient également dans le même contexte d'adapter le règlement écrit notamment de revoir :

L'article **1 AU 6 Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques :**

**\*2/Par rapport à la Dordogne :** » » » *Aucune construction ne peut être implantée à moins de 10 mètres de la berge des cours d'eau. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif* « « «.

Le libellé de cette disposition » \*2 Par rapport à la Dordogne » est **caduque** puisque la zone Nv (non constructible) après modification, se situe à un peu plus de 50m (50 à 60m) du cours d'eau.

•-Il convient également de corriger dans le règlement modifié (une possible erreur matérielle) :

**Article 1 AU 11 :** Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs Abords :

### **Les toitures**

La mention »20m2 **de surface hors œuvre brute** ». Dans le paragraphe » Pour les autres constructions... » n'a pas été remplacée par : La modification-20m2 **d'emprise au sol** -Comme le précise la Modification du règlement écrit dans le dossier.

Fait et clos le 18 Août 2022

Montraisin Claude C.E

